

Frontex

**Une société capitaliste du mensonge,
l'effet boomerang et la révolution aujourd'hui.**

Relire

**Hannah Arendt, Rosa Luxemburg, Cornelius Castoriadis,
Nicolas Busch, Laurent Monnier, Rada Ivekovic, Anne Amiel...**

Marie-Claire Caloz-Tschopp, Genève
desexil.com



Martin Caloz, 2022

Genève, éd. Desexil de l'exil, (version internet, état 28 avril 2022).

Frontex

Une société capitaliste du mensonge, l'effet boomerang et la révolution aujourd'hui.

Relire

Hannah Arendt, Rosa Luxemburg, Cornelius Castoriadis,
Nicolas Busch, Laurent Monnier, Rada Ivekovic, Anne Amiel...

Marie-Claire Caloz-Tschopp, Genève, Genève, [site desexil.com](http://site.desexil.com)

***Dédicace.** A Nicky Busch, fondateur de Fortress Europ ? A Heiner Busch, chercheur et activiste sur les politiques migratoires, du droit d'asile, l'Europe à Solidarité sans Frontières (SOSF) qui m'a ouverte à des références dans l'UE et en Allemagne en lien avec la Fondation Rosa Luxemburg (entre autre). A Ani Lanz, solidaire condamnée pour avoir défendu les droits d'un réfugié afghan. A la femme russe qui a brandi une pancarte blanche¹ dans une manifestation. Elle a été arrêtée avec 10.000 autres personnes en Russie. Aux morts à toutes les frontières en demande de sépulture².*

Résumé

Cet essai n'est pas réservé à des spécialistes. La réflexion libre et critique, la délibération, la prise de distance, l'imagination concernent tout le monde.

Ce qui est en jeu dans la participation de la Suisse à Frontex et dans les négociations en cours entre la Suisse et l'UE échappe encore à l'imagination, à la conscience politique brouillée par des mensonges. « C'est cher payé, mais Frontex nous protège, nous assure une place dans l'Europe de Schengen », dit-on. « Schengen sécurise les affaires », pense-t-on. « Nous agissons pour vous, faites-nous confiance », déclare-t-on.

Il est possible de rester à la surface des choses, de subir l'utilitarisme brutal et les intérêts à court terme. Le mensonge, la haine, le pillage, la violence à nos risques et périls. L'écho que rencontre une action de minoritaires courageux suffit à montrer que s'interroger sur Frontex implique, dans la suite de la votation suisse du 15 mai 2022, de reprendre l'initiative sur l'Europe en luttant pour une **hospitalité politique constituante pour l'Europe et la planète**.

A première vue, l'illusion de l'efficacité du tout économique, autoritaire, sécuritaire, la force policière militarisée, la suspension de la loi et des droits aveuglent font douter de l'Etat de droit. La frontière entre le légal et l'illégal s'efface, parle à notre impuissance, nos doutes, nos colères. Ces illusions et la banalisation de la violence tentent d'enterrer la liberté politique, de figer le pouvoir d'agir, de penser.

Nous sommes mis au défi d'ouvrir les yeux et les oreilles. De ne plus dénier le sacage, la violence sans limites. De nous réapproprier une autonomie d'agir et de penser. D'entendre, écouter ce que disent autour de nous les travailleur.es, les chômeur.euses, les précaires, les pauvres, les gilets jaunes, dénonçant leurs conditions de vie, les exilé.es en fuite, et les solidaires, condamné.es pour « délit de clandestinité et « délit de solidarité », les femmes, les jeunes luttant pour sauver le climat, etc..

Il est certes important, en votant le 15 mai prochain, de se positionner par rapport à un objectif financier qui cache bien d'autres questions, au sujet de Frontex. Dans l'immédiat, voter c'est ne pas accepter que nos impôts servent à renforcer une Europe capitaliste et sécuritaire.

Voir plus loin, c'est ne plus accepter l'ambiguïté utilitariste, colonne vertébrale du capital, dans nos vies quotidiennes, le travail, la migration, la formation, la santé, etc. C'est refuser de consentir à la domination du chaos, ce qui est appelé « néolibéralisme », qui en fait, est le capitalisme constitué par l'apartheid (Monnier) de classe, sexiste, raciste.

C'est savoir que des lois, les pratiques autoritaires, sécuritaires une fois instituées, peuvent tomber dans des mains dangereuses !

C'est savoir que l'invention de l'hospitalité politique, à la base de l'asile, du droit d'asile, des droits, sont les piliers de la création démocratique d'une société ouverte. C'est reprendre l'initiative, lutter pour une Autre Europe constituante basée sur l'hospitalité politique, pour la liberté, la vérité, la justice toujours à construire, en exerçant, ce que j'ai appris à nommer en observant la fuite des exilé.e.s et mes colères, *la liberté politique de se mouvoir*³.

En Suisse, le système de démocratie semi-directe, avec les droits de référendum et d'initiative est un acquis d'une longue pratique dans un Etat fédéral. La plupart des populations européennes et ailleurs sur la planète connaissent mal ces outils. La culture de débat, de la parole n'est pas sans problème, mais la tension entre consensus et conflit, haine et amour de la liberté politique, fermeture et ouverture dans une pratique démocratique, dans un cadre de guerre, constituent l'axe de la dynamique créatrice de la vie politique.

Nous ne sommes pas les moutons d'un célèbre antidémocrate : Platon. Agir, c'est connaître l'histoire. C'est s'appuyer sur un héritage précieux de générations antérieures pour expérimenter la puissance d'agir.

Sommaire

Dédicace
Résumé
Sommaire
Avant-propos
Introduction

PREMIERE PARTIE : QUE RECOUVRE L'EXPANSION DE FRONTEX ?

- 1.1 Une civilisation de mégamorts (Amati-Sas)
- 1.2 L'agence Frontex en expansion : les yeux plus gros que le ventre, pour quoi faire ?
- 1.3 La surveillance militarisée, la guerre depuis le ciel, quand les frontières sont diluées par le chaos du capital et la résistance des exilé.e.s en fuite (2015).
- 1.4 Une triple tendance du modèle Schengen-Frontex

DEUXIEME PARTIE : RESISTER A L'EXTERMINISME

- 2.1 Relire Rosa Luxemburg, Hannah Arendt, Cornelius Castoriadis aujourd'hui
- 2.2 Relire Hannah Arendt. Vérité et mensonge en politique
- 2.3 Que montre Hannah Arendt sur le mensonge en politique ?
- 2.3 A propos de la guerre d'expansion impérialiste planétaire (Rosa Luxemburg)
- 2.4 Que montre Rosa Luxemburg sur l'effet boomerang de l'impérialisme (au XIXe-XXe siècle)^{iv} ?
- 2.5 Que montre Rosa Luxemburg sur la « catastrophe » impérialiste comme mode d'existence
- 2.6 Que montre Rosa Luxemburg à propos du *Kadavergehorsam* », (obéissance de cadavre) et du courage politique ?

2.7 Relire Cornelius Castoriadis. La découverte de l'imagination et le germe démocratique

2.8 Etude de cas. Frontex, l'ambiguïté et le conflit démocratique derrière Frontex

TROISIEME PARTIE : VERTIGE DEMOCRATIQUE

3.1 Vertige démocratique (Castoriadis, Rancière, Arendt)

3.2 Castoriadis. Chaos-cosmos autonomie et « germe », risque démocratique antidéterministe

3.3 La haine de la démocratie (Rancière) et la tragédie des moutons

3.4 La tragédie ancestrale de la mortalité et la mortalité de masse du capitalisme impérial

3.5 La tragédie de l'anéantissement « démocratique » de masse

3.6 Apprendre à vivre sans fondement entre chaos et cosmos

3.7 L'Europe et la Planète. Le tabou et l'abîme tragique de la force et de la haine. L'hospitalité politique enterrée ?

3.8 L'Europe constituante et l'hospitalité politique. Continuer à résister. Reprendre l'initiative

CONCLUSION

Difficile et passionnante démocratie

Avant-Propos

Cet essai sur Frontex met en lumière, en 2022, une société capitaliste du mensonge politique, l'effet boomerang (Rosa Luxemburg) et la révolution à l'oeuvre aujourd'hui. Que pouvons-nous savoir pris entre les limites de nos outils de connaissance, la propagande et la violence ? Qu'apprenons-nous ? A notre époque, où la tragédie change de sens et de portée, nous sommes mis au défi de penser, d'agir dans l'incertitude et la complexité. Si nous sommes *deterr* comme l'écrit l'artiste Martin Caloz, dans son tableau (en couverture), que signifie pour lui ce mot et en quel sens le serions-nous ?

Le parcours de l'essai se déroule en trois moments, Expansion. Résister. Vertige démocratique. Des questions successives sur Frontex sont explorées par **trois études de cas** sur Frontex.

Nous allons voir comment Frontex est un des lieux où s'efface la distinction entre le légal et l'illégal qui met en cause l'Etat de droit et ses règles (limité pour les étrangers), les droits fondamentaux, permet la surexploitation dans les marchés chaotiques du travail, la brutalisation et la torture qui s'étend aussi dans la migration.

Ce qui a lieu en fait est l'effacement entre structures, dispositifs de police et de guerre avec de multiples conséquences, dont le fait d'être complice d'un double crime contre l'humanité (Calame)⁵ quand les droits fondamentaux (DH) font place au droit international humanitaire (DIH) qui est un droit de la guerre, où les sujets de droits deviennent des masses, des victimes, où la désobéissance civile/civique et la criminalisation remplacent l'exercice de la praxis démocratique selon des règles établies, débattues et en construction.

L'essai s'inscrit à la fois dans l'histoire et l'actualité. Il fait suite à deux courts textes écrits à propos de Frontex en décembre 2021⁶. Il fait aussi suite à un texte sur la désobéissance civile/civique, en 2019⁷, autres essais, en 2016⁸ et en 2019⁹ et à la constitution collective et artisanale d'une base de données (desexil.com, 2021).

Il s'inscrit dans le débat sur une votation en Suisse (mai 2022)¹⁰ et surtout dans l'après votation dans la reprise d'un débat sur une Europe constituante dont l'hospitalité politique est l'axe central.

Il est une des suites d'actions de citoyenneté, d'enseignements, de recherches, finalisées dans le Programme du Collège International de Philosophie (CIPh), intitulé Exil, Création Philosophie et Politique. Philosophie et Citoyenneté Contemporaine. Il intervient après un important travail collectif autonome de mémoire réflexive, qui a abouti à la création d'une base de données et à la création d'un site en libre accès : desexil.com, rendu public en juin 2021. D'autres publications d'activistes-chercheurs sont en cours de préparation et d'édition. Aujourd'hui, je me résous à prendre la plume. Pas toute seule¹¹.

L'essai peut se lire par parties. Les notes ne sont pas indispensables à la lecture du texte. Celles-ci ont été établies pour apporter des éléments pouvant servir à des travaux de réflexion collective, de formation, de recherche en accordant du poids à des sources qui ne sont pas parmi les plus visibles et aussi en utilisant les travaux d'auteurs du site desexil.com

Le nucléaire et le covid : l'ossature pour penser Frontex

Au départ, des questions de bon sens suscitent l'étonnement. Comment est-il possible que le Conseil fédéral et le Parlement suisse aient cédé si facilement aux pressions de Frontex ? Un petit groupe minoritaire a sonné l'alarme¹². Comment est-il possible qu'un Etat de droit (la Suisse), coordonne avec les polices des Etats de l'UE l'accueil en masse d'Ukrainiens tout en continuant une politique de renvois forcés¹³ et de violations des droits fondamentaux, de torture, de morts sur les chemins d'exil forcé en participant à Schengen-Frontex-Dublin ? Les solidaires sonnent l'alarme sur cette inégalité dans le droit d'asile d'Etat.

Trois autres questions sous-jacentes sont la colonne vertébrale de l'essai dans un contexte de violence guerrière et de lutte démocratique : la planète se couvre de camps de réfugiés, alors que la maté-

rialité et le sens des camps d'extermination du XXe siècle ne sont pas encore entrés dans la conscience et la mémoire collectives¹⁴.

A un moment où la possibilité d'une guerre nucléaire est à nouveau ouvertement évoquée de divers côtés, que montre l'extrême vulnérabilité matérielle partagée par les habitants de la planète ? Nous connaissons les travaux, la littérature japonaise, les prises de position¹⁵ à la suite de Hiroshima et Nagasaki. Pour les physiciens habitués par plaisir de la recherche, une découverte extraordinaire, ces faits d'usage de leur création dans une guerre d'extermination ont sonné la fin de l'innocence.

Rappelons un fait connu intervenu en 1986. Quarante ans après. La catastrophe de Tchernobyl a démontré le déni de l'ampleur des dangers, la non transparence du pouvoir russe (Gorbachev) appuyé par l'OMS, de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)¹⁶. Non seulement la dimension de la catastrophe, mais le déni de sa gravité, la politique d'opacité, de non transparence a été mise en cause par un important mouvement social en Ukraine et en Biélorussie qui a dénoncé la non transparence et le manque d'aide aux victimes directes (dont les « liquidateurs » qui ont travaillé sur les lieux, dont le 60% sont décédés) et à la population largement touchée, bien au-delà du cercle de protection mis en place (les populations déplacées ont été installés dans de nouveaux logements, dont le sol était contaminé). Ce mouvement s'est transformé en mouvement d'autonomisation face à la Russie qui s'est inscrit dans la chute de l'URSS.

Depuis 1945 et avant 1986, un trou de mémoire (revoir le débat sur les fusées à Cuba) domine avec des exceptions dans les années 1980 (manifestations contre l'installation de missiles, fondation en Suisse du Groupe pour une Suisse sans Armée, luttes minoritaires anti-nucléaires), ces luttes ont comblé un vide. Mais les angoisses, les travaux, les luttes à ce sujet se sont raréfiées¹⁷. Ils reviennent en boomerang avec la guerre en Ukraine où des discours, des points de vue divers évoquent la possibilité, la réalité de l'usage du nucléaire qui côtoie l'accélération du réarmement planétaire. En 2021, sur la pla-

nète 13.000 armes nucléaires (aux Etats-Unis, en Russie, dans 9 Etats qui possèdent ces armes, dont des missiles intercontinentaux qui ne peuvent plus être interceptés. Ces faits impliquent le renouvellement de la réflexion sur la démocratie en regard à l'imprévisibilité de la violence extrême n'est pas hors thème, mais centrale dans la réflexion sur Frontex qui s'articule à celle de la guerre et à la politique aujourd'hui alors que la dissuasion apparaît comme un échec.

Le Covid a reposé en biologie le même type de questionnement, à propos de l'origine et de la propagation de la pandémie, des politiques de la santé, dont la scandaleuse répartition des vaccins sur la planète¹⁸. L'état actuel de la recherche fait état de deux pistes de recherche conjointes : la transmission de l'animal à l'homme et le chaînon manquant (un autre animal que la chauve-souris ?) et la fuite du laboratoire de Wuhan à ne pas négliger.

Ces deux exemples après 1945 et aujourd'hui concernant ici la physique et la biologie, l'épidémiologie, suffisent à montrer les liens intrinsèques entre connaissances scientifiques et décisions politiques et l'exigence d'articuler les conditions de production, de circulation des connaissances nouvelles et la politique (démocratie et contre-pouvoirs, limites de la puissance de création ancrée dans la liberté politique qui n'est pas celle des libertariens, mais qui est *politique*). La transparence, l'existence de contre-pouvoirs actifs sont des moyens de la création démocratique pour situer les peurs face à la science et à la politique.

L'apartheid ne sera pas notre passé, il est notre avenir. Que voulait donc dire Laurent Monnier, politologue genevois dans sa leçon d'adieu à l'Université de Lausanne, après avoir travaillé 10 ans au Zaïre et au retour avoir enseigné, fait des recherches en science politique entre les Université de Lausanne et Genève sur les politiques migratoires et du droit d'asile ? J'ai tenté une interprétation d'une déclaration concernant les rapports de classe, de sexe, de race enchevêtrés dans l'histoire de longue durée et de la modernité capitaliste, dans un temps de guerre imprévisible qui domine la planète¹⁹. Un tel énoncé déclaratif, implique une approche qui combine la des-

cription et l'engagement des chercheurs. L'apartheid est omniprésent dans la matérialité des rapports sociaux, l'imagination instituée/instituante à l'œuvre dans l'ensemble des politiques d'Etat et de société de la planète sous des formes multiples et diverses. Les analyses, les concepts descriptifs n'épuisent pas les exigences de connaissance pour agir. Pas de savoir sans résistance. Ce que je retiens, est le fait que *résister* à l'apartheid pied à pied du plus intime, subjectif au plus objectif, à tous les niveaux des rapports dominants est un chemin praticable pour déchirer *la paroi de verre* et entrevoir d'autres possibles. J'ai constaté, par exemple, que résister pour défendre les droits de requérants déboutés a permis, combien de fois, de déchirer le voile de l'apartheid, de comprendre la logique des frontières !

Le déni, le refus du lien à la fois intime, subjectif et objectif entre violence imprévisible et politique, les tensions entre liberté politique et violence imprévisible traverse l'ensemble des institutions, acteurs, théories politiques, des rapports, y compris quand elles sont révolutionnaires dans certains cas et qu'elles se confinent à une logique de moyens-fins. Le fait de dénier la situation tragique de l'humanité dans son ensemble prise dans de nouvelles limites planétaires et un processus de violence extrême, imprévisible (Balibar), implique de revisiter *l'hubris* des Grecs depuis l'autolimitation démocratique, l'autonomie, (Castoriadis), une critique radicale de l'utilitarisme lié au progrès postulé sans limites et transforme le « pari » politique de vie en commun.

Le fil rouge de ces trois questions intéressent Frontex, ses dispositifs, ses pratiques opaques et par effet en cascade, la (re)fondation de l'Europe démocratique. C'est l'ossature fondamentale de l'essai combinant une démarche politique et philosophique sur la distinction à revisiter entre force et puissance (Hannah Arendt, Simone Weil), sur la guerre, le pacifisme, les armes, l'imagination, la pensée, l'hospitalité politique, la démocratie, l'Europe constituante. L'analyse, l'interprétation concernent à la fois le fonctionnement interne de Frontex en rapport avec Schengen, Dublin et son articula-

tion à des tendances et enjeux externes historiques, généraux dans un contexte planétaire de globalisation et de guerre. Comment, à la lumière des faits d'aujourd'hui, comprendre « l'effet boomerang » dont a parlé Rosa Luxemburg ? Prendre son constat au sérieux en liant l'histoire de la colonisation, de l'impérialisme à la situation d'aujourd'hui, suppose, comme on va le voir, de ne pas en rester à des lectures du processus guerrier (duel, ascension, polarisation), de Clausewitz et sur la montée de l'ascension aux extrêmes de la guerre, qui a mis dans l'ombre d'autres lectures à partir de la violence, dont celle d'Etienne Balibar²⁰, quand il met en rapport la violence et la civilité, et qu'il réfléchit à la violence allant aux extrêmes. Il nous invite à entendre le souci de Clausewitz, quand il souligne que la guerre moderne dans son ascension aux extrêmes, devient *imprévisible*.

Ce qui demande un profond renouvellement des doctrines de la paix et de la guerre et redéfinit radicalement la question philosophique et politique tragique de la limite et de l'illimité de la violence dans la pensée, l'action. Balibar en tire une position tragique, ce que nous avons discuté à Istanbul en 2014 et ailleurs dans le cadre du programme du Collège International de Philosophie. Il en découle une épistémologie *transversale* historique et des nouvelles formes de guerre, des « dictatures » (qui sont autre chose que de simples dictatures), des migrations. Elle permet de *voir*, d'intégrer dans les tendances à la radicalisation de la guerre, la violence, la torture dans la migration, en prenant en compte les nouveaux dispositifs, les nouvelles armes de destruction dont les armes nucléaires, et non seulement l'inventaire de la liste des violations, des crimes²¹, mais aussi le sens des politiques de « disparition » d'Amérique latine, globalisées, que l'on retrouve dans les guerres en cours, les morts aux frontières et la méditerranée, sur les routes d'exil.

Démarche et matériaux

Je m'appuie sur une base artisanale²² de 1.000 données construite collectivement, rendue publique en juin 2021 et sur des matériaux, travaux, textes choisis de plusieurs auteurs (Rosa Luxemburg, Hannah

Arendt, Cornelius Castoriadis, Nicolas Busch, Laurent Monnier, Rada Ivekovic, Anne Amiel) qui se trouvent en libre-accès (desexil.com). Je m'arrête à trois études de cas de Frontex, mises en rapport avec des faits, des travaux historiques et des réflexions philosophiques et politiques au tournant des Lumières et du colonialisme, de l'impérialisme et au cours XXe siècle et à la guerre externalisée qui revient en boomerang (Ukraine) dans l'Europe.

J'invite donc à relire trois philosophes et quatre autres textes qui sont des ressources précieuses : (1) Nicolas Busch et son interrogation sur police ou politique, (2) sur une guerre de fondation en Europe, par la philosophe d'Ex-Yougoslavie, Rada Ivekovic²³, (3) sur l'apartheid du politologue Laurent Monnier²⁴, (4) sur comment se pensent en se faisant les révolutions dans les textes de Hannah Arendt ? par Anne Amiel²⁵ en libre-accès sur le site (desexil.com). Ces chercheuses et chercheurs disposent de ce que l'historien Enzo Traverso²⁶ a appelé le « privilège épistémologique de l'exil ». La prise en compte des exilé.e.s²⁷ est indispensable pour réfléchir à une Europe des droits et de la citoyenneté européenne. Notons qu'il y a beaucoup de femmes dans la défense de l'hospitalité politique, ce qui implique d'intégrer cet autre déplacement du regard depuis les rapports sociaux de sexe étudiés par les féministes matérialistes²⁸. Pour compléter la lecture, il est possible de prendre connaissance des cinq propositions de juin 2021 à la fin de la base de données (desexil.com).

Reprendre l'initiative

Le moment est venu de reprendre l'initiative en Suisse et dans l'UE, pour lutter, supprimer l'ensemble des dispositifs guerriers basés sur une stratégie de la Commission de l'UE mise en place avec Schengen-Frontex-Dublin et formalisée dans un texte « stratégique » de la Commission de l'UE en 1998 (Dublin, camps, etc.). Atteintes à la liberté politique, tout en tenant un discours sur la liberté économique. La stratégie de l'UE a criminalisé l'hospitalité, l'asile des peuples, porté gravement atteinte aux droits fondamentaux, au droit d'asile en Europe, en affaiblissant l'ONU (HCR), en instaurant et imposant ainsi

une philosophie et une politique de la force, un recul de civilisation. C'est le modèle actuel du pouvoir du capital oligopolistique : capitalisme et sûreté sécuritaire militarisée. La force (domination) contre la puissance (d'agir). Seul le renforcement de la lutte pour une autre Europe peut engager un nouveau tournant positif.

Face aux reculs que révèle Schengen-Frontex-Dublin²⁹, nous avons besoin d'une Autre Europe constituante ancrée dans l'hospitalité politique. L'enjeu stratégique est double : refuser de financer une agence de police militarisée sans évaluation transparente, sans contrôle par des contre-pouvoirs - Frontex – qui est un des éléments d'extension, de propagation de nouvelles guerres de destruction ; reprendre l'initiative pour, en réfléchissant à ce qui est dans l'ombre de Frontex – la guerre allant aux extrêmes - relancer une autre Europe avec une autre politique d'asile, de la migration, du travail, de la santé, de la formation, de la recherche, de la paix. etc.

Introduction : réfléchir à ce que Frontex laisse dans l'ombre

« Nous sommes libres de changer le monde et d'y introduire de la nouveauté ». Sans la possibilité de dire oui ou non, il n'y aurait aucune possibilité d'agir, et « l'action est évidemment la substance même dont est faite la politique ».
Arendt Hannah, *Du mensonge à la violence*, Paris, Agora, Pocket, réed, Calmann-Lévy, 1972, p. 9-10.

« On peut conquérir un territoire³⁰ mais pas une population ».
Boniface Pascal (général), *Le Courrier de Genève*, 17.3.2022

« C'est le peuple qui s'asservit, qui se coupe la gorge, qui, ayant le choix d'être serf ou d'être libre, abandonne sa liberté et prend le joug, et, pouvant vivre sous les bonnes lois et sous la protection des États, veut vivre sous l'iniquité, sous l'oppression et l'injustice, au seul plaisir [du] tyran. C'est le peuple qui consent à son mal ou plutôt le recherche. ».
Etienne de la Boétie, *La servitude volontaire*.

Je me limite ici, à un *essai* ou peut-être faudrait-il parler d'une *chronique située, provisoire*³¹, ancrée dans un climat d'urgence, d'incertitude, de brouillages multiples, d'accumulations de faits - avec le Covid, la faim³², la guerre -, de total-libéralisme où se vit la dialectique entre la *force* de la domination de terre brûlée et la *puissance* d'action, sur le terrain (ici) de Schengen-Dublin-Frontex.

Le titre de l'essai résume le propos. Il est question de Frontex en réfléchissant aux ambiguïtés d'une société capitaliste du mensonge, à l'effet boomerang et la révolution aujourd'hui. Trois mots-clés, structurent l'essai : **Expansion. Résister. Vertige démocratique.**

Nous allons voir que Frontex, un objet, un terrain, à première vue particulier, n'est pas l'objet principal, mais un terrain d'expérience qui laisse dans l'ombre l'objet réel qui devient lisible dans les contradictions entre le capitalisme et la révolution aujourd'hui. Dans le lieu du déroulement de la tragédie, la planète finie, limitée, Frontex laisse dans l'ombre un *mouvement* complexe à double face possible : un recul majeur de civilisation, comme le disait un militant syndical³³,

l'anéantissement et la création de la révolution dans l'incertitude et talonnés par la banalisation de la violence d'anéantissement.

Aujourd'hui, qu'est-ce donc que le capitalisme ? Qu'est-ce donc que la révolution ? Ces mots surchargés d'histoire, de mythes, de rêves, d'expériences, de destruction, d'échecs, de tragédies, sont inaudibles. Tabous. Autocensure. Et pourtant ils resurgissent³⁴. Ils sont en creux derrière Frontex, Schengen, Dublin, derrière le saccage, les renvois forcés, les négociations infâmes avec les pays de transit, d'origine, etc, l'absence de politiques européennes migratoires, d'asile du droit d'asile, des urgences climatiques, de la guerre-boomerang, etc.. Situation dangereuse et imprévisible.

Evoquer les monstruosité du capitalisme et la révolution improbable aujourd'hui c'est poser non seulement la possibilité mais la réalité de la destruction des humains, de la nature, de la planète et le défi d'imaginer que le monde présent et futur pourrait être différent. C'est tenir le pari de résister et de créer, de trouver des chemins possibles dans l'impossible. La Révolution aujourd'hui, c'est réinventer les praxis démocratiques basées sur l'hospitalité politique et la solidarité. Pas si évident. Le mode politique démocratique du vivre ensemble a été rare, exceptionnel dans la longue histoire humaine a rappelé Castoriadis.

Se résoudre à écrire tout en décidant de voter³⁵, d'établir des solidarités civiques (Syrie, Ukraine, pays d'Afrique, d'Amérique latine, Afghanistan, Yémen, Soudan, etc.) tout en résistant aux renvois forcés (des autres réfugiés) est une nécessité politique, philosophique pour clarifier ce que je peux *voir*, comprendre et penser en observant Frontex de près. Frontex est un objet de curiosité et de responsabilité parmi d'autres³⁶. Pour être cerné, il convient de le situer dans le cadre des transformations de Schengen-Frontex-Dublin³⁷ et des nombreux autres dispositifs de violence et d'externalisation en cours. Il a l'avantage d'être un révélateur pour décoder des enjeux mis sous le boisseau.

Pourquoi faudrait-il prendre au sérieux, une interrogation qui pousse à agir, une action collective de minoritaires à propos de Frontex et s'engager ? En partant d'un contexte global avec des rappels historiques, je m'y arrête pour interroger le bien-fondé d'un référendum³⁸ (62.000 signatures en quelques mois), outil de démocratie directe, lancé en Suisse³⁹ soumis à la votation du peuple suisse le 15 mai 2022. La première question qui vient à l'esprit, au premier abord, « ça coûte cher, mais à quoi ça sert et où va cet argent? ».

L'arrivée en Europe d'ukrainiennes et d'ukrainiens (femmes et enfants en priorité) en demande de protection a bousculé les codes. La solidarité interpelle les autorités européennes pour ces réfugiés « proches » où, par exemple, l'Etat suisse (DFJP) impose des « clés de répartition » aux cantons en prenant un rôle de coordination de solidarité. La solidarité d'en bas est ainsi traduite en solidarité d'en haut, étatique. Pour d'autres réfugiés « éloignés », l'UE, la Suisse, les Etats européens pratiquent une politique d'asile très restrictive en démantelant le droit d'asile et l'Etat de droit et en criminalisant solidaires et exilé.e.s. Les Etats, dont la Suisse et l'UE refusent aussi de signer des conventions, des pactes engageant leur responsabilité d'Etat pour les traduire dans les politiques de sécurité, de migration, du droit d'asile, du droit du travail, etc..

Qu'apporterait de solide le fait d'évaluer un dispositif de police de l'UE, sauf pour lui refuser le monopole de la sécurité assimilée à la sûreté d'Etat en confondant *Police et Politique*, peut-on rétorquer avec Nicolas Busch de *Fortress Europ*?⁴⁰ Il existe peut-être d'autres raisons plus fondamentales liées aux transformations de la violence de la guerre de destruction des populations, de la nature, de la planète et des nouvelles exigences qui en découlent pour la construction des savoirs, l'émancipation et la résistance.

Dès lors qu'une institution, des moyens de police sont mis en œuvre sans transparence, base du droit, avec des coûts démesurés, il convient de regarder son porte-monnaie, sa feuille d'impôt, les budgets publics et de prendre au sérieux des signes que les romans,

l'intelligence émotionnelle indiquent avant même la rationalité de l'analyse.

Dans la pratique, décentrer la réflexion, ne pas oublier l'histoire, l'espace local et planétaire, déconstruire des mensonges en politique, dégager des rhizomes, des transversalités, comme disait Deleuze. Désir de faire un pas de plus après de longues années d'enseignement et de recherche.

Non à Frontex – Oui à la liberté de mouvement est un des slogans de la campagne référendaire en Suisse : un double enjeu pratique, philosophique et politique est affirmé publiquement par une action de refus et l'affirmation d'une liberté politique fondamentale⁴¹ en utilisant un outil de démocratie directe du « peuple ». Plus fondamentalement, on va voir qu'il s'agit de saisir des transformations capitalistes globalisées impliquant la guerre et la résistance, la révolution⁴².

Cet essai ne remplace pas l'analyse systématique des arguments et contre-arguments⁴³ sur le débat de Frontex, qui s'élargit à Schengen-Dublin, de multiples faits de violence, de cruauté inouïs⁴⁴ qui s'accumulent aux frontières, du rapport vérité-mensonge en politique, dans une situation urgente et complexe en Europe qui se réarmement avec l'OTAN et avec la guerre en Ukraine, et aussi l'urgence climatique (6^e rapport du GIEC), les pillages, la perte de biodiversité, la faim, la guerre de l'eau, etc., l'ampleur des destructions et la détérioration du monde dans le capitalisme oligopolistique. Le contexte est surchargé de défis, mais la résistance à la dérive expansionniste de Frontex s'impose depuis la Suisse comme un cas précis. La réflexion a une portée nationale, européenne, transnationale.

Débattre de Frontex, voter dans l'immédiat, certes, mais voir plus loin. Et aussi d'ailleurs depuis la situation d'autres continents. Après la votation de mai 2022.

PREMIERE PARTIE : QUE RECOUVRE L'EXPANSION DE FRONTEx ?

« Comme si les mots ne comprenaient pas les images... Des images trop agiles pour eux, et qui leur échappent »

Bilal, 2022, *Bug, livre 3*, Casterman, p. 35.

1.1 Une civilisation de mégamorts

Ce qui se passe, pour l'Europe aujourd'hui depuis ce que la philosophe Rada Ivekovic⁴⁵ a écrit un texte phare au moment de la guerre en ex-Yougoslavie et que le covid a révélé en partie, que la guerre d'Ukraine met en pleine lumière, après d'autres faits, c'est que la guerre dont il est question, en incluant la guerre faite aux migrants (où s'inscrit Frontex avec sa chasse aux migrants), quand nous résistons à entendre ce que disent les manifestations de jeunes sur l'urgence climatique, c'est que nous sommes arrivés au point convergent le plus dangereux, d'une civilisation de mégamorts comme l'écrivait une psychanalyste argentine, Silvia Amati-Sas⁴⁶, au moment du débat des physiciens et des écrivains japonais et internationaux sur le nucléaire. Quand l'Europe peut accumuler 3.000 morts aux frontières en 2021, avons-nous saisi que nous étions aussi engagés dans une guerre de destruction aux frontières, une civilisation de mégamorts ?

Qu'est-ce qu'une **civilisation de mégamorts, une civilisation d'anéantissement dont on ne peut plus compter les morts, les destructions, que l'imagination entrevoit avant même la raison dont la logique, les catégories ne permettent pas de le saisir**, si ce n'est le moment d'un point de non retour, où comme le dit de son côté Noam Chomski, « nous nous rapprochons du point le plus dangereux de l'histoire »⁴⁷ ? En quoi, penser autrement Frontex s'avère alors fondamental ?

Pour pouvoir penser aujourd'hui, ce que recouvre l'expansion de Frontex, l'imprévisibilité de la violence extrême, l'incertitude quand devant nos yeux s'agglutinent des faits au premier abord sans lien di-

rect que nous vivons du plus intime, du plus subjectif au plus général, nous avons besoin d'une démarche de pensée transversale entre faits séparés, entre niveaux, entre moments historiques, entre savoirs accumulés souvent minoritaires, entre luttes de résistance qui se croisent sans pouvoir être interprétés dans ce qu'ils montrent de l'ordre du plus général qui émerge à nouveau. Nous avons aussi besoin de relire depuis aujourd'hui, le texte de Anne Amiel⁴⁸ où elle décrit comment Hannah Arendt, après son analyse du système totalitaire, de la « solution finale » reprenait son questionnement sur *Qu'est-ce que la politique ?* Après ce qui s'était passé au XXe siècle et *Qu'est-ce que la révolution ?* Pour celles et ceux qui tentaient de la faire à l'époque d'une guerre d'indépendance aux Etats-Unis et de reprendre ses questions depuis un autre contexte d'une gravité quant à la vie, la survie qui est celle d'aujourd'hui.

On manifestait pour le pouvoir d'achat, les droits sociaux, politiques, de fragile acquis qui diminuent comme une peau de chagrin, disait un chômeur. « L'Etat de droit, ce n'est pas pour nous », disait un gilet jaune qui subissait la violence policière sans être entendu. On avait le Covid. La pandémie reste une réalité. On a la guerre chez nous. Sa réalité envahit le quotidien. Redécouverte de l'hospitalité politique à la base du commun. La guerre rattrape encore une fois, l'Europe. Elle est déjà une réalité dans beaucoup d'autres lieux de la planète. Après la guerre de « fondation » d'ex-Yougoslavie pour le passé récent, comme l'a expliqué la philosophe Rada Ivekovic, la guerre s'est installée en Europe en cachant son nom. Après le Vietnam, les Philippines, Madagascar, l'Algérie, les multiples guerres coloniales oubliées... si loin dans les mémoires, l'ex-Yougoslavie, la Tchétchénie, la Syrie, l'Afghanistan, le Mali, L'Ethiopie, l'Érythrée, le Yémen, etc.. La guerre est là. Chez nous. En Ukraine. « Selon mon expérience, lorsqu'il y a une guerre, tous les partis qui combattent commettent des crimes », déclare l'ancienne Procureure des Tribunaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, tout en inventoriant les raisons de la non efficacité des Tribunaux pénaux internationaux⁴⁹.

Comme les usines, les réfugiés, les capitaux, la guerre n'a pu continuer à être externalisée. On pourrait même dire que l'externalisation envahit l'interne et l'externe des sociétés. Les distinctions s'effacent dans les subjectivités, la vie quotidienne et la vie des Etats, des empires, des continents. Après 50 ans, depuis plus d'un mois, nous sommes à nouveau *en guerre, en Europe*, alors que le reste du monde qui subit d'autres guerres, semble moins concerné par ce qui se passe en Ukraine (voir les débats de l'ONU et prises de positions dans d'autres continents).

L'Europe, sous le bouclier de l'OTAN en expansion⁵⁰ se trouve prise dans l'ambiguïté des alliances avec les Etats-Unis tournés vers l'Asie, accumulant les échecs dans des guerres, avec des appuis discutables d'Etats régionaux avec ou sans arme nucléaire⁵¹. L'Europe a-t-elle intérêt à s'aligner sur les Etats-Unis où plutôt à changer de paradigme des relations internationales face à la politique dangereuse d'hégémonie des « blocs » en transformation (avec la Chine) et des puissances moyennes qui disposent ou aspirent à la force nucléaire ? Peut-être ne faut-il pas oublier la Chine, ses routes de la soie, alors qu'elle envahit la consommation. Peut-être faut-il aussi se rappeler de la *Maison commune* que Gorbatchev invitait à construire avec la Russie. Ni les Etats européens, ni l'UE ne l'ont entendu. Peut-être faut-il s'enquérir du débat, sa diversité, sa complexité dans d'autres continents.

Les guerres coloniales, impériales, « mondiales », le danger nucléaire, en temps de guerre⁵², et les luttes de résistance pour les libertés publiques et privées, l'hospitalité politique, les droits sociaux, contre une police fédérale, le démantèlement des services publics, l'installation de fusées (Cuba, en Allemagne, à l'est et ailleurs), l'initiative populaire contre l'armée et pour une paix globale (1989)⁵³ etc., ont réussi à accumuler par des luttes successives, des acquis de civilisation. Elles ont fait avancer la conscience sociale et la cause pacifiste au moment où la stratégie de dissuasion montre ses limites.

Nous sommes amenés à devoir sauvegarder un héritage des droits conquis par d'autres générations, lutter contre les reculs de civilisa-

tion, et pour un **pacifisme armé de la puissance d'agir et prudent** s'inscrivant dans un imaginaire, un projet démocratique instituant en inventant mille manières d'agir pour contenir la force et inventer la puissance de la liberté politique. Le débat sur la livraison d'armes à l'Ukraine soulève des débats et des dilemmes que la référence à l'autodétermination des peuples ne résout pas. C'est un débat difficile que l'on retrouve, par exemple, dans l'appui aux luttes kurdes et palestiniennes. Dans la guerre d'Ukraine, quelles armes, sont livrées par qui, à qui⁵⁴ et dans quel but ? Est-ce que la livraison d'armes de plus en plus sophistiquées avec l'argument que la guerre se terminera ainsi plus tôt est-il crédible? L'évaluation implique d'analyser les intérêts, les buts des grandes puissances dans une géopolitique de blocs en transformations, les changements dans le marché des armes, les processus de réarmement, les stratégies qui oscillent entre alliances, ingérences, confrontation et leur contraire, avec l'engrenage imprévisible de la livraison d'armes défensives puis offensives (Etats-Unis⁵⁵, France, etc) et aussi la menace et/ou l'usage du nucléaire ? A quels moments, l'équilibre instable peut-il se rompre dans une guerre où il n'y a ni victoire, ni défaites? Dans quelle mesure un tel engrenage impliquant la possibilité d'une guerre mondiale est-il intentionnel ou résulte-t-il de la logique impériale et des fragiles équilibres géopolitiques ?

D'un point de vue civilisationnel, d'autonomie politique, philosophique, des individus et des peuples, le pari de l'invention de la puissance⁵⁶ dans un contexte de guerre de destruction, pour contenir la force sous toutes ses formes est le pari central à tenir.

Pour la Suisse, cela implique de revoir la politique de neutralité « active »⁵⁷ de la Suisse et les transformations de la politique de défense en cours⁵⁸. Ce qui implique de relire aussi des textes de la longue tradition des classiques sur la guerre et la guerre civile, la paix et en particulier sur le XXe siècle⁵⁹. Rappelons-nous, par exemple, Simone Weil après la guerre d'Espagne et devant la guerre en 1939⁶⁰.

Paradoxe difficile quand on s'attache à s'interroger sur les exigences de repenser la sécurité internationale⁶¹, à évaluer les attaques, les

conflits⁶², les moyens mis en œuvre jours après jour. Le modèle de la dissuasion n'est plus de mise et l'équilibre de grandes puissances non plus dans la reconfiguration du monde. Quand on se trouve dans un contexte général de surarmement⁶³, (Etats-Unis, 38% des armes), l'exigence de l'OTAN que chaque pays d'Europe assure un budget de 2% pour l'armement. A ce jour (27 avril 2022), en prenant acte que la guerre est longue, le discours dominant n'est plus de négocier mais de gagner ou de perdre la guerre, d'écraser un bloc ennemi en livrant de nouvelles armes offensives et polyvalentes (blindés, hélicoptères, missiles, etc.) à la suite d'une réunion de 40 Ministres de l'intérieur avec leurs marchands d'arme⁶⁴ sur une base américaine en Allemagne (Etats-Unis, France, Allemagne, Angleterre, Canada, Hollande, Pologne ; Turquie et la livraison de ses drones-tueurs, etc.). Au risque que des logiques inégales de confrontation s'aiguisent, voire se rompent, impliquant l'extension de la guerre (Moldavie), un pas de plus vers une nouvelle guerre mondiale avec le danger de l'usage nucléaire⁶⁵ quand des intérêts vitaux sont touchés (menace russe). Dans l'histoire militaire, une défaite majeure d'une grande puissance nucléaire serait une première depuis 1945 souligne un expert. Mais avec quelles conséquences ?

Faut-il alors donner trois guinées⁶⁶ pour continuer à acheter des armes, lesquelles, produites par qui, pour qui et pourquoi faire ? Où se situent les risques et la prudence ? A l'heure des bombardements massifs de villes (on se rappelle les villages kurdes rasés en Turquie, les destructions de maisons palestiniennes), on réalise les effets inattendus de la guerre sur le quotidien, les avions, des nouvelles technologies, l'augmentation des armes, produites, vendues et diffusées⁶⁷. Frontex fait partie du tableau. Etrangement, il est très difficile d'en parler. L'histoire, la résistance aux destructions des droits, aux guerres, à la violence devenant imprévisible, extrême, montre que d'autres armes que celles qui tuent existent pour renforcer la mobilisation civique, la ruse, le pari de la *puissance* d'agir contre la guerre « totale », la *force* d'annihilation. La mobilisation est une arme puissante. Elle mérite examen.

Les guerres s'étendent en développant des armes de « destruction massive ». Distinguer entre guerre défensive et offensive est un discours de propagande, vu que dans les faits, elle n'est plus opérationnelle. Guerre de position, de mouvement (Gramsci). Les armes des guerres des tranchées, font place à d'autres armes sur d'autres terrains de bataille. La distinction entre soldats et civils bien que cette distinction soit défendue par le droit international humanitaire (DIH) après Dunand et Solferino et les horreurs du court et terrible XXe siècle. Tanks, avions, drones, satellites, missiles sol-sol, sol-air, hackers, guerre chimique, biologique voire nucléaire, etc. Aux champs de bataille de la guerre de Troie, des guerres napoléoniennes, succèdent les villages, les villes, les quartiers. Ce qui avait déjà commencé avec les bombardements massifs durant les guerres « mondiales ». C'est la mise en pratique de la guerre dans une logique de force de rouleau compresseur sans règles, sans respect des accords, sans limites, sans déclaration de guerre, ni de paix possible. Anéantir un ennemi avec l'illusion de confiner la destruction au contrôle d'un territoire, à l'expansion territoriale dans des rapports de force entre Blocs dont la Russie. Anéantir un ennemi pour construire une hégémonie face à la Chine pour les Etats-Unis. Et après ?

« On peut conquérir un territoire mais pas une population » (Boniface Pascal). Les humains, la nature se rebellent. Le genre humain ne cède pas, même pris dans des logiques d'annihilation. On peut ignorer des accords (Minsk), humilier un ennemi en perte d'hégémonie, mais est-ce l'intérêt de l'Europe ? La motivation, la mobilisation civique fait revivre le patriotisme et ses ambiguïtés. Mais où se situe l'Europe ? Ne doit-on pas s'attendre à d'autres rébellions que celles des Ukrainiens ? La « spontanéité » fait ressurgir le désir d'autonomie, de liberté politique. C'est une donne de la puissance de résistance incalculable. Le genre humain a une caractéristique ontologique et politique : elle existe par et avec le désir de liberté politique⁶⁸. La longue histoire de l'émergence de la résistance patriotique du « droit d'avoir des droits » (Arendt) est une preuve ineffaçable qui ne se limite pas au nationalisme.

Poutine ne s'attendait pas à la résistance civique. Il ne s'attendait pas non plus à l'impact des cercueils et des morts de Tchétchénie sur la guerre⁶⁹. Les polices européennes qui mettent en œuvre les renvois forcés aux frontières, déléguaient en fait leur responsabilité de protection à des mafias, des passeurs, des dictateurs. Elles ignorent aussi les morts. Elles ne s'attendaient pas à des exilé.e.s et des solidaires qui résistaient, malgré la brutalité, la torture, la criminalisation. Le fait, que les exilé.e.s se brûlent leurs doigts pour refuser leur identification et leur inscription dans des systèmes de contrôle de Frontex est un exemple de résistance. L'usage de nouvelles technologies de contrôle par Frontex est une tentative pour contourner l'effacement des empreintes digitales dans les contrôles aux frontières et les renvois forcés. Et après, que font les exilé.e.s en fuite pour échapper à la mort (ex. Lybie)?

Aujourd'hui, nous pourrions déclarer Kiev ville libre et capitale de l'Europe et Marioupol ville-Résistance de l'UNESCO dans la chaîne des villes détruites, (Alep, Mossoul, Fallujah, Grozny, Moura, etc.)⁷⁰, à reconstruire pour sauver la politique, la culture, la civilisation. Entre brutalité extrême et banalisation exterminatrice, le diable de la guerre est de retour *en* Europe. Il a changé de visage. Il joue sur la violence extrême banalisée et postule l'obéissance aveugle. Il sidère, tente de bloquer l'imagination, empêche la prévision, se joue de toutes les limites⁷¹. Il induit un sentiment d'angoisse, d'impuissance, ou alors réveille l'indignation, la colère, le besoin de penser, de parler de vérité, de justice, de solidarité, de responsabilité. Il n'est plus possible, de jouer avec le feu de l'enfer d'aujourd'hui. Et quel enfer ! Le diable invite à manger à sa table. Après avoir lu et relu un roman passionnant⁷², nous savons que pour manger avec le diable, il faut avoir une plus longue cuillère que lui.

Le tissu du réel se déchire une nouvelle fois face à ce que Poutine a appelé « une opération militaire spéciale » en Ukraine en empêchant l'usage du mot *guerre*⁷³. Les mots sont importants. Cacher l'horreur de la guerre entre un Etat et un peuple, une grande puissance surarmée aux pieds d'argile, en perte d'hégémonie face aux Etats-Unis et à

la Chine⁷⁴ qui, elles aussi bien armées, dominent la planète. Il y a quelque chose d'effrayant dans la guerre mais quoi ?

Par ailleurs, observons un autre lieu de déni. Cacher le devoir de protection par la sûreté d'Etat qui s'approprie la sécurité et la solidarité en oubliant que ni l'hospitalité politique, ni la sécurité (à ne pas confondre avec la sûreté d'Etat) ne sont la propriété des Etats, n'en déplaise au philosophe Hobbes. Elle sont une richesse des peuples qui élaborent infiniment les liens de civilisation entre hospitalité et hostilité⁷⁵, entre sécurité et sûreté. Ce que rappelle la longue tradition de l'hospitalité politique et de l'entre-protection sur la planète. Quel miroir nous tendent aujourd'hui les réfugiés dans le monde et en Europe ? En 2021 le Haut Commissariat pour les Réfugiés de l'ONU a annoncé 84 millions de réfugiés dans le monde, chiffre qu'il faut garder en mémoire face aux 3-4-5...millions d'Ukrainiens qui arrivent en Europe occidentale. Après les millions de Syriens. Où survivent, dans quels lieux de la planète et à quelles conditions ces 84 millions de réfugiés ? Les usages des statistiques mériteraient qu'on intègre les recherches critiques existant sur leurs usages. Avant même de s'attaquer à des questions sous-jacentes.



Miroir égyptien en bronze, 1200 ans avant J._C.

Un panorama en miroir peut être utile pour saisir pourquoi financer Frontex n'est ni une fatalité, ni une bonne idée.

1.2 L'agence Frontex en expansion : les yeux plus gros que le ventre, pour quoi faire ?

Solidarité Sans Frontières (SOSF)⁷⁶ et les référendaires suisses interrogent l'expansionnisme exponentiel hors contrôle, la légitimité et le fonctionnement de Frontex. L'Allemagne a annoncé le 30 mars 2022, qu'elle ne participerait plus à la formation des garde-côtes libyens, encadrée depuis 2016 par l'UE à cause de maltraitances des migrants et des « comportements inacceptables » de la part des Libyens ». Les critiques s'amoncellent. Tentons de comprendre les enjeux visés dans ces prises de position et d'autres.

Les pouvoirs ont cherché, cherchent à contrôler les territoires par la guerre et les populations, les femmes butins de guerre, par les camps, les fils barbelés, les caméras, etc. en bridant la liberté de se mouvoir. La propagande sous toutes ses formes, est basée sur le double postulat de la croyance en la vérité du pouvoir d'Etat et l'obéissance contrôlable par l'usage du mensonge en politique. Le thème de la désobéissance civile/civique⁷⁷ accompagne toute l'histoire humaine. En France, La Boétie⁷⁸ fait partie du corpus de la tradition philosophique, mais combien d'autres textes partout dans le monde en parlent et méritent d'être étudiés et sauvegardés comme capital politique ?

A propos de Frontex, pour bien saisir ce qui est en jeu, il faut commencer par prendre acte dans l'hémisphère occidental du démantèlement progressif dans tous les secteurs de l'Etat de droit après le 11 septembre 2001 (y compris le travail, la formation, le social, la sécurité, etc.), des mouvements, par exemple, les gilets jaunes, de l'externalisation non seulement des industries, des réfugiés, mais des guerres coloniales, impérialistes.

Frontex dont le siège est à Varsovie est la plus grande agence européenne. Elle a été créée en 2004 dans le cadre de l'UE en s'articulant

aux Ministères de l'intérieur des Etats de l'UE, avec un budget de 250 millions et un personnel de 315 membres. A l'origine l'agence avait pour objectif de coordonner les polices des Etats pour protéger les frontières extérieures.

La direction est assurée par Fabrice Leggeri, un ancien de l'Ecole Normale Supérieure en France. Selon l'OLAF, il semble être impliqué avec deux autres hauts fonctionnaires de Frontex, dans des refoulements (enquête en cours). Une demande de démission de son directeur a été formulée de plusieurs côtés de l'UE. On apprend ce jour (29 avril 2022) que le directeur démissionne, à la suite du rapport de l'OLAF et des accusations de refoulement⁷⁹.

Lors de l'adoption d'un règlement adopté le 14 septembre 2016, la structure, les objectifs, le cahier des charges, les moyens, les buts de Frontex ont changé. Le dispositif Frontex servant à « la gestion intégrée des frontières de l'Union européenne » a été transformé en une Agence européenne du contrôle des « données et des hommes ». Il est vrai, que les frontières de l'UE se sont effondrées en 2015 avec l'arrivée des Syriens⁸⁰. Ce qui change la donne.

Le question posée dès le départ, puis dans le développement chaotique de Frontex a été, au-delà de son efficacité, sauf... pour violer les droits fondamentaux, l'absence de tout contrôle démocratique et parlementaire de l'UE et des Etats (opacité des actions, manque de transparence, complicité de l'agence Frontex avec les structures policières d'Etat et privées, violence structurelle, raciste allant jusqu'à des crimes contre l'humanité). Le 22 octobre 2021, dans un rapport impressionnant sur la participation active de Frontex aux refoulements en haute mer, renvois forcés, blocages dans les routes d'exil (Méditerranée, Biélorussie), le Conseil de l'Europe et le Parlement européen ont proposé de diminuer drastiquement le budget de Frontex (réduction à 12% du budget pour 2022). L'Allemagne a annoncé le 30 mars 2022, qu'elle ne participerait plus à la formation des garde-côtes libyens, encadrée depuis 2016 par l'UE à cause de maltraitements des migrants et des « comportements inacceptables » de la part des Libyens ». Solidarité Sans Frontières (SOSF)⁸¹ et les référen-

daïres suisses interrogent l'expansionnisme exponentiel hors contrôle, la légitimité et le fonctionnement de Frontex.

Pour qualifier l'évolution de Frontex, d'une fonction de coordination vers la défense des frontières extérieures, son autonomisation progressive et ses liens avec les industries de surveillance et des armes⁸², et en arrière-fond, des liens structurels de Frontex avec l'OTAN qui en fait, loin d'être atteint de « mort cérébrale » s'étend vers l'Est, du rôle de Frontex dans l'édification d'une Europe des polices militarisée en 15 ans et tout particulièrement ces dernières années, on peut partir d'un fait concret: le budget de Frontex était de 5 millions d'euros en 2004, 6 millions en 2005, 19 millions en 2006, et 750 millions en 2022. Le personnel prévu a passé de 3015 à 10.000 garde-frontières et garde-côtes, dont 3000 agents rattachés directement à Frontex.

Augmentation drastique des moyens, structures, finances, outils, personnel, etc. qui se traduit pour les Etats membres de l'UE par une rapide et drastique augmentation budgétaire, qui s'est accélérée ces dernières années. L'arrivée des Syriens n'explique pas et les difficultés sur les routes d'exil et les morts en méditerranée non plus. Les hésitations de parlementaires, de nombreuses évaluations critiques de l'UE et internationales, (coûts sans lien avec le cahier des charges, demandes de diminution drastique du budget, dénonciations de violations des droits aux frontières, refoulements de demandeurs d'asile aux frontières de l'UE, collaborations dans des opérations d'interception effectuées par des garde-côtes libyens, complicité avec des acteurs étatiques et des milices, violation du droit européen et international, 17 cas de harcèlement), font état de refoulements impliquant la torture, la mort, de refus structurel de la protection des exilé.e.s sur les routes d'exil⁸³. Frontex a fait l'objet de dix enquêtes du Parlement européen, du Médiateur européen, de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) de l'UE. A quoi il faut ajouter de nombreuses évaluations de juristes, d'ONG, de chercheurs, etc.. La demande de démission de son directeur a été formulée de plusieurs côtés de l'UE. Et que dire, face aux critiques sur la violation des droits

de l'homme, d'avancer l'engagement de quatre officiers des droits de l'homme (en fait deux).

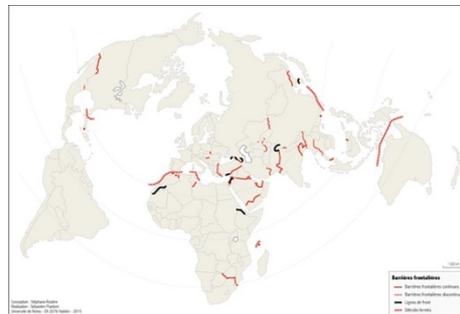
Frontex vise à déplacer son rôle de coordination, à l'amplifier tout en le redéfinissant par l'engagement dans la surveillance de 42.000 km de côtes, de 9000 kilomètres de frontières terrestres et de 300 aéroports européens internationaux sur le territoire de l'UE. Le Parlement européen a répondu à ses demandes de matériel, d'armes. Dans la foulée, Frontex constitue son corps de garde-frontières en uniforme qui travaillent dans le territoire des Etats, aux frontières extérieures de l'UE et jusque dans les pays d'origine et de transit. Frontex participe aussi à la mise en place d'autres dispositifs dans le même état d'esprit sécuritaire (accords entre les pays de l'UE via Frontex avec la Turquie, le Sénégal, des pays de la corne de l'Afrique, avec les pays d'origine pour le renvoi des réfugiés, sans prise en compte des motifs de fuite, etc.).

Frontex, versant opérationnel de coordination, les avancées sont maigres. De nouveaux pouvoirs perpétuent des logiques similaires. Versant surveillance : poursuite et renforcement, voire mutation du cahier des charges. Changement de stratégie d'un dispositif de Police ? En synthèse, « La logique de surveillance prend le relais sur la vocation opérationnelle de coordination de Frontex. Elle s'inscrit plus largement dans la tendance à la **dématérialisation des frontières** de l'UE », écrit une juriste en mars 2017⁸⁴. Ce qui peut paraître abstrait, mais pointe un objectif d'expansion matérielle nouvelle de Frontex, entre autre par l'externalisation des opérations de Frontex et sa participation à des accords avec les pays d'origine. Par exemple, dans l'accord très discuté entre la Turquie et la Grèce, où Frontex a été accusée de participer à des refoulements illégaux.

Ce qui est visé, avec l'augmentation du budget et des moyens, tout en externalisant la question de la migration, c'est, **d'élargir l'espace Schengen (auquel la Suisse participe) à l'espace planétaire** entre 2019 et 2027, avec un rôle de Frontex de plus en plus autonomisé, non transparent. De moins en moins contrôlable.

On comprend les besoins financiers astronomiques avancés. On comprend l'extension de tâches en externalisant la responsabilité des migrations aux pays d'origine (opérations de surveillance conjointes en Albanie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro, Macédoine ; accords spécifiques de collaboration), alors qu'ils sont l'épiphénomène de l'histoire de l'expansion européenne et ses effets boomerang dont parle Rosa Luxemburg. On comprend la présence active dans Frontex de lobbyistes privés⁸⁵ que l'on retrouve d'ailleurs dans les trafics d'armes et aussi dans les usages de mercenaires privés dans les guerres. (Notons que dans d'autres secteurs liés à la guerre technologique, les chiffres sont encore plus astronomiques). On comprend aussi les contradictions de plus en plus vives entre des tâches aux objectifs opposés (contrôler en sauvant des vies et participer à des opérations d'expulsion où le droit international, les droits de l'homme sont systématiquement violés).

Pour saisir en profondeur ce qui se passe, il faut passer d'une analyse institutionnelle *interne* de Frontex et de l'UE à l'analyse *externe* de la transformation des rapports internationaux et de la place de l'UE dans ce contexte. La guerre d'Ukraine permet de déplacer l'analyse entre l'espace Schengen-Frontex-Dublin *interne* vers le nouvel espace planétaire *externe*, via une agence de police qui se transforme. Cela exige de passer d'une question de Police à une question de Guerre.



La question indispensable du **cadre politique** qui tient ensemble des sociétés (empire, Etat-nation, Etat) se remodèle sans cesse, autant que les frontières depuis la fin des empires, la fin du monde bipolaire, la crise du système d'Etat-nations, la perte de pouvoir des Etats, la destabilisation profonde des relations internationales, la reconfiguration de « blocs » dans la géopolitique mondiale où les règles des Etats disparaissent, le rôle des villes⁸⁶, avec de nouveaux acteurs formels et informels, de nouvelles activités qui s'intensifient. Elles échappent aux Etats et aux structures internationales (ONU). L'espace Schengen, espace de libre-marché (mouvement des capitaux, des biens, des populations) est un des lieux de « libre-circulation », des maffias, des passeurs, du crime organisé en Europe mais pas le seul sur la planète.

1.3 La surveillance militarisée, la guerre depuis le ciel, quand les frontières sont diluées par le chaos du capital et la résistance des exilé.e.s en fuite (2015).

Le contrôle, la guerre qui se déplace des territoires, des champs de bataille des empires et des Etats-nations vers le ciel s'impose quand les frontières se diluent par le chaos du Capital et la résistance des populations en survie. Les exilés, migrants, réfugiés... ne sont pas les seuls fuyards soumis à la surveillance militarisée de Frontex-Schengen. Pour mieux situer qui est visé par Frontex, la *qualité* de l'extension de Frontex derrière la *quantité* budgétaire, d'armement (augmentation drastique) est un indicateur. On assiste à un tournant de Frontex dans un contexte de guerre, d'expansion de l'OTAN, de privatisation d'industries de contrôle, d'augmentation du trafic d'armes, et de tensions autour d'une Europe de la défense. Qui construit la « sécurité » dans l'UE avec l'argent de qui et pour qui ? Qui confond la sécurité avec la sûreté ? Quels sont les liens entre Schengen, Frontex, l'OTAN, la politique de défense de l'UE, dont parle le président temporaire de l'UE, E. Macron, sans être suivi par l'Allemagne plus pragmatique qui s'aligne sur l'OTAN en se réarmant,

alors que les écologistes de ce pays acceptent la prolongation du nucléaire après l'avoir combattu.

Depuis la fondation de Schengen en 1990, la crise du capitalisme financier (1970...2008) et ses effets internes et externes, l'échec de Dublin, les dispositifs des renvois forcés, l'externalisation des réfugiés (Turquie, Maroc, pays africains, etc.) ont mis à mal le modèle du capitalisme autoritaire et sécuritaire de Schengen-Frontex-Dublin, d'externalisation de la guerre et d'expulsion des populations indésirables en provenance des guerres. Le sixième rapport du Giec mis en sourdine, la guerre en Ukraine, accentuent l'échec d'un tel modèle aligné sur la conquête par les Etats-Unis du marché européen en concurrence avec la Chine et la politique sécuritaire anti-terroriste des Etats-Unis depuis 2002.

Le modèle Schengen-Frontex inscrit l'Europe dans l'évolution dangereuse du capitalisme oligopolistique en privilégiant les liens transatlantiques (OTAN) à un moment où les Etats-Unis se déplacent dans l'espace indopacifique. L'observation actuelle du partenariat stratégique OTAN-UE de la défense en gestation va dans ce sens. Frontex montre les limites le modèle capitaliste, sécuritaire et militarisé. L'Europe, en tant qu'entité économique et politique, de civilisation et même de défense est appelée à se distancer de la dynamique de concurrence destructrice des empires, des « blocs » et des puissances moyennes.

1.4 Une triple tendance du modèle Schengen-Frontex

Où et comment se jouent les articulations entre Frontex et l'OTAN ? Où se situe Frontex dans les tensions entre les pays cherchant à développer leur hégémonie dans l'UE, entre l'OTAN et une défense européenne alignée ou indépendante de l'OTAN ? L'expansion recherchée par Frontex indique une tendance à son intégration dans un grand **complexe militaro-industriel-technologique** en construction planétaire dans les nouveaux empires et dans l'UE.

Alors que les frontières terrestres de l'UE se diluent par le chaos du capital et la fuite des exilés de guerres, Frontex délaisse son mandat de coordination et cherche à instaurer le contrôle depuis le ciel. On a en tête la multiplicité des routes, des trains d'esclaves aux Etats-Unis par exemple. Des faits⁸⁷ soulignés par des chercheurs⁸⁸, à l'occasion du référendum sur Frontex ont le mérite de rendre visible une tendance à l'œuvre de Schengen-Frontex-Dublin. Dans leurs recherches, ils formulent respectivement des observations, le premier à partir de l'analyse des frontières et des parcours d'exils, le deuxième à partir des outils technologiques, des armes de contrôle, d'intervention développées à partir des attentats des tours aux Etats-Unis de septembre 2001 et en particulier depuis la fondation de Schengen (1990), puis depuis la création de Frontex (2014) ; une troisième piste de recherche se dégage :

(1) depuis l'effondrement des frontières de l'UE en 2015 avec l'arrivée massive des Syriens, l'extension de Frontex, le déplacement de la coordination des polices à la surveillance des frontières externes, les actions externes par Frontex en élargissement l'espace Schengen-Frontex-Dublin ;

(2) le poids des nouvelles structures et technologies en intégrant une infrastructure informatique en chaîne, de défense contre la migration : EURODAC, système d'information Schengen II, système d'entrée/de sortie (EES, en cours d'élaboration), système d'information sur les visas (VIS, 2010), système européen d'autorisation et d'information de voyage (ETIAS, 2023), interopérabilité (2019), eu-LISA (comme celui de Frontex, son budget a aussi quadruplé depuis 2015 et a encore augmenté de 245 millions d'euros en 2022). Ce déplacement vers une extension s'appuyant sur de nouveaux dispositifs technologiques et des armes. La surveillance est-elle imputable à la seule migration globalisée ou concerne-t-elle la population dans son ensemble sur la planète ?

(3) Les moyens exponentiels indiquent peut-être, via le contrôle numérique pour lutter contre l'immigration, le rapide développement d'une tendance expansionniste que les analyses de Foucault, la

guerre en ex-Yougoslavie pouvaient laisser deviner et que l'actuelle guerre en Ukraine permet d'actualiser. On peut poser la thèse que loin d'être une simple agence policière isolée qui s'insérerait dans la concurrence d'États dans l'UE (France, Allemagne), Frontex militarisée cherche sa place dans la globalisation et la guerre. La guerre des tanks est-elle déjà dépassée ? (efficace en Ukraine ?). On assiste à la guerre d'information, de contrôle et de bombardements de destruction massifs de villes par des avions furtifs et autres⁸⁹. C'est une stratégie de force de charruage par les bombardements et des attaques ciblées des populations civiles avec un usage des mines antipersonnelles, à l'encontre de la mobilisation et des techniques des guérillas (y compris urbaines), adoptées par des nations, peuples, minorités, exilés en fuite⁹⁰. Le coût budgétaire, humain, la destruction de la nature, à prévoir est bien plus élevé. Il faut intégrer les risques de la guerre biochimique et nucléaire imprévisible, avec des effets incontrôlables.

En s'intéressant à Schengen-Frontex-Dublin, depuis les expériences des exilé.e.s en fuite, tout au long de leurs parcours et dans le chaos des chemins d'exil, des camps, des marchés du travail, etc. avec des besoins de survie, de logement, de santé, de travail, etc. et se heurtent aux formes du cadre politiques diverses (empires, États-nations, villes) s'articulant à la violence guerrière à tous les niveaux, on a une vision matérielle, concrète de l'état de crise du capitalisme dans l'espace planétaire, la suspension de la loi et des droits, ces fantômes d'une autre époque, dans l'articulation entre le chaos des marchés de survie et de travail postfordiste et le marché de la sécurité militarisée, et surtout des nouvelles formes de résistance, d'insurrection en cours.

En résumé, les nouveaux outils, du surveillance par Frontex des *frontières terrestres* mouvantes, qui se déplacent, se diluent, malgré les barbelés, caméras, etc., par les camps, les renvois forcés, des contrôles biométriques, qui remplacent les empreintes digitales, etc., montrent l'échec flagrant de Frontex du contrôle des frontières mul-

tiplés dans le brouillard des rapports de force en transformation. La scène se passe ailleurs.

Le déplacement du contrôle des **frontières terrestres délitées** par le chaos du capital, des maffias et la résistance des réfugiés en fuite, dans un **contrôle depuis le ciel** indique un déplacement de la guerre dans le ciel qui devient le territoire infini du capital. Du côté du pouvoir, la surveillance des populations en fuite, en mouvement, a lieu **par le haut au moment où les rapports au contrôle, de guerre se déplacent du territoire d'Etats-nations, vers l'espace planétaire des villages, des villes... et des populations civiles regroupées dans des villes**⁹¹. **Vers le ciel**. On ne peut plus se contenter de dénoncer la « militarisation de Frontex », en souscrivant à un simple inventaire de l'équipement technologique, des drones, avions, navires, armes achetées par Frontex et fournies par des marchands d'armes (Etats, marchands d'armes privés) dans des contrats juteux. Une analyse transversale, trans-spatiale s'impose sur les liens entre la police et la guerre.

Depuis les guerres impériales et de 1914-1918, puis en 1939-1945 au XXe siècle (camps d'extermination, Hiroshima-Auschwitz) avec une accélération au XXIe siècle, on est en train de passer des camps de concentration, de prisonniers, d'extermination de masse, à des camps aux frontières extérieures de l'Europe ; des guerres de tranchées, à la disparition des champs de bataille au profit des villes détruites ; des tanks, avions, drones, satellites, etc... aux armes nucléaires. Plus de déclaration de guerre. Il ne s'agit plus de guerre mais « d'opérations ». Il ne s'agit plus de soldats, mais de milices privées. Plus de distinction entre soldats et civils quand la population entière en vient à se révolter. Plus de morts (chez les soldats, guerre d'Irak, zéro morts sauf les migrants à qui on a promis la *green card* s'ils s'engageaient dans l'armée américaine pour aller se faire tuer en Irak, en Afghanistan). La Russie fait encore exception avec les 10.000 morts en Ukraine (combien finalement ?), morts de masse et disparus civils. Plus de paix, mais l'incertitude devant la possibilité bien ré-

elle de l'usage des armes biologiques, chimiques, nucléaires. Nous l'avons dénié en Tchétchénie, en Syrie. Nous l'apprenons en Ukraine. Au moment, où il n'y a plus d'espace à conquérir pour asseoir le pouvoir de domination sur des territoires, dans une planète entièrement « découverte », conquise, habitée. Les frontières, alors qu'elles sont déplacées, diluées par le mouvement (des capitaux, des biens, des populations), sont revendiquées pour défendre, reconstituer, amplifier « l'espace vital » des dictatures, des empires aux pieds fragiles⁹². On comprend mieux, en quoi, les populations en mouvement, le fait de bouger, de fuir, de migrer est un des épiphénomènes de la transformation profonde, globale du rapport capital/territoire/population/nature dans les nouvelles formes de guerre. On comprend mieux en quoi, en Suisse, le référendum (Frontex) et l'initiative (avions de combat) sont un enjeu politique conjoint et civilisationnel majeur où il faut apprendre à se réappropriier le rapport au temps (histoire, mémoire) à l'espace (Europe et planète) alors que nous ne pouvons pas fuir sur d'autres planètes. Le débat est ouvert.

DEUXIEME PARTIE : RESISTER A L'EXTERMINISME

2.1 Relire Rosa Luxemburg, Hannah Arendt, Cornelius Castoriadis aujourd'hui

Je m'arrête ici sur des textes choisis, des extraits de textes de Hannah Arendt, Rosa Luxemburg, Cornelius Castoriadis⁹³, à propos de trois questions (mensonge en politique, *Kadavergehorsam* », (obéissance de cadavre), effet boomerang, imagination et germe démocratique) qui s'inscrivent dans leur contexte et dans l'histoire de la modernité capitaliste, coloniale et du tournant impérialiste (XIXe-XXe siècle). Situer les choses, à grands traits, sans pouvoir les développer ici, pour prendre de la distance pour réfléchir à Frontex, suppose de revisiter l'histoire de longue durée et des discontinuités, des fractures, des avancées et des reculs de civilisation qui ont marqué la civilisation européenne et ses rapports au monde.

En arrière-fond de l'expansion de Frontex il y a deux faits notoires à ne pas oublier : l'héritage des Lumières, des révolutions libérales et du colonialisme, (émergence de la liberté politique moderne, les droits de l'homme) constitué par l'apartheid de classe (révolutions paysannes, des communs, du mouvement ouvrier y compris immigré), de race (rapport à l'Autre), et le sexisme (rapports sociaux de sexe)⁹⁴ ; au niveau planétaire extension du capitalisme impérialiste guerrier.

Dans cet essai, je ne peux pas développer ce contexte de la réflexion délibérative, mais je tiens à le signaler. En arrière-fond de l'impérialisme dont parle Rosa Luxemburg (tournant XIXe-XXe siècle), il y a l'expansionnisme capitaliste, colonialiste, qui, à l'étape de l'impérialisme guerrier, s'est étendu à la planète, avec, ce qu'elle a appelé ses « effets boomerang » dans l'ensemble de la planète et les nouvelles formes de guerre qui sont devenues imprévisibles comme

l'explique bien Clausewitz. Il n'est pas étonnant que Frontex soit expansionniste. Mais que recouvre cet expansionnisme ?

Arendt, qui a été influencée par les travaux de Rosa Luxemburg sur l'impérialisme. Elle a aussi été marquée par la philosophie de Kant⁹⁵, où elle puise notamment sa réflexion sur le mensonge en politique. Kant parlait de « mal radical », de « mal absolu » qui échappe à la raison. Il s'interrogeait sur la paix, le droit international en posant *l'hospitalité* politique comme une condition centrale pour une politique internationale de la paix à l'échelle, dans un marché, un commerce mondial, des relations entre Etats, empires devenus planétaires. Il ne parlait pas des formes de « violence extrême » exterminatrice mises en oeuvre dans les « opérations spéciales » de la colonisation⁹⁶, l'impérialisme, et les terribles guerres dans le court XXe siècle. Nous l'avons appris avec les guerres d'extermination, la guerre « totale » nucléaire (1914-1918, 1939-1945) et leurs effets en chaîne imprévisibles. Les guerres ont un lien avec la globalisation capitaliste dans son développement depuis la modernité. Extension du marché et guerres de pillage, de destruction, d'extermination à n'importe quel prix sont étroitement liés, même si les mots sont inaudibles ou détournés par la propagande.

Depuis les années 1980-1990, le rêve de Kant a été traduit par un républicanisme néo-libéral à l'échelle de l'Europe par la création de « l'espace Schengen » réduisant la liberté politique aux intérêts économiques de la « libre-circulation des biens, des capitaux, de la main-d'œuvre, des services ». Le marché globalisé s'est mis en place avec l'externalisation de la guerre, le tri radical des migrants (entre choix des cerveaux et sans-papiers, dont une majorité de femmes dans les tâches de soin), leur confinement dans des camps aux frontières, et les renvois forcés (Dublin). L'apartheid entre étrangers et nationaux, le racisme d'Etat, la concurrence, le chaos du marché ont attaqué la solidarité entre travailleurs. Parler alors de « démocratie et des droits de l'homme » a été à la fois la réponse aux besoins de liberté d'une classe sociale particulière et un gros mensonge en politique pour justifier des guerres expansionnistes et le démantèlement des droits.

Elle a bloqué l'exigence de la construction d'une Autre Europe politique du « peuple » des citoyens et une évaluation des exigences qu'implique une place pour l'Europe dans le monde. Des signes d'avertissement étaient pourtant là : le tout économique, le démantèlement des structures, des droits, des acquis de « civilisation » (liberté, égalité, fraternité), des droits sociaux construits par des expériences et des luttes a amené un grave recul de civilisation.

2.2 Relire Hannah Arendt. Vérité et mensonge en politique

La question est complexe. Alors que la force, et la distinction amis-ennemis (Carl Schmitt) a été postulée dans la théorie du droit international comme étant la clé de voute des relations transnationales et intérieures, le mensonge en politique devient un terrain d'exploration indispensable de la tendance au tout sécuritaire militarisé Aujourd'hui, les politiques d'apartheid (Monnier) dans les politiques migratoires, du travail, et la question de l'ennemi intérieur⁹⁷ complète le tableau.

Etude de cas. Frontex et le mensonge en politique

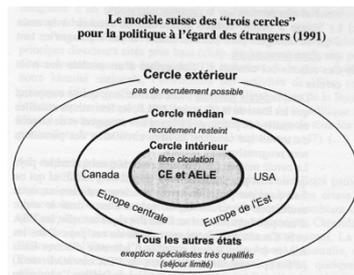
Un pasteur de l'Eglise vaudoise en Italie, qui a accueilli dans son village au sud de l'Italie 2.500 exilés en fuite venue d'un camp surpeuplé de Beirut (1 million d'habitants). Les coûts de l'accueil civique ont été couverts par la solidarité et non par l'Etat italien. Il revendiquait un droit pour les plus faibles sur les routes très dangereuses d'exil, en expliquant : Frontex construit des murs. La fermeture des frontières produit les maffias, les crimes et les trafics de tous ordres : tortures, crimes, trafics d'enfants, traite des êtres humains, d'organes, surexploitation dans l'agriculture avec des salaires de 2 euros en Italie. Voilà ce que signifient matériellement les conditions de la fuite et aussi l'inégalité de traitement entre exilés fuyant les guerres. Un déplacement est nécessaire pour avoir une vue d'ensemble et analyser le rôle de Frontex. Un tel exemple permet d'aborder avec un autre état d'esprit le climat de mensonge en politique autour de Frontex.

La Conseillère fédérale Keller Sutter (PLR, parti libéral-radical zurichois, responsable du Département Fédéral de Justice et Police⁹⁸, DFJP) a affirmé que le référendum signifierait une sortie inéluctable de la Suisse de Schengen-Dublin, ce qui est discuté⁹⁹ et peut être évalué comme un mensonge en politique vu les négociations en cours, les procédures prévues de négociations entre l'UE et la Suisse qui ont lieu dans des tensions multiples. Dans la campagne actuelle sur Frontex en Suisse, elle a formulé cet argument très discutable qu'on peut lui retourner. Son explication pour justifier Frontex ne résiste pas à l'analyse des critiques sévères, des enjeux généraux de paix et de sécurité non seulement de l'UE mais de la planète. Son mensonge politique qui s'appuie sur le brouillage bureaucratique, policier de l'UE, qui tente de cacher des enjeux majeurs du débat sur l'Europe et sur les liens entre la Suisse et l'Europe. L'argument peut paraître efficace, en matière électorale dans une période d'insécurité (Covid, Ukraine). C'est méconnaître l'histoire suisse, le débat souvent mouvementé sur le rôle de la police en Suisse dès 1889 et jusqu'à aujourd'hui.

L'argument s'appuie par ailleurs sur des positions utilitaristes de l'économie et de la démocratie, où le peuple est censé se limiter à des questions de politique intérieure sans intervention sur le plan international. « C'est la première fois que le souverain se prononce sur la politique européenne de la Suisse depuis la rupture des pourparlers sur l'accord institutionnel »¹⁰⁰ (entre l'UE et la Suisse), souligne l'accent international d'une action civique qui renvoie, à des titres divers, à des actions sur le contrôle des banques, le droit et les multinationales, le climat et (ici) aux liens entre démocratie et hospitalité politique qui par définition est devenue transnationale. Si le non l'emportait, la Suisse s'exclurait elle-même de Frontex (visas, self-contrôle des frontières, plus d'accès au fichier de police informatisé de Schengen, SIS-II) et Frontex s'est profondément réformé à la suite des critiques apportées, écrit encore ce diplomate. Ce que démentent le Conseil de l'Europe, le Parlement européen, des ONG qui maintiennent leurs réserves.

Ces contre-vérité utilitaristes défendant des intérêts d'une Suisse inscrite le paradigme européen du total-libéralisme défendu par un système policier militarisé ne sont pas isolées. Un autre mensonge en politique s'additionne aux blocages en matière de politique du travail, de la migration, du droit d'asile, tout en engrangeant la solidarité a deux vitesses, les Réfugiés ukrainiens « gens intelligents et instruits » (utiles au marché du travail) et les autres réfugiés qui deviennent des « faux réfugiés » en butte au racisme¹⁰¹.

Elles ont un terrain fertile dans l'histoire suisse et européenne. Elle sont précédées par, ce que le politologue Laurent Monnier et le sociologue Abdelmalek Sayad, spécialistes des relations internationales, de la migration ont appelé respectivement *l'apartheid* (développement séparé)¹⁰², la distinction *national-étranger* (en débat car se combinant avec les rapports de classe, de sexe, de race), inscrits dans les textes d'Etat par des distinctions et discriminations juridiques et de polices successives et par la modulation de l'application de *l'apartheid* selon les critères, par exemple, du *proche* et de *l'éloigné* pour trier, inclure et exclure et surtout expulser les exilés en fuite. A l'époque (1973), pour le Conseil fédéral, le Chili était un pays éloigné, mais pas le Vietnam. Dans les années 1960, une circulaire interne du DFJP préconisait le droit à l'accès à l'immigration pour les travailleurs saisonniers en utilisant les catégories de pays proches et éloignés. En 1991, le fameux modèle des *trois cercles*, actualisation au moment de Schengen de *l'apartheid* situé dans l'espace planétaire économique et en guerre, est apparue dans un document public du Conseil fédéral, au moment du tournant de Schengen. Il hiérarchisait et excluait les pays dits éloignés et en guerre du droit à l'immigration. La Suisse a été condamnée par l'ONU pour racisme d'Etat¹⁰³. Les cours sur l'histoire de la migration, du droit d'asile en Suisse, font-ils encore état de ces faits ?



Rapport du Conseil fédéral, politique à l'égard des étrangers et des réfugiés, 15.5 1991, Berne.

La distribution du **permis S**¹⁰⁴ avec notamment le droit au travail temporaire hors des règles du droit du travail (refusé dans les requérants d'asile), créé mais pas utilisé pour les ressortissants d'ex-Yougoslavie, ni pour les Afghans, les Syriens et autres réfugiés de guerre, a été ressorti des archives pour les réfugiés Ukrainiens. En Suisse, en 2022, le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) annonce l'enregistrement de 35.139 personnes. Paris eux, 28.315 réfugiés ont obtenu le permis S (dépêche ATS, 15.4.2022).

Cet outil administratif fédéral est très utile face à l'arrivée des Ukrainiennes et Ukrainiens en demande de protection. Il condense à lui seul une des formes pratiques de la philosophie d'apartheid, les modulations d'un mensonge en politique, avec en arrière-fond le besoin de main-d'œuvre. Ce dispositif remplace de fait la Convention internationale sur droit d'asile de la Convention de l'ONU (1951, 1967) appelé à disparaître, comme le laissent entendre des déclarations et palie l'absence de vraie politique migratoire de l'UE.

En un tour de main administratif, on assiste à la mise à disposition d'une main d'œuvre sous-payée dans le marché du travail, tout en induisant la concurrence entre travailleurs qui favorise la haine. Exercice pratique. Pour saisir l'intentionnalité politique, on peut se déplacer et prendre connaissance conjointement des textes officiels sur le permis S et le texte de l'association Droit de rester sur l'aide d'urgence¹⁰⁵. Situer les enjeux implique un travail critique où Foucault est une référence solide, du mouvement de résistance articulé à

l'histoire, aux pratiques de l'hospitalité politique, de l'asile, du droit d'asile et aux transformations du marché du travail. En termes d'organisation, il implique des actions conjointes du mouvement d'asile et des syndicats, des spécialistes de l'asile et du droit du travail suisse et européen.

2.3 Que montre Hannah Arendt sur le mensonge en politique ?

Il faut relire Hannah Arendt, pour comprendre comment elle s'est inspirée des analyses de Rosa Luxemburg sur l'impérialisme, son apport sur « le droit d'avoir des droits » et la « superfluité humaine »¹⁰⁶, et, à propos de la pensée, ce qu'elle a tenté de formuler avec Jaspers au moment des procès contre le nazisme et le fascisme, quand elle a parlé de « banalité du mal », qu'elle caractérisait, rappelons-le - pour éviter des mécompréhensions et des ambiguïtés - comme *un manque, un déficit de la pensée* -, liée à la liberté, et l'importance du jugement pouvant, se demandait-elle en interrogeant Socrate, éviter le « mal »¹⁰⁷. Quand, exilée aux Etats-Unis, elle a suivi de près l'intensification de la guerre et des bombardements du Vietnam, elle a écrit un essai sur le passage du mensonge à la violence¹⁰⁸, où figure sont texte sur le mensonge en politique.

Déjouer le mensonge en politique sous toutes ses formes (contre-information, propagande, par des dispositifs techniques, des nouvelles technologies¹⁰⁹) devient une priorité parce qu'il empêche de *voir* des dangers, des défis, qu'il détourne du courage, paralyse l'action, l'imagination, la pensée. Le mensonge en politique vise à faire obéir sans penser. Ne pas consentir au mensonge en politique, c'est être libre et libre collectivement !

Aborder la question à propos de Frontex concerne les politiques d'Etat dans le cadre des Accords de Schengen, de l'Europe où domine le capitalisme néo-libéral. Le *capitalisme du mensonge* à propos de Frontex est une des formes du mensonge politique, mais de loin pas le seul terrain d'observation de ce que devient la liberté de penser et d'expression. L'appropriation du temps de cerveau disponible, par les

détenteurs de nouvelles technologies (Twitter, Facebook, satellites, etc.) de l'exercice de la liberté d'expression sans entraves et de la propagande dans ce qui est appelé la « guerre culturelle » planétarisée. Elle est caractérisée notamment par les cas Zuckerberg, Musk inscrits dans des rapports libertariens entre vérité et marché, sans limites, sans modération, ni contrôle par les sociétés civiques, les Etats de droit, quand les « arènes inclusives » remplacent l'espace public (Kant, Habermas, Arendt, etc.). Le capitalisme de surveillance¹¹⁰ avance à grands pas. La philosophie générale de Frontex, les mensonges politiques observés à propos de Frontex s'inscrivent de manière spécifique dans ce contexte et cette tendance. Ce qu'il faut comprendre. Arendt en réfléchissant à la liberté *politique*, et non à la liberté dans limites, apporte des éléments intéressants pour réfléchir.

Le thème *mensonge et vérité* traverse la tradition philosophique et réapparaît au moment de la guerre du Vietnam (Arendt) aujourd'hui (Eco). En politique, bien que la confiance, l'authenticité sont la base d'une cohésion sociale, pour Machiavel, la ruse et la tromperie, les entorses à la vérité sont de bonne guerre et même prêtent à l'ironie¹¹¹. La propagande est une arme de guerre bien connue.

S'il existait des mensonges qui disent la vérité (Cocteau), de quelle vérité s'agirait-il, dès lors que la vérité et la politique sont en rapport ? « Nous ne devons pas qualifier les mensonges de vérité », a déclaré Angela Merkel qui a décidé « d'accueillir » en Allemagne un million de réfugiés syriens pour des raisons (démographiques, économiques, droits fondamentaux, etc.). Complexité. Notons qu'elle se tait sur les mensonges en politique du libéralisme en Allemagne tout en affirmant prendre en main la question du climat en 2020 et la refondation de l'Europe par un partage de la dette et une politique de la santé considérée comme un marché et pas comme un bien commun.

Rappelons qu'Arendt a écrit l'essai *Du mensonge à la Violence*, avec un texte introductif, *Du mensonge en politique. Réflexions sur les documents du Pentagone*, (p. 7-53), au moment de la sortie publique

des documents du Pentagone qui ont permis le constat de l'usage systématique avec des dispositifs ad hoc, du mensonge en politique aux Etats-Unis, au moment de la guerre du Vietnam.

L'essai d'Arendt commence ainsi : « L'objet de ces réflexions est un lieu commun. Il n'a jamais fait de doute pour personne que la vérité est la politique sont en assez mauvais termes, et nul, autant que je sache, n'a jamais compté la bonne foi au nombre des vertus politique. Les mensonges ont toujours été considérés comme des outils nécessaires et légitimes, non seulement du métier de politicien ou démagogue, mais aussi dans celui d'homme d'Etat. Pourquoi en est-il ainsi ? Et qu'est-ce que cela signifie quant à la nature et à la dignité du domaine politique d'une part, quant à la nature et à la dignité de la vérité et de la bonne fois d'autre part ? Est-il de l'essence même de la vérité d'être impuissante et de l'essence du pouvoir d'être trompeur ? ... »¹¹².

Dans un long article fouillé, Arendt, décrit le mensonge en politique d'une puissance impériale dans la guerre du Vietnam qui, montre-t-elle, a affaibli les Etats Unis (duperie, autosuggestion, fabrication d'images éloignées des faits, influences d'idéologie de guerre froide, négation de réalités, usage d'outils théoriques – théorie des jeux, des dominos -, approche par calculs ne décrivant pas la réalité et non par jugement, manipulation d'opinion, enlèvement, etc...).

Dans son travail sur le mensonge en politique dans les années 1960, elle se déplace pour considérer le *mensonge politique qui conduit à la violence*, comme mode de pouvoir de la force visant la légitimité et le consentement à des politiques de gouvernement, fortement contestées¹¹³. Elle a approfondi sa réflexion, dans deux autres articles, « Vérité et politique »¹¹⁴ et dans son livre *La Crise de la culture*¹¹⁵.

Elle a souligné un aspect du mensonge en politique très intéressant pour saisir son ambiguïté, dont il faudrait faire une analyse approfondie et détaillée. Ici, je me limite à présenter la contradiction essentielle située entre le pouvoir de domination et l'agir humain. Elle montre en quoi le **mensonge en politique** est une arme de pou-

voir avec une caractéristique notoire observable, il est ambigu, car l'action, la liberté politique est aussi ambiguë comme l'a bien montré Simone de Beauvoir en s'attachant à la condition humaine et spécifiquement des femmes¹¹⁶. La liberté, L'émancipation, l'autonomie suppose une prise de conscience et un travail critique sur l'ambiguïté.

En quoi consiste alors le mensonge en politique dès lors qu'on met en rapport vérité et mensonge, réalité et propagande ? Son efficacité tient à un facteur que la rhétorique, dans une de ses formes de la manipulation, de propagande connaît bien : le vraisemblable pour cacher la vérité du réel. « Le mensonge est souvent plus plausible, plus tentant (...) que la réalité, car le mensonge possède un grand avantage de savoir d'avance ce que le public souhaite entendre ou s'attend à entendre. Sa version a été préparée à l'intention du public, en s'attachant toute particulièrement à la crédibilité, tandis que la réalité a cette habitude déconcertante de nous mettre en présence de l'inattendu auquel nous n'étions nullement préparés » (p. 11 et suivantes). Arendt fait un pas de plus, fondamental pour la résistance, ce que nous appelons dans le Programme du Collège International de Philosophie, Le desexil de l'exil et l'hospitalité politique.

En clair, l'usage du mensonge en politique se base sur le connu, le vraisemblable, tandis que la recherche de la vérité, de la justice, cherche toujours à explorer la part d'inconnu, de nouveauté qui est liée à une caractéristique de l'action humaine qui est à chaque fois un nouveau commencement¹¹⁷. Un des traits marquants de l'action humaine est qu'elle entreprend toujours du nouveau », ce qui ne signifie pas qu'elle peut alors partir de rien, créer à partir du néant. On ne peut faire place à une action nouvelle qu'à partir du déplacement ou de la destruction de ce qui préexistait et de l'état que nous possédons, la faculté de nous écarter par la pensée de notre environnement et d'imaginer que les choses pourraient être différentes de ce qu'elles sont en réalité.

Autrement dit, Arendt souligne que la capacité de mentir et la puissance d'agir sont intimement liées. *Mentir et Agir sont deux formes de pouvoir. C'est là où se joue l'ambiguïté.* Le pouvoir d'action, par la

résistance démocratique, l'autonomie, est l'exercice risqué de la puissance de « commencer quelque chose de neuf » et de le penser. Le pouvoir de domination, par le mensonge, en cherchant le consentement, en manipulant la peur, s'appuie sur le confort du connu, du vraisemblable, empêche de voir la possibilité de transformer le réel, de prendre acte de la puissance de l'invention du nouveau. La liberté politique se situe dans ce lieu d'ambiguïté du mentir et de l'agir.

« Nous sommes libres de changer le monde et d'y introduire de la nouveauté » (p. 9). Sans la possibilité de dire oui ou non, il n'y aurait aucune possibilité d'agir, et « l'action est évidemment la substance même dont est faite la politique » (p. 10). L'ambiguïté réside dans l'agir, dont le mensonge politique et l'action sont des modes opposés concernant le pouvoir politique. Le mensonge politique n'est pas un simple incident de circonstances, il est consubstantiel de la politique de domination, qui est un rapport de manipulation cherchant le consentement. L'action humaine est l'exercice difficile de la liberté politique et de la pensée, du jugement de la nouveauté par rapport à l'existant, comme on le constate ailleurs dans son oeuvre. En d'autres termes, Arendt nous invite à prendre acte que *l'ambiguïté est le mode du mensonge en politique... et de l'action humaine et donc à la fois de l'ordre de la domination et de la liberté politique*. Tout pouvoir agit pour renforcer, rendre légitime sa force du côté de la domination... et sa puissance d'action du côté de la résistance.

Le psychanalyste argentin Jose Bleger apporte des éléments complémentaires en observant l'ambiguïté dans l'inconscient individuel et social¹¹⁸. On comprend le lien étroit entre liberté politique, ambiguïté et consentement ou plus précisément le conflit ambigu entre obéissance-désobéissance dans la résistance. Résister, désobéir à la force suppose non seulement de dénoncer un mensonge en politique, mais de prendre conscience de son ambiguïté lié au pouvoir entre force et puissance et son ancrage dans l'inconscient individuel et social. Ce point est très important à la fois pour saisir le poids du mensonge en politique du pouvoir d'Etat (Frontex) et l'ambiguïté constitutive de la puissance d'agir. Le *des-exil de l'exil* est alors non

seulement une démarche critique mais une prise de distance du mensonge en politique en travaillant l'ambiguïté du pouvoir et de sa propre ambiguïté pour dégager la liberté politique de se mouvoir des notions empruntées sans recul critique à l'économie, la « libre circulation », de la « mobilité ». *Des-exil* et *Des-obéissance* sont intimement liées. C'est là que se situe ce que j'appelle ici : dire non, une forme de la résistance de rupture.

Le mensonge en politique si ambigu soit-il, ne parvient pas, « avec le concours des ordinateurs, à recouvrir la texture entière du réel » (p. 11). Il existe des limites fournies par le réel, la « nécessité vitale » au-delà desquels, le mensonge en politique qui est ambigu, et le mensonge en politique s'appuyant sur la peur, la menace, la force, ne marche plus. Dans les sociétés totalitaires précise Arendt, la force remplace l'ambiguïté pour accentuer la domination « totale ».

2.3 A propos de la guerre d'expansion impérialiste planétaire (Rosa Luxemburg)

Que tente de cacher aux opinions publiques, le mensonge en politique dont parle Hannah Arendt utile pour analyser, non seulement la guerre du Vietnam (pour Arendt) mais les transformations de Frontex-Schengen-Dublin, le covid, la guerre d'Ukraine aujourd'hui ? Rosa Luxemburg, située dans l'histoire, nous amène au tournant du XIXe-XXe siècle de l'impérialisme. Elle apporte des éléments pour saisir l'impérialisme, la guerre depuis la colonisation, l'impérialisme, le XXe siècle et aujourd'hui. Dans l'histoire du colonialisme et des guerres « mondiales », la violence allant aux extrêmes (génocides, Auschwitz et Hiroshima) a été banalisée, rendue invisible puis a été constatée dans son ampleur. Au mensonge politique a succédé l'effroi. La mémoire européenne, internationale en porte des traces et aussi des trous. La politique est devenue tragique. La mort individuelle qui était la tragédie des Grecs s'est transformée en mort de masse des humains et la destruction de la nature. Après avoir été externalisée par l'expansionnisme européen, la violence exterminatrice revient une nouvelle fois en boomerang en Europe sous de nouvelles formes en

ce début du XXIe siècle. Les millions de réfugiés sont un des épiphénomènes observables, mais de loin pas le seul. L'absence de concertation, le déni de responsabilité, l'absence de politiques du travail, migratoire, d'asile, du droit d'asile basés sur les droits fondamentaux sont autant de signes d'une Europe où le modèle Schengen-Dublin-Frontex trouve ses limites. La succession du Covid, et la guerre en Ukraine, ont commencé à ébranler les soubassements des politiques du déni, alors qu'au niveau des populations, Frontex tente d'inscrire dans la mondialisation capitaliste, des dispositifs sécuritaires militarisés. La nécessité d'une politique de la défense commune en Europe, ne peut se construire dans le capitalisme du mensonge. L'Europe sera politique ou ne sera pas.

Relisons Rosa Luxemburg, pour réfléchir au Covid, à la guerre d'Ukraine et aussi à ce que nous pouvons voir dans les transformations de Frontex-Schengen-Dublin. Après avoir été exportée, la guerre d'expansion impérialiste qui s'est étendue à la planète, et par l'externalisation revient en boomerang en Europe, tout en ébranlant les bases de civilisation de ce continent.

Je pose la thèse, que la relecture de ce qu'elle appelle l'effet boomerang, dans le cadre de ses travaux sur la guerre, l'impérialisme, la révolution, amène à reconsidérer la lecture de Clausewitz, de théoriciens de la guerre classique et aussi de la menace nucléaire¹¹⁹. Rosa Luxemburg amène un axe d'approfondissement fondamental à cette étape de globalisation du capitalisme et de la guerre.

Au tournant du XXe siècle, cette philosophe et révolutionnaire, exilée polonaise en Allemagne, a fait partie de la minorité qui en Allemagne a refusé de voter les crédits de guerre, a dénoncé la guerre dans des procès et a passé toute la durée de la guerre de 1914-1918 en prison. Elle a été assassinée avec d'autres résistants quand elle proposait aux populations, aux soldats qui subissaient la violence extrême, de désertier la guerre. Elle a développé une pratique démocratique dans les Républiques des Conseils en Allemagne et ailleurs. Ses discours durant son procès sont un exemple de courage et de lucidité qu'elle a payé de sa vie. Il faut relire aussi ses discours sur la révolution et la

démocratie où elle s'opposait à Lénine¹²⁰. Ici je m'arrête en combinant l'observation de faits dans une première état de cas de Frontex en mettant en regard certains textes importants sur la guerre imposée impliquant l'obéissance de cadavre des millions de soldats de la guerre de 1914-1918, sur l'impérialisme et la violence de conquête externalisée, qui revient en boomerang et transforme radicalement les Etats et sociétés d'anciens empires.

° Etude de cas

L'expansion de Frontex, s'inscrit dans l'extension de la guerre. Frontex et la guerre externalisée qui revient en boomerang en Europe.

Avec Frontex, les frontières entre les domaines de la police et de la guerre s'effacent. La police qui avait un rôle de contrôle, est en train d'être intégrée dans la guerre en transformation. Le terrain de la migration est un des lieux d'observation particulièrement intéressant à ce propos. « Nous sommes en guerre » déclarait une activiste des droits de l'homme en sortant d'une confrontation avec la police au sujet des mauvais traitements infligés à un migrant. Le premier mouvement que j'ai eu en l'écoutant a été de me dire : elle exagère. Inimaginable. J'ai dû constater, que les dérapages de la police, allant jusqu'à la torture¹²¹ (dont le concept est en examen à propos des réfugiés) renvoient non seulement à des abus mais à un système structurel d'apartheid et de guerre de destruction imprévisible à l'encontre des migrants, de la nature comme le montrent l'accumulation des témoignages, des travaux de recherche.

Comprendre les transformations de la violence dans les politiques de la migration depuis les années 1970-1980-1990-2000..., avec la « crise » de 2008, qui se sont étendues exponentiellement dans les « sud » et sont arrivés *en retour* dans les « nords » et donc en Europe, sont devenues une exigence existentielle, philosophique et politique. Cela implique de revenir un instant à la modernité capitaliste, au colonialisme et à l'impérialisme au tournant des XIXe-XXe siècle. En bref, en relisant Rosa Luxemburg, on peut observer et com-

prendre comment l'expansionnisme guerrier impérialiste, colonial planétaire qui a été à la base de l'externalisation, des capitaux, des biens, des populations, des services... revient en boomerang en Europe.

C'est un axe développé dans le cadre de l'analyse des politiques du marché du travail (rapport Capital-Travail), politiques migratoires, droit d'asile, politiques de service public dans le cadre du programme *Desexil de l'exil* dans une succession de recherches entre les Universités de Lausanne et de Genève, Bogota, puis au Collège International de Philosophie entre Paris et Genève, au Chili et en Turquie dont les traces ont été archivées dans une base de données de 1.000 documents, articles, etc. (desexil.com).

Très brièvement, Clausewitz, connu pour sa fameuse phrase, « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », mérite des relectures et des commentaires approfondis. Ce que nous avons surtout retenu de l'apport de Clausewitz observant Napoléon, c'est que la guerre était devenue *imprévisible*. La guerre classique des champs de bataille, en sort et bouleverse la politique, l'approche du pouvoir. Passage de la domination à l'extermination. On sait quand la guerre commence (alors même qu'il n'y a plus de déclaration de guerre et l'impuissance de l'humanitaire à exiger des règles), mais on en perd le contrôle et on ne sait pas comment et quand elle finit.

Nous avons suivi le fil des politiques migratoires, d'asile, du droit d'asile (1979 à aujourd'hui), ce qui a permis de constater des faits conjoints :

(1) le refus d'établir des politiques du travail et migratoires basées sur les droits fondamentaux (dernière étape : l'échec du pacte migratoire¹²²) alors même que les persécutions et les demandes de protection s'amplifiaient ; le démantèlement des droits des travailleurs, à l'échelle de l'Europe et des pays dont la Suisse et le refus d'un régime de droit d'asile européen ;

(2) de profondes transformations des politiques de l'UE accélérées depuis la création de Schengen et sa nouvelle stratégie en 1998¹²³-

abandon de la Forteresse assiégée et stratégie offensive internationalisée guerrière - à l'encontre des populations en mouvement ;

(3) le processus de démantèlement des institutions, des lois d'asile, du régime européen d'asile avec le blocage des Etats européens en 2015 (sauf l'Allemagne) (répartition des réfugiés, délégation de responsabilités, voire politique active de brutalités aux frontières et dans les camps).

Dans les politiques d'Etat de droit basées sur les droits fondamentaux, dont le droit d'asile, les dispositifs de violence ont explosé en visant et en pratiquant l'actualisation du contrôle, la séparation avec la population locale, l'isolement, les mauvais traitements, l'enfermement (camps), la criminalisation, les refoulements et renvois forcés (Dublin), la délocalisation et des « accords », en fait des délégations de responsabilité à des pays (comme la Lybie, la Turquie, le Maroc, etc.), avec des constats non seulement de violence étatique policière, administrative, mais de torture, de crimes contre l'humanité, dans les prisons, sur les routes migratoires, aux frontières, etc.

Nous avons été amenés à développer sur le terrain, une philosophie, une épistémologie, des *méthodes transversales* pour dégager, comprendre les transformations de la violence, les liens entre la violence dans les pays d'origine, de transit (Méditerranée, Amérique centrale, Est européen, Grèce-Turquie, etc.) et les politiques européennes. Nous avons étudié le cas de la longue dictature de Pinochet (Chili) des dictatures du Cône sud d'Amérique latine, tout en retournant à l'histoire, sur les travaux décrivant l'extermination, l'annihilation de masse au tournant du XIXe-XXe siècle¹²⁴, en Europe et aussi dans les colonies (massacres, génocides). Cela nous a amenés à penser ensemble Auschwitz-Hiroshima, les génocides, l'Opération Condor, avec la politique des disparus sans culte des morts en Argentine et qui a existé et s'est étendue ailleurs dans le monde. On ne peut plus simplement parler de « dictature »¹²⁵ à propos du Chili, d'Argentine, de l'ensemble du Cône sud, mais de modes de pouvoir beaucoup plus préoccupants quant au recul de civilisation et qui échappent encore à

l'imagination, au langage et à la conscience collective. La politique des disparitions est un recul abyssal de civilisation depuis l'invention de l'Habeas corpus, au début de l'ère libérale en Angleterre. Il est frappant aujourd'hui de constater la présence de l'invention des disparus aux frontières de l'Europe et sur toute la planète. Ce n'est pas par hasard que les mères de la place de Mai en Argentine se sont référées à l'Habeas corpus.

Dès les années 1990 et en particulier entre 2010, 2014, en 2015, à Istanbul, en travaillant les Séminaires, colloques du Programme du Collège International de Philosophie, la philosophe Rada Ivekovic, le philosophe Etienne Balibar¹²⁶ et le politologue Hemit Bozarlan¹²⁷, nous avons non seulement tenté de situer les questions nouvelles que pose la violence, la guerre, mais ce que cela impliquait pour la philosophie et la politique, pour les pratiques philosophiques, et de résistance.

Dans un texte sur Rosa Luxemburg, cette révolutionnaire apatride, dans le cadre d'un Séminaire à l'Université de Lausanne organisé avec le philosophe André Tosel spécialiste de Gramsci, je me suis proposée en lien avec le terrain, de (re)lire pour ma part Rosa Luxemburg pour saisir le rapport entre sa découverte de l'effet boomerang de l'impérialisme au tournant du XIXe-XXe siècle et la place spéciale qu'elle accorde aux masses prolétaires dans la révolution.

2.4 Que montre Rosa Luxemburg sur l'effet boomerang de l'impérialisme (au XIXe-XXe siècle)¹²⁸ ?

Le schème *Socialisme ou Barbarie*, mis en avant par Rosa Luxemburg a circulé largement. Un autre schème, *impérialisme, guerre, révolution*, en développe la dialectique. Pour Luxemburg, sortir de la « barbarie » de l'impérialisme, implique de construire le « socialisme » (elle parle de socialisme prolétarien). Luxemburg vit, pense, agit dans le contexte de la montée de la *Première guerre mondiale (1914-1918)*. Le militarisme accompagne l'action du capitalisme expansionniste. Luxemburg et les auteurs de la tradition marxiste ont travaillé

dans le cadre du marxisme à une époque où les contradictions du capitalisme impérialiste expansionniste laissent présager la certitude de la guerre et la possibilité de la révolution dans un contexte de grande transformation de la planète et son incidence sur l'élaboration théorique et les actions révolutionnaires. Rosa Luxemburg part de l'inquiétude de la montée de la guerre.

L'impérialisme émerge de l'accumulation du capital qui doit s'externaliser et suscite, non une adaptation pour tirer une partie des profits de la valeur extorquée (stratégie des réformes sociales préconisée par la tendance dominante du parti social-démocrate allemand), mais un « affrontement décisif dont l'enjeu est le socialisme ». Luxemburg qui avait utilisé l'outil de l'économie politique pour décrire l'impérialisme, poursuit sa réflexion sur le socialisme et la guerre en refusant une politique de « désarmement partiel » décidée par quelques spécialistes de la social-démocratie établissant des alliances avec la bourgeoisie allemande.

Pour elle, l'accumulation du capital est impossible en milieu exclusivement capitaliste qui se sature. D'où, dès le premier instant du développement capitaliste, son besoin d'extension dans des couches de populations et des pays non capitalistes, la ruine de l'artisanat et de la paysannerie, la prolétarianisation des couches moyennes, la politique coloniale, « politique d'ouverture des marchés », l'exportation des capitaux » (Luxemburg, 1982, 298). « L'expansion conduit, au niveau mondial, à des collisions entre le capital et les formations sociales précapitalistes, d'où violence, guerre, révolution, bref « catastrophe », l'élément vital du capitalisme du début à la fin » (Luxemburg, 1982, 299). Tentons de comprendre le sens qu'elle donne au mot « catastrophe ».

Elle évoque l'expansionnisme de l'impérialisme à trois niveaux :

- (1) la violence exterminatrice sur les pays et peuples colonisés ;
- (2) la destruction de la puissance révolutionnaire d'une partie du mouvement ouvrier par le nationalisme et les morts de masse des soldats-prolétaires dans les tranchées ;

(3) la transformation radicale des cadres politiques et l'invention de dispositifs, outils que l'on retrouve dans le système totalitaire avec des traces dans les structures et la violence des politiques des Etats.

Les effets boomerang de l'impérialisme cherchant à devenir hégémonique sur la planète et ses significations à la fois pour la « barbarie » et le « socialisme », sont une découverte importante de Luxemburg. A l'époque elle est pratiquement la seule à soutenir cette idée. Une citation mérite notre attention :

« Le trait caractéristique de l'impérialisme en tant que lutte concurrentielle suprême pour l'hégémonie mondiale capitaliste n'est pas seulement l'énergie et l'universalité de l'expansion – signe spécifique que la boucle de l'évolution commence à se refermer –, mais le fait que la lutte décisive pour l'expansion rebondit des régions qui étaient l'objet de sa convoitise vers les métropoles. Ainsi l'impérialisme ramène la catastrophe, comme mode d'existence, de la périphérie de son champ d'action à son point de départ. Après avoir livré pendant quatre siècles l'existence et la civilisation de tous les peuples non capitalistes d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Australie à des convulsions incessantes et au dépérissement en masse, l'expansion capitaliste précipite aujourd'hui les peuples civilisés de l'Europe elle-même dans une suite de catastrophes dont le résultat final ne peut être que la ruine de la civilisation ou l'avènement de la production socialiste. A la lumière de cette conception, l'attitude du prolétariat à l'égard de l'impérialisme est celle d'une lutte générale contre la domination du capital. La ligne tactique de sa conduite lui est dictée par cette alternative historique »¹²⁹.

L'effondrement du capitalisme prédit par Marx n'est pas une « fin » en soi. Pour Luxemburg, qui lutte contre Bernstein, le mot « fin » est une « fiction » qui empêche de voir l'expansion externe et ses résultats imprévisibles (convulsions, ruines de la civilisation, transformation radicale du projet socialiste). Le capitalisme ne meurt pas tout seul, prisonnier de ses propres contradictions. L'impérialisme est une étape nécessaire à l'accumulation et à l'expansion brutale du capita-

lisme qui complexifie la situation historique et les transformations du « socialisme ».

Ce qui caractérise l'expansionnisme colonisateur impérial « en tant que lutte concurrentielle suprême pour l'hégémonie mondiale capitaliste » n'est pas son « énergie et l'universalité de l'expansion », ni que la boucle de l'accumulation se referme, mais que la lutte pour l'hégémonie revienne des régions de l'expansion vers les métropoles, avec des retours et des extensions imprévus. Après l'avoir exportée, « l'impérialisme ramène la *catastrophe*, comme *mode d'existence*, de la périphérie de son champ d'action à son point de départ ».

2.5 Que montre Rosa Luxemburg sur la « catastrophe » impérialiste comme mode d'existence

Ce qui caractérise l'expansionnisme colonisateur impérial « en tant que lutte concurrentielle suprême pour l'hégémonie mondiale capitaliste » n'est pas son « énergie et l'universalité de l'expansion », ni que la boucle de l'accumulation se referme, mais que la lutte pour l'hégémonie revienne des régions de l'expansion vers les métropoles, avec des retours et des extensions imprévus. Après l'avoir exportée, « l'impérialisme ramène la *catastrophe*, comme *mode d'existence*, de la périphérie de son champ d'action à son point de départ ».

En fait, l'effet boomerang du nouveau *mode d'existence* imposé par l'impérialisme s'inscrit dans la logique expansionniste du capitalisme qui, après avoir apporté « ses convulsions aux peuples non capitalistes », revient vers son point de départ en imposant le nouveau « mode d'existence ». C'est « le fait que la lutte décisive pour l'expansion rebondit des régions qui étaient l'objet de sa convoitise vers les métropoles ». L'expansionnisme avide ne peut pas annexer toutes les planètes, comme le dit l'impérialiste-type, Cecil Rhodes de la citation d'Arendt¹³⁰, mais peut s'étendre à toute la planète. La planète Terre est un espace clos où il n'y a plus de terres vierges à conquérir, à coloniser, à s'approprier, à piller, plus de bagnes où envoyer les insoumis, plus de peuples à « chasser »¹³¹, à soumettre ou à ex-

terminer avec une philosophie de *Terra nulus*¹³². Le mouvement impérialiste n'est pas un simple bouclage de la boucle de l'évolution qui se referme sur son point de départ.

L'impérialisme que décrit Luxemburg ne s'inscrit pas dans une philosophie de l'histoire cyclique empruntée à Aristote ni dans une philosophie de l'histoire mécanique qui envisage l'effet boomerang comme un simple effet d'aller-retour¹³³. La philosophie de Luxemburg s'approche de celle de Walter Benjamin¹³⁴ - l'ange de l'histoire marchant à reculons sur un champ de ruines -. Luxemburg a l'intuition de la logique impérialiste *explosive*, de la « ruine de la civilisation », de l'ampleur de la destruction pour la planète, des transformations du projet socialiste et donc de la révolution. C'est une philosophie de l'histoire de discontinuité radicale explosive qui, de l'Europe propage une « guerre d'anéantissement »¹³⁵ s'étendant par des convulsions complexes à la planète. Le mouvement boomerang, qui au premier abord est circulaire, prend tout d'abord la forme d'un simple effet en retour, mais quand il est décrit par Luxemburg dans ses développements, il est en fait un mouvement *explosif* de domination globalisée de l'impérialisme. La logique n'est pas fermée. De par sa logique accumulative devenant expansionniste, le capitalisme parvenu au stade impérialiste change de dynamique en s'externalisant et en devenant oligopolistique. L'effet boomerang se complexifie. L'explosion « apporte la ruine de la civilisation », transforme les rapports de pouvoir, les cadres, les institutions, les « modes d'existence » et aussi le projet socialiste. On peut penser que la ferme opposition à la guerre de Luxemburg est l'intuition du mouvement explosif qui détruit aussi les possibilités du socialisme prolétaire.

Tout en étant expansionniste, tout en transformant radicalement les modes d'existence de la population et du rapport à la nature, de prédatrice, la domination impérialiste expansionniste, devient *explosive* dans l'histoire de longue durée (plusieurs siècles). En s'appuyant sur la logique pure du développement capitaliste, Luxemburg s'oppose à Marx quand il décrit une logique fermée d'accumulation du capital

qui s'autodétruirait en s'effondrant. Elle n'envisage pas une logique de simple « expulsion », ni même une logique de « déchet », de « jetable ». La violence destructrice qui s'étend amène « la ruine de la civilisation » en tant que « mode d'existence globalisé », qui incorpore la périphérie, revient à son point de départ tout en continuant son expansion brutale et destructrice. La catastrophe n'est donc pas une catastrophe « naturelle » d'expansion, ou une catastrophe métaphysique, mais une destruction de ce que Luxemburg appelle la *ruine de la civilisation* et un *mode d'existence*. On pourrait dire, à la suite des analyses de Bertrand Ogilvie¹³⁶ lisant Hegel et décrivant au début du capitalisme industriel la *Pöbel*, la population-poubelle, les jetables du salariat, que Luxemburg décrivant l'étape expansionniste impérialiste, qualifie, non en termes *d'expulsion de déchets* mais en termes *d'explosion imprévisible et destructrice*. Il ne s'agit pas du simple retour des colonisateurs avec une partie d'entre eux des revenant au pays comme l'écrivait bien avant Luxemburg, Hegel, dans les *Principes de la philosophie du droit* (Hegel, 1975, paragraphe 244), ni même de retour de millions de soldats en héros, mais d'un rapport de pouvoir expansif, en boomerang explosif, destructif des hommes, de la civilisation, de la nature.

La logique d'appropriation expansionniste brutale a soumis à « des convulsions incessantes et au dépérissement en masse », « l'existence et la civilisation de tous les peuples non capitalistes d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Australie ». Elle a en même temps mis en cause « l'existence et la civilisation », ou si l'on veut, les conditions matérielles d'existence et de survie de la « civilisation » (sans qu'elle définisse ce terme).

Notons que pour Luxemburg le terme ne désigne pas seulement la civilisation occidentale. En d'autres termes, l'expansionnisme impérialiste n'a pas été une simple domination territoriale de la souveraineté capitaliste, mais une suite de « convulsions incessantes » et de « dépérissement en masse », d'explosions en chaîne. La violence *expansionniste explosive*, s'est étendue vers les pays colonisés et non colonisés à toute la planète en n'épargnant pas son point de départ.

L'impérialisme transforme *la civilisation* au niveau planétaire, les conditions matérielles d'existence de l'ensemble de l'humanité et il donc met en cause aussi la survie du prolétariat et du socialisme qui est appelé à prendre en main la révolution.

2.6 Que montre Rosa Luxemburg à propos du *Kadavergehorsam* », (obéissance de cadavre) et du courage politique ?

Le courage est politique. C'est s'inscrire dans les pas d'innombrables peuples, pour beaucoup invisibles, qui nous ont précédés. « Ils ont osé » disait Rosa Luxemburg en parlant des révolutionnaires. Ils ont osé rêver, osé faire. Sans modèle. Sans savoir. Avoir le courage, prendre le risque d'imaginer, de penser, d'agir, faisant écho à Kant *Sapere aude !* (ose savoir), la devise des Lumières. Elle rappelait cela en pensant aux soldats, à la guerre impérialiste qui arrivait en Europe après avoir ravagé les colonies.

Il est lié à la révolution montre Rosa Luxemburg dans sa vie et ses textes. A la veille de la Première guerre « mondiale », L'alternative historique a eu lieu entre « socialisme ou barbarie ». On connaît la tragédie du XXe siècle. Elle pronostique avec inquiétude, la perspective d'une guerre impérialiste globalisée et ses effets négatifs sur la révolution socialiste qui sera un échec en Allemagne :

« Huit à dix millions de soldats s'entr'égorgeront ; ce faisant, ils dévoreront toute l'Europe comme jamais ne le fit encore une nuée de sauterelles. Les dévastations de la guerre de Trente Ans, condensées en trois ou quatre années et répandues sur tout le continent ; (...) la banqueroute générale, l'effondrement des vieux Etats et de leur sagesse routinière (...); l'impossibilité absolue de prévoir comment tout cela finira et qui sortira vainqueur de la lutte ; un seul résultat est absolument certain ; l'épuisement général et la création des conditions nécessaires à la victoire finale de la classe ouvrière »¹³⁷.

Pour Luxemburg la guerre était liée à l'impérialisme au tournant des XIX-XXe siècle qui s'est étendu à la planète et qui est revenu « en boomerang » dans les pays impérialistes dévastés par la barbarie. Bonaparte est devenu l'empereur Napoléon qui a « défendu la révolution » tout en inventant la « guerre sans limites » observait Clausewitz. La Commune de Paris, c'était autre chose ! La révolution dont a parlé Rosa Luxemburg, c'est une création incertaine dans les conditions matérielles, politiques de l'histoire. Luxemburg s'est opposé à la guerre de 1914-1918 et disant que le défi était de la transformer en révolution. Lors de son célèbre procès de 1915, elle a appelé les soldats à ne pas obéir, à ne pas tirer. Elle sera condamnée à des années de prison (durant toute la guerre) avant d'être assassinée à sa sortie de prison :

« ... aussi longtemps que le soldat obéit aux ordres de ses supérieurs, selon lesquels le fondement de la puissance de l'Etat et du militarisme c'est l'obéissance absolue (Kadavergehorsam, obéissance de cadavre) du soldat. (...). « Le jour où la classe ouvrière comprend et décide de ne plus tolérer les guerres, la guerre devient impossible »¹³⁸.

Elle a encore déclaré :

« La guerre entre les nations est venue imposer la lutte des classes, le combat fratricide du prolétariat, massacre d'une ampleur sans précédent » dans un guerre, de partage impérialiste des marchés. « Cette guerre ouvre en vérité la voie à la mondialisation du capital, à la conversion de toute richesse, de tout moyen de production en marchandise et en action boursière. Elle transforme les êtres en matériel humain. C'est l'avenir de cette guerre est en train de détruire »¹³⁹.

Il faut relire ses textes sur la révolution et la démocratie qui font partie des références, sans que je puisse m'y arrêter ici.

2.7 Relire Cornelius Castoriadis. La découverte de l'imagination et le germe démocratique

Il est possible de relire Castoriadis en prenant connaissance de travaux, d'interprétations qui se multiplient¹⁴⁰, en partant du souffle de

son texte fondateur, « La découverte de l'imagination »¹⁴¹ pour saisir la richesse de son œuvre, dans une trajectoire d'exilé entre la Grèce et la France et pour saisir comment il aborde l'imagination, le « germe » démocratique puisé en Grèce, au-delà des catégories classiques de science politique et de philosophie politique¹⁴². Rappelons qu'il pense l'autonomie, le rapport entre vérité, liberté, égalité, justice et la démocratie, sous plusieurs angles, en accordant une grande importance à la dialectique entre l'imagination instituée et instituant, à la place de la subjectivité réflexive et délibérative, au fait d'assumer l'absence de fondement devant le chaos du monde, etc..

Il est possible à partir de ce qu'il avance de considérer divers aspects du vertige démocratique où se rejoignent Rosa Luxemburg, Hannah Arendt et Cornelius Castoriadis.

2.8 Etude de cas. Frontex, l'ambiguïté et le conflit démocratique derrière Frontex

Il est certain, que « le thème de l'asile divise dans le monde entier. On peut rêver d'un monde sans visas, mais cela restera hélas un rêve »¹⁴³. Une telle affirmation appelle l'unanimité, le consensus derrière la politique gouvernementale sur les politiques de migration et du droit d'asile. A une telle déclaration officielle en Suisse répondent les travaux, notamment de Jacques Rancière¹⁴⁴, sur la mésentente (le conflit), l'envers du consensus, l'exigence démocratique liée à l'autonomie, la responsabilité, toujours fragile, toujours ouverte et le rêve, non tant d'absence de visas, de frontières, que l'exploration de *l'envers du consensus*. Quel est l'objet en cause ? C'est le débat sur l'hospitalité politique à la base de la création démocratique et de la paix. En d'autres termes, il n'y a pas de pratique démocratique, dans le monde entier, en Europe, en Suisse sans évaluation constante sur **le conflit majeur de l'hospitalité politique posée à toute communauté politique** qui est à la fois un rêve, un imaginaire et surtout une pratique difficile, conflictuelle de construction d'une société ouverte refusant la séparation (apartheid), la guerre et refusant une po-

litique étrangère, un droit international basés sur le clivage entre eux et nous, entre amis et ennemis, entre pays proches et éloignés, etc..

A qui profite le consensus ? A qui profite le conflit ? Dans le débat politique, un argument, à propos d'autres objets et débats en politique, est souvent avancé pour critiquer la démocratie directe et l'usage des droits du référendum et de l'initiative. Le mécanisme est connu. Il situe les opposants aux extrêmes de la vie politique (extrême-droite et extrême gauche). Les extrêmes se rejoignent et ceux qui ont lancé le référendum sur Frontex se trompent car les forces antidémocratiques engrangent les résultats et non le pouvoir d'Etat et de société. Un tel classement assimile des positions qui n'ont rien en commun. Le désavantage est qu'il cache à la fois le contenu différent, antagonique de l'ensemble de l'espace politique, des « extrêmes » et tire un rideau de fumée sur les principaux acteurs de l'échiquier politique en perte de légitimité cherchant à s'appuyer sur le consensus, à un moment où les partis sont en crise. En clair, l'usage de la démocratie directe ou l'usage du conflit, du débat démocratique mettrait en péril la démocratie. En fait, l'argument renvoie au consensus et au conflit dans la démocratie, en cherchant à délégitimer le conflit réel sur un objet de base d'une communauté politique. Ceux qui utilisent un tel argument tentent de bloquer l'émergence d'un débat politique fondamental (ici) sur l'hospitalité politique et ses conditions institutionnelles, matérielles, concrètes en Suisse, en Europe, sur la planète.

Ce qui est intéressant dans le débat sur Frontex, c'est que le mécanisme d'opposition irréductible des extrêmes se bloque. L'ambiguïté, le mensonge en politique font apparaître par le biais de Frontex, la question d'une Europe ancrée ou non dans l'hospitalité politique. Les jeunesses de l'UDC appellent à voter Non à Frontex pour protéger les frontières nationales sans Schengen-Dublin-Frontex, pour ne pas déléguer la responsabilité à l'UE. Le reste de l'UDC est divisé précisément sur la participation au rôle sécuritaire de l'Europe. On retrouve des partis (Parti socialiste, PLR, UDC), ONG officielles et mouvements, syndicats (Travail Suisse et Unia) divisés avec d'autres arguments mais qui renvoient tous à la place de la Suisse dans l'Europe, à une

remise en cause de la politique de neutralité suisse et en arrière-fond le débat sur le projet de refondation de l'Europe.

La division, le conflit révèlent la complexité du débat sur Frontex, et la richesse de l'exercice de démocratie directe et l'actualité de la reprise du débat sur Schengen-Frontex-Dublin, qu'on peut interpréter sur la Suisse l'Europe dans un contexte de tensions sur les politiques d'alliance globalisées. Ceux qui ont lancé le référendum, ont été surpris par leur succès, et la vigueur du débat qui s'est amplifié. Le succès, quel que soit le résultat du vote, est le déplacement du débat de Frontex à l'Europe. Frontex n'est pas une question de simple police. C'est une question politique, impliquant la reprise sur de nouvelles bases d'une refondation de l'Europe.

Le refus de financer l'expansion de Frontex (référendum) et contre l'achat d'avions de combat F-35¹⁴⁵ (initiative du Groupe pour une Suisse sans Armée, GSSA) implique non seulement une analyse de la transformation de statut du drastique renforcement de la police militarisée de l'UE par Frontex, de la défense européenne alignée, voire la tentation d'un retour à la guerre froide qui définirait les relations internationales en termes de « blocs », d'amis-ennemis. En fait, la critique du modèle Schengen-Frontex-Dublin implique de développer la sortie de l'Europe et de la Suisse du total-libéralisme sécuritaire et la refondation d'une Autre Europe politique des citoyens.

Ce qui implique un retournement complet de la stratégie de politique intérieure et internationale : la construction concrète d'une politique étrangère et intérieure de la paix, de la sécurité, de la neutralité, du travail, de la formation, de la migration, du droit d'asile conjoints tant de la Suisse (adhésion) que de l'Europe (quelle base acceptable ?) On pourrait résumer le défi : ni avec Poutine. Ni avec l'OTAN, ni avec Frontex. Ni avec Schengen-Dublin dans son état actuel. Une autre Europe est nécessaire. En Suisse, les résistants qui se battent pour l'hospitalité politique civique y participent déjà sur le terrain. Même s'ils sont criminalisés et invisibilisés.

TROISIEME PARTIE : VERTIGE DEMOCRATIQUE

3.1 Vertige démocratique (Castoriadis, Rancière, Arendt)

Une manière de participer au le débat, pourrait être, de s'inspirer d'une démarche littéraire où Garcia Marquez, avec d'autres écrivains latino-américains se sont proposés d'écrire chacun un livre sur la figure du tyran, dominante à l'époque en Amérique latine. Garcia Marquet a écrit *L'automne du patriarche*, figure d'un tyran complètement isolé dans son palais. Les gens se demandent s'il est vivant ou mort et se rendent en catimini au palais. Ils constatent que les vaches ont envahi le palais, mangent les rideaux et qu'il n'y a plus personne ! Dans *Qu'est-ce que la politique ?*¹⁴⁶ Hannah Arendt, mettait aussi l'accent sur l'isolement du tyran et son recours obligé à la *force* des armes pour se maintenir au pouvoir, alors que la puissance d'action partagée est l'arme politique de la création politique. L'isolement n'est plus une option. Et la question pourrait concerner aussi, la crise des partis politiques traditionnels, la balkanisation de l'ensemble des forces politiques, la fragmentation des mouvements sociaux et les difficultés à agir en commun, qui sont autant d'éléments de la praxis démocratique.

Il y a beaucoup à dire sur la richesse, la complexité, les labyrinthes, les détournements de la démocratie. Il ne s'agit pas, dans le cadre de cet essai, de contribuer aux débats théoriques et politiques sur la « démocratie » confisquée, compliquée, ambiguë. Même si la conjoncture internationale et nationale y inviterait.

Il ne s'agit pas non plus de s'enfermer dans un débat sur la haine de la démocratie qui limiterait, à bons comptes, l'imaginaire et la praxis politique¹⁴⁷. La méthode du déplacement « stratégique » pour vivre le vertige dans la praxis politique et philosophique c'est pouvoir exercer le droit de fuite, la ruse, le pari, pour échapper aux manipulations politiques et inventer des praxis, des modes de vie et des convergences.

Vertige démocratique ? La formule est apparue un soir dans un débat politique et syndical où on m'a demandé dans le feu des conversations : « c'est quoi le vertige démocratique ? Tu viens nous en parler ? ». Prise au piège d'une intuition qui traînait derrière mes travaux, il a fallu essayer de la saisir avant qu'elle ne m'échappe. Aller plus profond que les débats médiatiques et les mensonges en politique, ou autour de la « démocratie et des droits de l'homme » ou encore limiter le terme de démocratie à la démocratie parlementaire. Creuser des zones d'ambiguïté.

Vertige démocratique ? Vertige devant des tragédies à vivre, en refusant de céder au chalos et à l'abîme. En bref, le vertige peut se ressentir, se vivre en étant au bord du chaos et des oscillations du monde. La démocratie est un imaginaire, un projet, (la question du régime se discute) qui a la qualité de se créer, de se perdre, de se retrouver. Dans la matérialité, l'immanence des rapports de pouvoir, le double mouvement illimitation/ limitation¹⁴⁸ et possible/impossible¹⁴⁹ est pratiqué par les humains face à la violence qui peut monter aux extrêmes comme on l'a vu.

Le vertige démocratique est un mouvement de la résistance de rupture, de la puissance affective, émotionnelle de la politique. Les énigmes de tragédies d'aujourd'hui concernent des questions politiques et philosophiques le plus souvent enfouies dans l'inconscient individuel et social. Deux sources occidentales peuvent être évoquées, en cédant un instant au gréco-occidentalisme : la Grèce ancienne et aussi Shakespeare¹⁵⁰.

Castoriadis, Rancière, Arendt¹⁵¹ abordent certaines analyses qui peuvent être utiles au moment d'un débat de démocratie directe concernant les liens entre Police et Politique, entre Guerre et Politique.

3.2 Castoriadis. Chaos-cosmos autonomie et « germe », risque démocratique antidéterministe

Faisons un pas de plus. *Sommes-nous deter?*¹⁵² Sommes-nous écrasés par le poids du déterminisme et impuissants ? L'autonomie ne peut ne pas être déléguée, transférée à un Dieu, à un tyran, à un Etat, à un roi, à un patron, à un père, à un chef autoritaire. Hobbes, préoccupé par un état de guerre incessant, a développé une philosophie de transfert de la force, de la puissance d'être, de devenir à l'Etat. La souveraineté de l'Etat autoritaire a été ainsi légitimée. Elle implique l'obéissance, ce qui assurerait la sûreté. L'histoire nous apprend les limites de la délégation de la force et la tentation toujours présente de déléguer la force et la puissance d'autonomie politique à l'Etat, et ses conséquences.

Est-il possible de s'arrêter à une autre option où le déplacement du ciel sur la terre est le fait d'humains responsables de la création du cosmos – du monde - à partir de l'autonomie et de la démocratie, où la politique transforme *la force* en *puissance de création de la liberté politique* ? En bref, quel lien a le « germe » démocratique pour Castoriadis avec la mortalité, le chaos et le cosmos ?

La tragédie dans ses trois composantes concerne à la fois la politique et la philosophie. Il s'en explique en plusieurs endroits de son œuvre en liant chaos/cosmos et démocratie. Je me limite ici à son texte de 1979¹⁵³.

A propos d'Achille, il écrit : « N'ayant rien à espérer d'une vie après la mort ni d'un Dieu attentif et bienveillant, l'homme *se trouve libre pour agir et penser en ce monde* » (p. 284). Il précise que la position d'Achille est « profondément liée à l'idée grecque fondamentale du chaos et du cosmos.

Dans les limites de mes travaux, sans céder à la tentation d'une longue interprétation, citons Castoriadis pour inviter à la lecture, à propos du chaos, pour saisir sa métaphysique, son anthropologie, sa position *antidéterministe, ouverte* à l'interrogation illimitée¹⁵⁴ et le lien qu'il établit entre chaos-cosmos et démocratie :

« Chez Hésiode, au commencement était le chaos. Au sens propre et au sens premier, chaos en grec signifie vide, néant. C'est du vide le plus total qu'émerge le monde. Mais déjà chez Hésiode, l'univers est aussi chaos au sens où il n'est pas parfaitement ordonné, c'est-à-dire où il n'est pas soumis à des lois pleines de sens. Au début régnait le désordre le plus total, puis l'ordre, le cosmos a été créé. Mais aux « racines » de l'univers, au-delà du paysage familier, le chaos règne toujours souverain. Et l'ordre du monde n'a pas de « sens » pour l'homme : il dicte l'aveugle nécessité de la genèse et de la puissance d'une part, de la corruption et de la catastrophe – de la mort des formes – de l'autre. Chez Anaximandre – le premier philosophe sur lequel nous possédons des témoignages dignes de foi – « l'élément » de l'être est l'apeiron, l'indéterminé, l'indéfini, une autre façon de penser le chaos ; et la forme, l'existence particularisée et déterminée de divers êtres, est l'adikia – l'injustice, que l'on peut aussi bien appeler l'hubris. C'est bien pourquoi les êtres particuliers doivent se rendre mutuellement justice et réparer leur injustice à travers leur décomposition et leur disparition. Il existe un lien étroit, quoique implicite entre ces deux paires d'opposition : chaos/cosmos, hubris/diké. En un sens, la seconde n'est qu'une transposition de la première dans le domaine humain » (284-285).

C'est une vision *non unitaire* du monde qui conditionne la philosophie et la démocratie nous dit Castoriadis. La philosophie et la démocratie deviennent possibles parce que « l'univers n'est pas totalement ordonné »¹⁵⁵, sinon « il n'y aurait pas la moindre philosophie, mais seulement un système de savoir unique et définitif » (285). Et si les humains ne pouvaient « créer quelque ordre pour eux-mêmes en posant des lois, il n'y aurait aucune possibilité d'action politique instituante » (285).

Castoriadis précise qu'il insiste sur ces points avant même d'aborder la question de la démocratie, à cause de difficultés de la pensée moderne « qui tiennent pour une bonne part, à l'influence dominante et persistante de la philosophie théologique (c'est-à-dire platonicienne) » (286). Castoriadis récuse « toute ontologie unitaire

qui dissimule le fait fondamental que l'histoire humaine est création... et « masque ou écarte en fait la question de la responsabilité ».

A ce niveau le vertige démocratique implique la prise de conscience sociale des innombrables conséquences à tous les niveaux de la société, de la rupture grecque au Ve siècle avant J.C., qui aujourd'hui sont remises en cause.

S'intéresser à la démocratie dans la Grèce ancienne, c'est repérer le « germe » démocratique, « le processus historique instituant » explicite, partiel qui a duré quatre siècles en Grèce en laissant son empreinte. Qui s'oublie et ressurgit. « Ce mouvement est un mouvement d'auto-institution explicite. La signification capitale de l'auto-institution explicite est *l'autonomie* : nous posons nos propres lois » (287). Elles ne viennent plus de l'extérieur, ne peuvent nous être imposées.

3.3 La haine de la démocratie (Rancière) et la tragédie des moutons (Castoriadis)

Les conflits, les apories sur la *demos-cratos* (la puissance au peuple) d'Athènes concernent autant la politique que la tradition philosophique. Haine de quoi en politique, en philosophie ? Rancière a bien montré qu'elle concernait le conflit entre la souveraineté du « peuple » et les analyses des élites, des « savants » (la figure du pasteur de moutons de Platon) cherchant à imposer leur légitimité en parlant de « populisme » d'ignorance, en cherchant à dévier, confiner *le conflit dans les bords du politique*, à imposer à légitimer le pouvoir olygarchique de dépropriation de la souveraineté du « peuple » en s'appropriant l'Etat¹⁵⁶, en pillant les biens, en faisant la guerre.

La haine de la démocratie¹⁵⁷ renvoie, à ce dont Rancière s'est expliqué dans *La Méésentente*, aux logiques opposées de la *police* et de la *politique* qui se résume à un mot d'ordre simple : « il n'y a qu'une seule bonne démocratie, celle qui réprime la catastrophe de

la démocratie » (p. 10) qui, écrit-il est une « autodestruction de l'humanité (p. 31). La philosophie n'est pas neutre.

Pour Rancière, la démocratie n'est pas un quelconque régime politique, c'est « le partage du sensible », un « mouvement qui déplace sans cesse des limites du public et du privé, du politique et du social (p. 70). La haine des oligarques provient du fait que le mouvement, rappelle l'irréductible question de l'(in)égalité, et qu'elle remet en cause les partages établis.

3.4 La tragédie ancestrale de la mortalité et la mortalité de masse du capitalisme impérial

La naissance, la *tragédie de la mortalité* n'a pas été inventée par les hommes. Elle fait partie de la condition humaine. Elle s'inscrit, paraît-il dans la fin de la Terre dans des millions d'années. Elle a suscité des philosophies de l'absurde de la liberté et de la révolte (Camus). Quelles apories métaphysiques, ontologiques, anthropologiques soulève-t-elle? Derrière quelle tragédie humaine sont cachées, dans l'ombre, des manipulations de la haine des étrangers qui suscite indifférence, embarras ?

La tragédie de la mortalité est le plus souvent pensée comme une tragédie existentielle, isolée, individuelle, privatisée (gérée par le marché), apolitique, alors que la mort est *politique* dans la mesure où elle concerne chaque humain et par lui l'humanité. Il a un lien profond entre la mort et la démocratie. Les nazis empêchaient tout culte des morts. Ce qui continue avec les systèmes politiques autoritaires. Les cultes des morts, les luttes pour les disparus, l'habeas corpus, le travail de mémoire en sont autant de traces de son élaboration politique.

On peut penser que la migration, par le mouvement d'altérité qu'elle implique, cristallise les peurs. Il y a encore autre chose peut-être. En exerçant leur droit de fuite, les migrants évoquent un autre fuite universelle : la fuite devant la mort. Inéluctable. Si l'homme peut

savoir qu'il est mortel, il ne peut pas savoir ce qu'est la mort. Aporie absolue.

La mort ne peut pas être connue, ce qui peut provoquer la haine de soi projetée dans la haine de l'autre, de toute altérité, dont la mort est l'altérité majeure qui échappe à tout humain. La terreur se déplace en haine de « l'étranger » pour se fixer, s'immobiliser en « terreur d'Etat ». Pari : il est possible de calmer les peurs devant la mort, de dévier les angoisses réelles devant l'état du monde qui évoque l'étendue de la tragédie de la mort. « Notre époque est une fuite devant la mort »¹⁵⁸.

C'est une peur que ressentent aussi les dirigeants des Gafas quand ils engagent des milliards dans des recherches pour trouver des moyens d'allonger la vie ce qui est intéressant¹⁵⁹, avec le rêve de devenir immortels. Ces héros de la finance et des nouvelles technologies, n'arrivent pas à la cheville d'Achille. Ce sont plutôt les chevaliers inconscients qui galopent sur le lac gelé dont parle Arendt.

La ruse la plus futée est peut-être la solution grecque des héros guerriers. Mais elle contient une aporie redoutable. Toujours ouverte. Dans l'Illiade et l'Odyssée qui a traversé les siècles, on trouve la tragédie mise en récit : *la tragédie de la mortalité*. C'est la solution du héros Achille d'une guerre d'anéantissement (Troie) pour gagner l'immortalité.

« Ulysse : Jadis, tu vivais, nous tous guerriers d'Argos, t'honorions comme un dieu : en ces lieux, aujourd'hui, je te vois, sur les morts, exercer ta puissance ; pour toi, même la mort, Achille, est sans tristesse !

*Achille : Oh ! ne me farde pas la mort, mon noble Ulysse ! ... J'aimerais mieux, valet de bœufs, vivre en service chez un pauvre fermier, qui n'aurait pas grand-chère, que régner sur ces morts, sur tout ce peuple éteint »*¹⁶⁰.

Par son libre-choix de la vertu et de la gloire dans la guerre de Troie au prix de la mort, Achille le héros guerrier de légende, demi-dieu, qui malgré son armure, pouvait être atteint par la mort (le fameux

talon d'Achille). Ulysse le rencontre dans l'Hadès (enfer) lors de son retour à Ithaque. Il dit à Ulysse qui lui aussi a fait la guerre de Troie¹⁶¹, tout en tentant par la ruse de ne pas y aller: *il vaut mieux être un esclave du plus pauvre des paysans sur terre que régner sur tous les morts de l'Hadès*. Vertige !

3.5 La tragédie de l'anéantissement « démocratique » de masse

« Ce qui avait été colonie, était maintenant empire ».

Francesca Melandri, *Tous, sauf moi*, Paris, éd. Gallimard, 577 pages, p. 477.¹⁶²

Autre dimension du vertige démocratique quand la mort dans l'histoire devient mort de masse, crime de guerre, crime contre l'humanité, crime de génocide, avec une pratique banalisée de « disparition » globalisée. Vertige démocratique devant l'anéantissement « démocratique » de masse.

L'étude des travaux d'Arendt et d'autres ouvrages, sources mises en contexte avec l'histoire de guerre « totale » du XXe siècle, la longue genèse du système totalitaire dans la colonisation devenue empire a nié les liens entre colonisation et empire, entre empire et guerre d'anéantissement, a sensibilisé au fait que les humains n'étaient pas seulement mortels en tant qu'individus, mais en tant que groupes. Massacres de masse. L'humanité entière pouvait être éliminée de la planète et cela... démocratiquement. Au XXIe siècle, l'hypercapitalisme n'a de loin pas rompu avec la civilisation *d'expulsion-anihilation-destruction-anéantissement-disparition*.

Vertige démocratique. Arendt a illustré, avec les mots qui sont les siens, le « danger » de la tragédie, dont elle a constaté la mise en œuvre par des preuves irréfutables à son époque, ce qui a bouleversé sa vie et celle de millions d'humains et l'amène à imaginer le « danger mortel » à venir pour l'ensemble de l'humanité. *Tuer un homme c'est ébranler le futur de l'humanité toute entière*. Le danger n'est pas à venir. Il fait partie de notre présent. Mortalité de masse pouvant aboutir à la fin de l'humanité, décidée démocratiquement.

Le processus inclue les dangers multiples, dont les féminicides, les écocides, la destruction des humains et de la nature, ce dont Arendt ne pouvait pas imaginer l'ampleur. Alors qu'elle réfléchit, dans *L'impérialisme*, au déclin de l'Etat-nation et à la fin des Droits de l'homme lors de l'échec de la Conférence d'Evian sur les réfugiés en 1938, alors que s'annonce l'explosion de la guerre totale en Europe elle écrit :

*« Le danger mortel d'une civilisation n'est plus désormais un danger qui viendrait de l'extérieur. La nature a été maîtrisée et il n'est plus de barbares pour tenter de détruire ce qu'ils ne peuvent pas comprendre, comme les Mongols menacèrent l'Europe pendant des siècles. Même l'apparition des gouvernements totalitaires est un phénomène situé à l'intérieur et non à l'extérieur de notre civilisation. Le danger est qu'une civilisation globale, coordonnée à l'échelle universelle, se mette un jour à produire des barbares nés de son propre sein à force d'avoir imposé à des millions de gens des conditions de vie qui, en dépit des apparences, sont des conditions de vie de sauvages »*¹⁶³.

Plus tard, à la fin de la deuxième guerre mondiale, quand elle a appris en 1943 avec horreur l'extermination industrielle de masse des malades mentaux, des Juifs, des Tsiganes, des homosexuels et qu'elle analyse *Les origines du totalitarisme*, en disant qu'il lui fallait « comprendre », elle écrit dans *Le système totalitaire*:

*« Le danger, des fabriques de cadavres et des oubliettes consiste en ceci : aujourd'hui, avec l'accroissement démographique généralisé, avec le nombre toujours plus élevé d'hommes sans feu ni lieu, des masses de gens en sont constamment réduites à devenir superflues, si nous nous obstinons à concevoir le monde en termes utilitaires (...) Les solutions totalitaires peuvent fort bien survivre à la chute des régimes totalitaires, sous forme de tentations fortes qui surgiront chaque fois qu'il semblera impossible de soulager la misère politique, sociale et économiques d'une manière qui soit digne de l'homme »*¹⁶⁴.

Aujourd'hui, dans le contexte globalisé de l'hypercapitaliste déniait la mortalité, la haine de la démocratie, la « barbarie » ne se réduisent

pas à la lutte des classes de Marx actualisée en police et politique, le « danger » énoncé par Arendt, exige d'élargir les rapports de classe actualisés aux rapports sociaux de sexe et de race en repensant les rapports humains avec la nature. La situation de la planète exige un approfondissement philosophique et un déplacement radical du *pouvoir* vers la *violence* allant aux extrêmes propose Balibar.

Le même constat effrayant demande à être fait avec la même lucidité pour l'esclavage, la colonisation, l'impérialisme, les massacres de masse, les génocides, les féminicides, les écocides, etc.. Notre époque n'est pas seulement l'époque de déni de la mort. Elle est l'époque où s'est amplifié « l'effet boomerang » de l'impérialisme décrit par Rosa Luxemburg, et où les politiques de surexploitation, d'anéantissement, de torture, de disparition se sont banalisées, en même temps que l'usage des fours crématoires (l'outil a été réutilisé par exemple durant la guerre de Syrie).

En pleine Première guerre mondiale, alors qu'il faisait le deuil de son fils mort à la guerre, Freud a énoncé trois vexations infligées par la science à l'amour-propre des humains¹⁶⁵ : la terre n'est pas n'est pas le centre de l'univers (Copernic), le cosmos est infini ; l'humain n'est pas créé, mais il fait partie du règne animal « au caractère ineffable de sa nature bestial » (Darwin, Wallace) ; le moi n'est plus maître dans sa propre maison (Freud et Spinoza).

Aujourd'hui on peut ajouter d'autres vexations à l'énumération de Freud qui sont plutôt des déappropriations : la valeur du travail humain, le rapport à la terre, aux outils appropriés par le capitalisme qui se nourrit des nouvelles technologies et l'exil forcé (Marx), l'absence, la mort de Dieu, et la fin de la morale (Nietzsche), la mortalité de masse annihilatrice du genre humain pris dans les effets boomerang de l'impérialisme qui a éclaté au tournant du XIXe et XXe siècle (Luxemburg), les guerres « totales » et l'industrie de l'anéantissement qui explose, la destruction de la nature (arbres, insectes, animaux, eau, air...), de la planète Terre par l'homme sourd et aveugle (rapports du GIEC). Signe positif. Des mouvements de jeunes demandent à rester vivants.

Ce pas de plus sur l'autonomie et la démocratie peut ouvrir l'horizon. Castoriadis, philosophe exilé, nous invite à entrer dans le labyrinthe¹⁶⁶ pour réfléchir encore à une autre énigme.

3.6 Apprendre à vivre sans fondement entre chaos et cosmos

On en arrive à une autre « question ultime » dont parlait Arendt pour désigner la liberté politique. Elle déplace, radicalise les approches théoriques sur la soumission, de l'obéissance volontaire et renouvelle les réflexions sur l'autonomie, la désobéissance civile/civique, en faisant apparaître d'autres apories et contradictions.

Etrange moment historique. Prométhée aurait-il pu imaginer le vertige devant la puissance créatrice sans limites ? L'enfer semble exister sur terre, mais le paradis inventé il n'y a pas si longtemps n'existe plus. Le ciel est vide.

La mort de Dieu (Nietzsche), la solitude des tyrans, nous met en face de la mortalité inéluctable, de l'immanence et de l'absence de fondement où s'appuyer pour se rassurer. Vivre une telle tragédie implique le refus de l'Un, de la Totalité déniait le chaos, et le transfert de la responsabilité de la création, de la construction toujours provisoire de l'ordre du cosmos par des humains autonomes.

Il n'est plus possible de consentir à l'appropriation du pouvoir par des oligarques, tyrans instaurant des régimes autoritaires résultant de farces électorales, monopolisant la force de destruction qui déproprie les humains de leur liberté politique de se mouvoir. La philosophie de la Grèce ancienne se distingue de la religion lorsqu'en s'appuyant sur le lien entre *démocratie et philosophie*, elle apprend à vivre la tragédie de la mortalité et elle imagine l'autonomie sans fondement.

Que répond Castoriadis à la question de Lordon (comment tient une société qui ne tient à rien ?), pour qui l'obéissance est ancrée dans les affects d'appartenance à l'Etat. Qui remplacerait Dieu, le roi ou le

tyran ? Pour Lordon, s'en sortir c'est se déplacer vers le *conatus* (concept emprunté à Spinoza), ou la *puissance d'être* pour repenser l'autonomie.

La question de Lordon a son importance dans un contexte de contrôle, de rappel à « l'ordre », de « retour du religieux », de l'utilisation de la religion *ersatz* de la politique, ou encore en réservant le terme de chaos à l'idéologie catastrophiste, en faisant ainsi de l'hypercapitalisme quelque chose d'abstrait contre quoi on ne peut pas lutter.

Castoriadis choisit de repenser l'ontologie du chaos multiple et les liens entre chaos et cosmos. La notion de *chaos* est couplée avec celle de *cosmos* (monde). Pour lui une telle voie de réflexion est fondamentale pour réfléchir au besoin de sécurité, à la haine de la démocratie, aux transformations de la guerre, à l'autonomie et à la démocratie, à la création humaine.

La démocratie en même temps que la philosophie est une découverte très ancienne mais minoritaire dans l'histoire du monde. Elle a émergé en occident dans la Grèce ancienne, a été reprise dans les révolutions libérales¹⁶⁷ et dans d'autres révolutions sous de nouvelles formes, écrit-il. Elle existe dans les soubassements des luttes invisibles d'hier et d'aujourd'hui.

Au commencement était le chaos et le cosmos¹⁶⁸, disent les anciens Grecs, ce qui a des incidences innombrables pour la politique, la philosophie, les sciences, l'art, la littérature, etc.. Le chaos et le cosmos, sont à la base de la possibilité de la liberté politique, de l'autonomie, de la création humaine, de la démocratie. Tout n'a pas été fait par un Dieu ou un roi, un tyran tout-puissants! Création humaine et non imitation ou alors contemplation passive. Autonomie et non obéissance, consentement.

La question de la création humaine, de la *praxis* de création du cosmos, écrit Castoriadis, n'est pas réductible à la *mimèsis*, (imitation) mais à la création. La pensée et la liberté politique ne sont pas réductibles à la « contemplation », elles sont action, écrit Arendt,

lisant par d'autres chemins l'héritage grec. Castoriadis a approfondi la question dans la deuxième partie de son parcours qu'il a formalisé dans ses Séminaires sur la création humaine à l'EHESS durant 10 ans. C'est la question de l'abîme, du « *sans fond* » etc.. Vers la fin de sa vie, Arendt a écrit un essai sur la pensée¹⁶⁹ dont il faut relire l'introduction avec l'attention qu'elle mérite.

Pour saisir la profondeur, la radicalité de la question que Castoriadis montre – donner une forme (*eidos*) et une histoire du chaos en créant un monde -, peut-être faut-il commencer par lire le texte d'une de ses conférences en 1992, où il parle avec un plaisir palpable¹⁷⁰ de ce que Platon appelait le passage du *non être* à *l'être*. Il évoque dans la *praxis de création* humaine, Shakespeare, le Château de Kafka, et bien d'autres exemples de création en art (littérature, musique, peinture, sculpture, etc.), en science, en politique : l'autonomie, la démocratie.

Mais, s'engager dans cette voie contient une énigme après la mort de Dieu, la tentation de céder aux formes autoritaristes du pouvoir, l'émergence du « germe » démocratique (mot de Castoriadis) qui illégitime des formes d'appropriation du pouvoir de la politique : *comment une émancipation insurrectionnelle apprend à vivre sans fondement ?* Comment les affects de soumission se déplacent et se subliment dans la puissance d'être, d'agir qui cherchent à se sécuriser de nouvelles formes de vie?

3.7 L'Europe et la Planète. Le tabou et l'abîme tragique de la force et de la haine. L'hospitalité politique enterrée ?

Derrière Frontex, l'espace Schengen, Dublin, l'Europe est coincée entre le tabou et l'abîme tragique de la haine, de l'utilitarisme qui bafoue l'hospitalité politique. Les régressions dangereuses sont palpables. Exemples. Les frappes nucléaires sont banalisées tant par Poutine que par Biden. L'Angleterre passe un accord avec le Rwanda pour exporter ses sans-papiers. L'idée a été puisée sur une proposition de Tony Blair. Marine Le Pen, propose, entre autre, de changer la

constitution française pour inscrire le refus des étrangers. Rappelons-nous, Blocher, ex. président de l'UDC, ancien Conseiller fédéral en Suisse n'a jamais parlé d'hospitalité ! La Suisse a criminalisé les solidaires. Comme d'autres pays en Europe. L'Europe est prise entre la haine, la fermeture illusoire, le déni de responsabilité et l'impuissance.

Dans les années 1990, « l'espace Schengen », de « libre circulation des capitaux, des biens, des travailleurs » a été mise en place. L'Europe a été constituée, par le « libre-marché » et une multitude de dispositifs sécuritaires, dont Dublin, et Frontex. Ce modèle européen nous fera-t-il sortir de l'impuissance dans un contexte d'urgence tragique planétaire ? L'Europe est en train de changer avec le Covid et l'Ukraine, le réarmement de l'Allemagne, la constitution en débat d'une armée européenne prisonnière et/ou autonome de l'OTAN, des pays qui ne s'alignent pas sur les droits fondamentaux, etc.. Mais rien n'est acquis.

Les pays d'Europe, ne sont pas parvenus à coordonner leur responsabilité pour recevoir les réfugiés Syriens, malgré les 1.000.000 réfugiés accueillis par l'Allemagne (30.000 par la France et la Suisse). Les tensions entre l'UE et les pays de l'UE se multiplient. Tensions, autour de l'hégémonie entre pays, de l'intégration, du Brexit, de l'expulsion de membres de l'Europe avec la ligne rouge de l'Etat de droit (Tchéquie, Pologne, Turquie. Et qui ensuite ?). Encore faudrait-il se rappeler d'un adage de Beccaria : « Les Lois, qui sont pourtant ou devraient être des pactes d'hommes libres, n'ont été le plus souvent que l'instrument des passions d'un petit nombre ». En matière de migration, on assiste à un début de coordination dans le cadre des polices des Etats, avec la tentative de gigantisme de Frontex pour l'UE, qui, après la « crise des réfugiés » en provenance de Syrie et d'autres pays, réapparaît au moment de l'arrivée des réfugiés ukrainiens. Un outil budgétaire commun est en train d'être mis en place. Que devient l'hospitalité politique constituante dans ce modèle?

Il y a un abîme tragique entre une civilisation guerrière de monopole du marché et de police militarisée qui s'est globalisé dont les ur-

gences du climat montrent les graves insuffisances et une Europe des peuples construite par fragments fragiles sur des acquis et les défis de civilisation à la fois coloniaux, impérialistes et démocratiques. Prendre acte que l'expansionnisme contient un effet boomerang sur toute la planète et en Europe est le défi actuel. Au XXI^e siècle, il indique un point de non retour. La conscience sociale, politique, philosophique a été encadrée dans des catégories, des habitudes héritées de la colonisation, de l'impérialisme, de l'apartheid incompatibles avec une civilisation où les questions, de la vérité, de la liberté, de l'hospitalité politique, de la justice sont ouvertes. L'Europe de l'apartheid n'est plus possible sans les exilés, sans une solidarité avec la planète. L'Europe constituante est mise au défi de refonder l'hospitalité politique en l'inscrivant dans les constitutions, les lois, les pratiques multiples. C'est la forme contemporaine du « droit d'avoir des droits », dont a parlé Hannah Arendt.

Avancées et reculs de civilisation. De générations en générations, la Suisse a une longue histoire de courage, d'autonomie, d'hospitalité politique, de conflits (dont celui sur les politiques migratoires, l'hospitalité politique non inscrite dans sa constitution), qui lui ont été bénéfiques. Elle a aussi une histoire lourde d'enfermements, dont une vision de ses intérêts limités lui a déjà coûté cher (fin des guerres de 1914-1918 et 1939-1945, et secret bancaire, par exemple). Trouver une place dans la concurrence internationale du grand capital, faire des affaires, grâce à une politique étrangère de neutralité qui trouve ses limites, tout en développant une xénophobie d'apartheid, un racisme d'Etat¹⁷¹ n'est plus possible. Pour ce qui concerne le XX^e siècle, l'accueil des vietnamiens, des zaïrois, des chiliens, etc. et même de l'institutionnalisation d'une loi du droit d'asile plus avancée que la Convention de 1951 de l'ONU en 1979 a été un sursaut de civilisation. Depuis lors les réformes accélérées de cette loi l'ont vidé de sa substance. L'hospitalité reste une question constituante comme le montre le mouvement d'accueil des réfugiés ukrainiens. Les choses se sont compliquées, pour la Suisse lorsqu'après échec sur la nouvelle constitution européenne, elle a intégré les dispositifs de Schengen,

dont Dublin et l'agence Frontex. Le marché, la bureaucratie policière sont devenus la règle au mépris de l'Etat de droit déjà étrié.

Sur quelles bases et comment peut naître une nouvelle Europe ancrée dans l'hospitalité politique ? Est-il possible de s'arracher à la colonisation, à l'impérialisme, à l'apartheid en avançant dans une situation tragique, de surexploitation, de sexisme, de racisme ? Cela implique une évaluation des traces dans l'histoire et l'identification des difficultés liées à la nouvelle étape de « non contemporanéité » de la Suisse officielle aujourd'hui, sa responsabilité réelle dans l'état du monde.

Aujourd'hui, tout en distinguant bien les époques, les travaux de Rosa Luxemburg, d'Hannah Arendt et de Cornelius Castoriadis, Jacques Rancière, Laurent Monnier, Rada Ivekovic, Anne Amiel, de trois féministes matérialistes, etc. permettent de saisir, de comprendre des contradictions, les ambiguïtés entre force et puissance. Une situation de violence guerrière allant aux extrêmes peut être éclairée par la prise en compte de l'ambiguïté constitutive du mensonge en politique (Hannah Arendt), de « l'obéissance de cadavre », de l'effet boomerang (Rosa Luxemburg), du risque, du germe de la création démocratique (Castoriadis). Le vertige démocratique se joue aussi devant la possibilité d'une Europe constituante de l'hospitalité politique.

3.8 L'Europe constituante démocratique et l'hospitalité politique. Continuer à résister. Reprendre l'initiative

« L'impérialisme n'a pas pris fin, n'est pas soudain devenu « du passé » avec la décolonisation, le grand démantèlement des empires classiques. Il a légué de multiples relations qui lient toujours l'Algérie, la France ou l'Inde et la Grande-Bretagne. D'importantes populations nouvelles de musulmans, d'Africains, d'Antillais, venus des anciens territoires coloniaux résident aujourd'hui en Europe. Même l'Italie, l'Allemagne et la Scandinavie doivent faire face à ces migrations, qui, si elles résultent très largement de l'impérialisme et de la décolonisation ».

Saïd Edward W., Culture et impérialisme, Paris, éd. Fayard, Le Monde diplomatique, 2000, p. 394.

Pourquoi les renvois forcés continuent aux frontières de l'Europe, alors que l'accueil des Ukrainiens est très positif de la part de la population suisse qui retrouve une longue mémoire enfouie de l'hospitalité? La contradiction permet d'entrevoir l'enjeu majeur d'une Europe constituante démocratique : **l'hospitalité politique**. Une évidence apparaît dans les tensions entre les luttes et le refus d'une Autre Europe que celle du néolibéralisme, voire du total-libéralisme. En Suisse, l'Etat (DFJP) prend en main la coordination de l'accueil pour le contrôler, effacer le sens de l'hospitalité politique, tout en attaquant, démantelant des droits ou en édictant des arrêtés fédéraux urgents de renvois forcés et de refus de politiques des droits, ne peut pas résoudre le rapport de l'hospitalité et de l'asile qui sont politiques et concernent l'ensemble de la population qui vit en Suisse avec ou sans passeport.

Le débat sur Frontex rappelle les commentaires d'Edward Saïd sur l'impérialisme et nous ramène au vrai sujet : l'axe central de l'hospitalité politique dans l'Europe constituante démocratique dont l'axe est l'hospitalité politique. L'Europe est prise au piège du modèle Schengen-Frontex-Dublin dont on mesure les limites et les dangers jour après jour. La Covid et l'Ukraine semblent réveiller l'Europe. Plutôt que d'être toujours sur la défensive, occupés à colmater la violence, freiner les dégâts, ruser pour éviter des renvois forcés et les

condamnations de solidarité, ce qui se passe avec les réfugiés ukrainiens et les autres réfugiés invite les sociétés civiques à reconnaître la valeur de la résistance des solidaires, des réfugiés et à reprendre l'initiative.

La question démocratique liée à une relance de l'hospitalité politique dans une Europe constituante, où les citoyennes et citoyens suisses et d'autres pays, régions du monde, participent à cette tâche historique et tragique revient. L'argument du proche et du lointain pour trier les réfugiés oublie simplement l'usage discriminatoire de cet argument dans l'histoire du droit d'asile en Suisse et ailleurs.

L'accueil des réfugiés Ukrainiens suffit à montrer que la population connaît la pratique démocratique et la valeur de l'hospitalité politique. C'est une valeur politique de société inscrite dans l'histoire et la création démocratique qui ouvre l'horizon. Rappelons-nous l'exemple de la solidarité envers les Hongrois, les Chiliens malgré les réserves à géométrie variable du Conseil fédéral déjà ancrées sur la distinction entre proche et lointain qui s'est traduit par une philosophie de l'apartheid dans les politiques de la migration et du droit d'asile, de racisme d'Etat. Ces luttes ont été un des moments d'ouverture, d'accueil qui a abouti, en 1979, à l'installation de la loi sur l'asile en 1979, droit d'asile d'Etat. Les fenêtres ouvertes ont été vite refermées alors que l'échec de l'Europe sonnait le glas d'un sur-saut possible.

Nous sommes arrivés à un point de non retour où des décisions s'imposent : l'abandon du modèle Schengen-Dublin-Frontex combinant la libre-circulation capitaliste sans limites et la stratégie policière militarisée glissant dans la guerre, d'où résulte l'ensemble des dispositifs d'apartheid, de tri articulé aux besoins du marché du travail dérégulé, de renvois forcés, de destruction. L'effet boomerang nous rappelle les dangers imprévisibles qui se sont globalisés et n'épargent pas l'Europe.

Ces jours, des dirigeants de l'UE, et de partis partisans et hostiles à l'hospitalité politique en France, annoncent qu'il faut réformer le

droit d'asile. Le permis S en est un avant-goût qui a émergé dans l'urgence. Le droit d'asile a été inventé à la sortie de deux grandes guerres mondiales, où l'Europe a connu le plus grand nombre de réfugiés. Il mérite d'être actualisé dans la résistance démocratique pour une Europe constituante, mais pas sous la forme de circulaires sorties de sous le manteau. La circulaire S et l'explosion des moyens de Frontex sont des dispositifs qui tentent d'enterrer définitivement l'hospitalité politique, l'asile, le droit d'asile, et de défaire la structure du Haut Commissariat pour les Réfugiés de l'ONU¹⁷², voire même l'ONU¹⁷³.

Rappelons-nous. L'assaut précédent de la Convention sur les réfugiés de l'ONU de 1951 a été la création de l'organisation internationale des migrations (OIM), indépendante de l'ONU et financée par les Etats-Unis hostiles à l'ONU. Le lointain passé de l'OIM avait été une institution créée de toutes pièces pour les migrants fuyant le communisme. Les Droits de l'homme (DH) ont été remplacés par le droit international humanitaire (DIH). Les réfugiés ont perdu ainsi leur statut de sujets de droit attaché à la liberté individuelle et sont devenus des « flux », des masses à « fixer » dans des camps qui sont les frontières mouvantes de l'Europe actuelle. Des juristes ont décrit le remplacement des droits fondamentaux par l'humanitaire¹⁷⁴ qui s'étend à d'autres secteurs, pour d'autres populations expulsées des droits sociaux et des libertés. Le droit humanitaire est un droit de la guerre a rappelé François Rigaux, un éminent chercheur en droit international et un des présidents du Tribunal des Peuples (voir son texte dans le site desexil.com). Avons-nous saisi la gravité pour l'ensemble de la population d'un tel glissement planétarisé ?

Les millions d'exilé.e.s chassé.e.s et en fuite sur la planète sont un épiphénomène de la tragédie à dimension planétaire, mais pas le seul ! La responsabilité concrète des Etats et de l'UE dans l'adoption, la signature, l'application, l'élargissement du Pacte migratoire et des Conventions sur les droits des migrants et des travailleurs en général (ONU, BIT) rencontre des refus d'engagement, de signature et de fortes résistances. Actuellement, avec Frontex et d'autres dispositifs

on assiste à des tentatives d'Etats et de l'UE de liquider le droit d'asile.

Les actions de résistance au démantèlement ne peuvent devenir effectifs que dans une nouvelle Europe qui prenne acte de l'ampleur de la tragédie globalisée et de l'importance de l'hospitalité politique et des droits fondamentaux, y compris dans le travail et les conditions de vie quotidienne de la population. Le blocage, le déni, le refus d'engagement des Etats riches sont la règle. Ce qui se passe suffit à montrer combien l'Europe est touchée, concernée par la guerre et l'effet boomerang dont parle Luxembourg et par le mensonge en politique, dont l'ossature en matière de migration est l'apartheid raciste¹⁷⁵.

Rappelons tout d'abord, une très ancienne proposition, au niveau structurel, des institutions, parmi un ensemble de mesures concernant l'ONU, l'UE et les Etats de l'UE, que la question de la migration, de l'asile, du droit ne doivent pas être confinée aux Ministères des Affaires étrangères, à Frontex, aux Polices « nationales ». Ce rappel intervient au moment où je lis (source Migreurop) que le Conseil de l'UE s'apprête à demander que les services de renseignement soient plus étroitement liés aux procédures d'asile au niveau national. On mesure les dangers d'une telle mesure pour la sauvegarde des libertés et pour le droit d'asile¹⁷⁶.

Rappelons aussi certaines mesures immédiates et concrètes, concernant l'exercice de la liberté politique et d'expression pour tous, dont les requérants d'asile, les réfugiés, les exilés, le « droit de fuite » qui rencontrent des résistances des Etats et de l'UE actuelle :

- ° la Convention de l'ONU sur les travailleurs migrants et leur famille ;
- ° le Pacte de Marrakech en intégrant l'hospitalité politique dans les principes de base allant au-delà de la « mobilité » pour se centrer sur les droits fondamentaux rattachés à la liberté politique et en se donnant les moyens (ombudsman collectif, tribunaux) de surveillance et d'inventaire, de sanctions centré sur l'évaluation de la gravité des délits et des crimes et des carences dans les droits de protection.

° le Pacte européen sur la migration et le droit d'asile en déplaçant le débat de la libre-circulation, de la mobilité en liberté politique de se mouvoir, impliquant le « droit de fuite ». Le Pacte migratoire ne peut être un simple dépoussiérage rhétorique de la philosophie de Schengen.

La perspective de refondation de l'Europe, par une constituante démocratique où l'hospitalité politique est le pilier d'une politique ouverte, que nous montre le large accueil des Ukrainiens montre l'exigence d'inscrire l'hospitalité politique dans les pratiques, les droits et les constitutions des pays et dans celle à venir de l'UE.

Conclusion : difficile et passionnante démocratie

« Le temps des coups de main, des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête de masses inconscientes, est révolu. Là où il s'agit d'une transformation complète de l'organisation sociale, il faut que les masses elles-mêmes y coopèrent ».

Engels Friedrich, « Introduction à Karl Marx, Les luttes de classes en France, 1848-1850 », in Marx Karl, Œuvres I, p. 1135.

Le pouvoir d'être actif, responsable ne se délègue ni à des chefs quels qu'ils soient, ni aux Etats (sans contre-pouvoirs). Encore plus en temps d'incertitude et de guerre. La révolution, la « transformation complète de l'organisation sociale » ne se préconise pas d'en haut, à des masses « inconscientes », écrit Friedrich Engels. Les conditions-cadre d'une politique commune se construisent, y compris par les droits. Nous sommes mis au défi d'en trouver un nouveau pour la refondation de l'Europe ancrée dans l'hospitalité politique, dans une perspective internationaliste¹⁷⁷. Les scénarios de destruction sont possibles mais pas inéluctables.

A qui s'adresse concrètement la référence avancée de l'Etat de droit qui ressort des placards dans les débats de l'UE pour la Hongrie et la Pologne mais pas pour les politiques migratoires, du travail, des conditions de vie matérielles concrètes, le fameux pouvoir d'achat? D'autres veulent aller encore plus loin dans la destruction. Des négociations pour des « conditions-cadres » entre la Suisse et l'UE sont en cours. Tant les dures négociations entre syndicats, géants économiques, les droits des travailleurs grignotés, que le Covid, l'Ukraine, les violations banalisées du droit sont l'occasion de prendre le risque d'un bilan général basé sur les droits fondamentaux, la démocratie ouverte infiniment à refonder dans les pays, dans une Europe **cosmopolitique**¹⁷⁸ constituante, à tous les niveaux des rapports du plus individuel au plus planétaire, en repérant les mensonges en politique, les ambiguïtés, en assumant des conflits dans un nouveau débat de démocratie directe pour un nouveau départ de l'Europe et de la Suisse, qui renforce la compréhension, l'expérience de l'hospitalité comme ancrage politique et de la difficile et passionnante praxis dé-

mocratique en cours dans un contexte de violence allant aux extrêmes en Ukraine et ailleurs.

Que fait la Suisse pour entrer de plein pied dans le XXI^e siècle ? Parviendrons-nous à construire un noyau de citoyennes et citoyens actifs, qui travaille au renouvellement du concept de neutralité en incluant l'hospitalité politique, qui dépassent la fragmentation des luttes plurielles pour construire en Suisse, en Europe, dans les pays d'origine, de passage, de transit des réfugiés, exilés et avec d'autres une Autre Europe démocratique qui ne soit ni celle des néo-libéraux qui se contentent d'une Europe-marché, de Poutine, d'Orban, d'Erdogan et d'autres dictateurs qui bafouent le principe de subsidiarité des lois, tout en pillant des fonds européens?

Ces avides des privilèges du marché capitaliste, ces tyrans refusent les limites, les évaluations, les contrôles des contre-pouvoirs officiels et civiques. Ils connaissent bien les mécanismes de compromission des Etats dans des intérêts particuliers qui affaiblissent l'Etat de droit et démantèlent les libertés politiques et les droits sociaux ! Les gilets jaunes sous toutes leurs formes en France et ailleurs, le rappellent.

Philosophie de la vie, de la mort. Vivre sa vie, sa mort, *mais sans exagérer*¹⁷⁹, dit une poétesse polonaise. Affronter la vie et la mort. Eviter de provoquer la mort, de la faire subir à d'autres¹⁸⁰. Frontex est un des symptômes d'une dérive dangereuse de l'Europe. Plus. En l'état, Frontex est un grave recul de civilisation qui nous pousse dans le chaos et l'abîme. Ce n'est pas une solution pour la difficile et passionnante démocratie. Ni pour l'Europe constituante en cours. **Ni pour l'hospitalité politique.** Ni pour l'invention ouverte de la démocratie en pratiquant les débats, les conflits. C'est un option pour la planète. Résister. Agir. Encore et toujours.

Marie-Claire Caloz-Tschopp, Genève, état au 28 avril 2022.

Annexes (version papier)

Bibliographie sélective (en préparation, version papier).

Notes

¹ Le blanc n'est pas seulement une couleur chargée de culture, mais peut être, à la fois un signe, et une parole face au cyclope ! Une pancarte aide à installer une complicité dans la résistance avec la ruse du sourire.

² Rappelons-nous qu'un bateau italien a été repêcher les cadavres pour les enterrer à la suite d'un naufrage dont l'Italie a porté une responsabilité certaine (un procès a eu lieu d'ailleurs). La politique des disparus, implique pour résistance d'intégrer le respect des pratiques de culte des morts.

³ Caloz-Tschopp Marie-Claire, *La liberté politique de se mouvoir. Desexil et création : philosophie du droit de fuite*, Paris, éd. Kimé, 2019.

⁵ Voir l'article de Claude Calame dans *Le Temps*, <https://www.letemps.ch/opinions/frontex-complice-dun-double-crime-contre-lhumanite>

⁶ Caloz-Tschopp Marie-Claire, « Réveiller une Suisse en sommeil (1), une police politique (2), *Le Courrier* 13 et 15 décembre 2021. En annexe.

⁷ Caloz-Tschopp Marie-Claire, *Changer de logiciel* », *Revue Choisir*, 2019, texte repris sur le site de la revue et sur desexil.com

⁸ Caloz-Tschopp Marie-Claire, *L'évidence de l'asile*, Paris, éd. L'Harmattan, 2016 (écrit lors de la « crise des réfugiés » en 2015, avec les Syriens bloqués aux frontières et le refus de coordination de la responsabilité par les pays et l'UE.

⁹ En 2019, j'ai écrit un autre essai : Caloz-Tschopp Marie-Claire, *La liberté politique de se mouvoir. Desexil et création : philosophie du droit de fuite*, Paris, éd. Kimé.

¹⁰ Grâce au système de démocratie directe avec le droit de référendum et d'initiative soumis à la votation populaire. Ce qui n'est pas le cas dans la plupart des pays européens.

¹¹ Je remercie toutes les personnes qui, au fil des mois, m'ont fourni des sources, informations, commentaires, qui ont lu des versions successives, qui ont apporté des appuis techniques indispensables. Leur solidarité, leur imagination, leurs critiques ont été fondamentales.

¹² Un petit groupe minoritaire de la Chaux-de-fonds avait lancé un référendum sur la politique du chômage et avait gagné aux élections qui ont suivi le référendum.

¹³ Les rapports s'amoncellent – dont Migreurop - sur l'urgence de cesser les renvois forcés. Voir notamment, le rapport du Conseil de l'Europe qui dénonce le refoulement « généralisé » des migrants aux frontières de l'Europe. <https://www.coe.int/en/web/commissioner/-/pushed-beyond-the-limits-urgent-action-needed-to-stop-push-back-at-europe-s-borders>; <https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/pushed-beyond-the-limits-urgent-action-needed-to-stop-push-back-at-europe-s-borders>;

¹⁴ Une des preuves en est, la rapidité et la facilité, les camps ont été installés aux frontières l'Europe. Abondante littérature. Voir Caloz-Tschopp M.C., *Les étrangers aux frontières de l'Europe et le spectre des camps*, Paris, éd. La Dispute, 2004.

¹⁵ Parmi une littérature très fournie au Japon et ailleurs, on peut relire l'écrivain japonais Kenzaburo Olé (Œuvres, *Quarto*, Gallimard, 2016) et le philosophe, activiste antinucléaire Günter Anders, son essai sur *l'obsolescence de l'homme, son entretien* avec le pilote qui a lancé la bombe, son article, *Qu'importe si je suis désespéré*, etc.. Voir notamment, Anders Günter, *Hiroshima est partout*, Paris, éd. Seuil, 2008 où il édicte deux règles : (1. Plus l'efficacité des dis-

positifs techniques est énorme, plus faible est celle de la masse, 2. La technique à grande échelle peut étouffer la contestation et rendre tout-puissants des individus ».

¹⁶ Gorbachev, avant le coup d'Etat qui l'a éloigné du pouvoir, après avoir épuisé les possibilités d'action et d'évaluation de la Russie a lancé un appel à l'aide internationale. Une Commission d'experts (AIEA et OMS) dirigée par le Dr. Perrin a conclu au danger très limité du taux de radioactivité et a attribué les peurs de la population à des poussées de psychose et de peur du nucléaire.

¹⁷ Pelopidas Benoît, « Imaginer la possibilité de la guerre nucléaire pour y faire face », Guerre et contre-terrorisme, *Cultures et Conflits*, 2022, p. 173-212 (voir l'abondante bibliographie de cet article).

¹⁸ Voir par exemple, Stiegler Barbara, De la démocratie en pandémie, Paris, poche (rapports entre néolibéralisme et démocratie) ; Sarthou-Lajus Nathalie, « la démocratie boîteuse », *Etudes* no. 4, 2022, accessible sur le site Cairn, <https://doi.org/10.3917/etu.4292.0007> ; Robin Marte Marie, *La fabrique des pandémies*, Paris, Découverte, poche (place de la biodiversité dans les politiques publiques de santé ; l'auteure a d'abord travaillé sur la torture dans les dictatures en Amérique latine puis continué sur l'affaire Monsanto et continue son travail la biodiversité), trajectoire très intéressante de cette journaliste-chercheuse-activiste sur la dialectique entre violence extrême et résistance.

¹⁹ Caloz-Tschopp Marie-Claire, « Apartheid en Europe : le défi de la citoyenneté/civilité dans un temps de guerre imprévisible », *Revue française d'histoire des idées politiques*, vol. i, no. 43, 2016, p. 231-254. L'article est accessible sur Carin et aussi sur desexil.com

²⁰ Voir Balibar Etienne, *Violence et Civilité*, Paris, éd. Galilée, 2021.

²¹ La relecture de l'épilogue et du post-scriptum de *Eichmann à Jérusalem, rapport sur la banalité du mal*, Paris, Gallimard, 1963 et l'aporie du jugement à laquelle se heurte Arendt, est intéressante et n'épuise pas la question de crimes hors de toute mesure.

²² Je ne méconnais pas le côté artisanal de l'organisation de la base de données construite avec les moyens limités. Au cours du présent travail, j'ai découvert les sources d'informations de deux jeunes chercheurs concernant Frontex présentées par le journal de Solidarité sans Frontières (SOSF) et surtout l'organisation technique et en adéquation avec les idées qu'ils développent de leur base de données en Allemagne. Un vrai modèle à suivre. Merci !

²³ Ivekovic Rada, *Une guerre de fondation en Europe* (site desexil.com, voir menu, partie II). Cette philosophe d'ex-Yougoslavie, collègue au Collège international de philosophie (CIPh), a publié notamment, un important travail sur la traduction.

²⁴ Monnier Laurent, *L'apartheid n'est pas notre passé. Il sera notre avenir* (leçons d'adieu à l'Université de Lausanne), voir site desexil.com, voir menu, partie II.

²⁵ Amiel Anne, *Expérience et conceptualisation (Hannah Arendt). Comment se pensent les révolutions, comment les penser ?* (site desexil.com, parti IV).

²⁶ Parmi de nombreuses publications sur l'histoire du XXe siècle, son dernier livre passionnant traduit en français, *Révolution. Une histoire culturelle*, Paris, La Découverte, 2022 élargit et approfondit les interrogations sur la révolution.

²⁷ Dans nos recherches sur le desexil de l'exil particulièrement dans les travaux dans le cadre du Programme de Collège International de philosophie, nous avons posé le postulat que, dans le monde actuel, nous sommes toutes et tous des exilé.e.s, d'où l'exigence d'une praxis et d'une pensée transversale à toutes les frontières, y compris celles qui se diluent (voir desexil.com).

²⁸ dont nous avons traduit certains textes en espagnol et travaillé dans le cadre du Programme *desexil de l'exil* (voir site desexil.com). Ces traductions ont eu lieu grâce à la collaboration avec

un éditeur chilien et sont diffusées par les éditions l'Harmattan, un des partenaires du travail depuis de longues années. Il est important de prendre en compte aussi les recherches sur la « reproduction sociale » (federici et autres).

²⁹ Dans l'opacité des informations, on en arrive à imaginer le remplacement de « l'espace Schengen » par Frontex en expansion à l'échelle planétaire, pris dans la politiques des « blocs » en transformation (voir plus bas).

³⁰ Pour bien saisir la portée d'une telle réflexion, on peut relire par exemple, Schmitt Carl, *Le nomos de la terre*, Paris, PUF, 2001.

³¹ La réalité est mouvante, changeante et l'écriture d'un texte obéit à des contraintes à la fois matérielles et théoriques, dont celle d'observer la réalité, les terrains en transformation, les limites de la tradition, de dégager des problèmes, des interrogations, des démarches, des méthodes venant des expériences, des rapports de pouvoir matériels et symboliques et de construire des savoirs ouverts, expérimentaux. Comment se pensent les révolutions, comment les penser, se demande, par exemple, Anne Amiel à propos de Hannah Arendt (voir son texte dans desexil.com)

³² Guterres Antonio, secrétaire général de l'ONU a lancé l'alerte publique, pressante à la communauté internationale, sur un possible « ouragan de famines et un effondrement du système alimentaire mondial » (La Russie et l'Ukraine sont les deux producteurs les plus importants de blé de la planète).

³³ Lors de la soirée publique organisée à Genève par 14 organisations *Halte à la guerre ! Comprendre, échanger, agir*, 23 mars 2022.

³⁴ Dans les mouvements sociaux, sous des formes nouvelles, avec de nouvelles praxis, sur de nouveaux terrains, des questions et dans des essais multiples.

³⁵ A la suite du succès du référendum : non au financement de l'agence de garde-frontières Frontex, publié dans la feuille fédérale suisse du 12.10.2021.

³⁶ Je pense notamment à la question du climat, aux rapports du GIEC, aux manifestations de jeunes qui se succèdent, aux fragmentations des luttes, aux difficultés de conjuguer des actions de résistance.

³⁷ voir notamment, [SOYSUREN Ibrahim, Neuchâtel, A quoi correspond « l'abolition » annoncée du Règlement Dublin par le Pacte européen sur la migration et l'asile ?](#) (site desexil.com, IV).

³⁸ Référendum contre l'arrêté fédéral du 1er octobre 2021 portant approbation et mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise du règlement de l'UE 2019/1896 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements de l'UE no. 1052/2103 et 2016/1624 (développement de l'acquis de Schengen).

³⁹ www.frontex-referendum.ch

⁴⁰ Je tiens à remercier le frère de Nicholas Busch et sa compagne qui ont partagé les archives de *Fortress Europe ?* après le décès de N. Busch. (site desexil.com, partie II).

⁴¹ Partiellement reconnue par la Déclaration des droits de l'homme. Droit de quitter son pays, mais pas d'entrer dans un autre pays. Ce point a été souligné par des juristes en son temps, comme Jean-Yves Carlier (visa de court séjour) et Monique Chemillier-Gendreau. Voir desexil.com

⁴² Le mot *révolution* est lourdement chargé d'histoire(s), au point qu'il en devient inutilisable. La révolution est une pluralité de rêves, de conceptions, de pratiques, de mémoires, etc. C'est à la fois une curiosité infinie, un désir pour autre chose que ce qui existe, les luttes de libération, d'émancipation insurrectionnelles pour la vie/survie, la dignité, la liberté, l'égalité, la sororité-fraternité, la justice, la solidarité. Au-delà de l'histoire de longue durée, moderne, contempo-

raîne, son usage implique une approche *radicalement déplacée* de la notion d'histoire. En arrière fond, il y a la fascination, les critiques du progrès fascinant du capitalisme industriel et ses destructions. Le terme de révolution a été capté par l'histoire européenne qui a universalisé la révolution française en déniait par exemple, des expériences antérieures en Europe et la révolution d'Haïti. Il est pris en tenaille entre « socialisme ou barbarie », mot de Rosa Luxemburg au tournant impérialiste du XIXe-XXe siècle. Il implique la critique du lien entre révolution et guerre civile hérité de la révolution russe. En arrière-fond, il y a les massacres coloniaux, impériaux, les guerres « totales », la faim dans le monde, Guernica, Dresde, Hiroshima, les génocides, les féminicides, etc. Loin de « conceptualiser la révolution », d'en faire un mythe, de limiter les interrogations sur une sémantique de la révolution, de la situer dans un *kairos* événementiel, de se contenter de métaphores comme celles de la locomotive de l'histoire (Marx) de l'avion, des tanks aujourd'hui déjà dépassés par les satellites, le mot révolution implique un déplacement radical. En 1940, Walter Benjamin, évoquait une posture « d'avertisseur d'incendie » (voir Löwy Michael, W.B. *Avertissement d'incendie*, PUF, 2001). La révolution devenant alors un frein d'urgence, (voir, Löwy Michael, *La révolution est le frein d'urgence*, Paris, l'Éclat, 2019). Cet auteur met l'accent à la fois sur l'histoire tragique du XVIe-XXe siècle impliquant l'intégration des limites du capitalisme, des urgences écologiques de la planète. L'usage du mot, implique donc non pas l'évitement du mot, mais un parcours radicalement critique à l'aune de la violence allant aux extrêmes et des luttes actuelles des mouvements sociaux fractionnés (classe, race, sexe, nature). On peut ajouter aux urgences écologiques, les constats sur les inégalités mondiales, (les pauvres qui sont le 50% de la planète, se partagent le 2% des richesses), dont une des inégalités qui n'a pas d'amélioration réelle à l'échelle globale : les inégalités de richesses entre hommes et femmes (voir, Chancel Lucas, Piketty Thomas, *Rapport sur les inégalités mondiales*, 2022).

⁴³ Voir Confédération suisse, Chancellerie fédérale, Explications Berne, *Reprise du règlement de l'UE relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes (développement de l'acquis de Schengen)*, du 16.2.février, et le document excellent de l'Association Vivre Ensemble des 7 vrais et faux arguments du 3 mai 2022 dans la campagne Frontex en Suisse. Site Vivre Ensemble, Genève (en annexe dans la version papier).

⁴⁴ Un exemple sur le terrain de la migration aux frontières de la Lybie, dans le désert du Sinaï. Lors d'une soirée publique sur les pratiques solidaires d'accueil des migrants en Italie en lien avec le débat sur Frontex, le 29 mars 2022, à l'Université de Genève, un prêtre, président de l'ONG Habshia Agency for Cooperation and Development, Italie (numéros d'appel d'urgence pour les migrant.e.s en mer), a raconté une des tâches très difficiles à laquelle il a affronté dans son travail. Des groupes de réfugiés (Soudanais échappés du Darfour, du Soudan, de l'Erythrée) ont échappé aux prisons lybiennes en fuyant, avec le projet de traverser le Sinaï et de demander l'asile en Israël. Ils ont été bloqués dans le désert et sequestrés par des organisations criminelles qui ont exigé une rançon pour les conduire. Ceux qui ne pouvaient pas payer directement ou par leurs familles, pouvaient donner un rein qui était prélevé ou étaient abandonnés dans le désert. Les morts étaient alors dépouillés de l'ensemble des organes utiles. Un charnier de 3.000 cadavres a été découvert dans le désert du Sinaï. Non seulement il y a violation des droits fondamentaux, mais un recul de civilisation avec le seuil de la référence historique de l'Habeas Corpus. C'est une logique de violence extrême du « **faire disparaître** » que l'on retrouve dans de la logique de la politique des disparus (Argentine et ailleurs), avec le refus du culte des morts.

Voir aussi à ce propos, Caloz-Tschopp Marie-Claire, *Politique du « faire disparaître », quelle énigme ?* Texte original (desexil.com, partie IV).

⁴⁵ Rada Ivekovic a écrit son texte lors de la fondation du Groupe de Genève, Violence et Droit d'asile en Europe, en 1996, dont les Actes sont en libre accès sur le site desexil.com

⁴⁶ Voir son texte sur le site desexil.com

⁴⁷ Chomsky Noam, « Nous nous rapprochons du point le plus dangereux de l'histoire de l'humanité », *Les Crises*. Source : New States Man, George Eaton, Phil Clark Hill, 30 avril 2022.

⁴⁸ Voir le texte d'Anne Amiel, dans le site desexil.com

⁴⁹ Del Ponte Carla, « Poutine est un criminel de guerre », Entretien, *Le Temps* 2.4.2022

⁵⁰ L'OTAN compte le 55% des dépenses militaires mondiales, dont la grande partie des dépenses européennes dans l'OTAN sont couvertes par les Etats-Unis.

⁵¹ Sans prétention d'analyse complète de la géopolitique économique et politique de la planète, voir cependant par exemple à ce propos, Chaliand Gérard, *Pourquoi perd-on la guerre ?* Paris, Odile Jacob, 2017 ; Larané André, « Ukraine. Les causes de la guerre », *herodote.net*, 2022.

⁵² Voir par exemple, Bossard Bérengère, Cohen Aurélien Gabriel, « L'improbable et l'imprévu. A propos des centrales nucléaires en temps de guerre », *Terrestres*, Revue des livres, des idées et des écologies, 24 mars 2022.

⁵³ Le lancement du référendum a été un succès.

⁵⁴ A ce propos, observons dans les discours officiels le glissement de la stratégie *défensive* à la stratégie *offensive* de l'OTAN qui implique une stratégie, des armes différentes livrées à l'Ukraine notamment.

⁵⁵ Dès mars 2022, le président Biden a affirmé qu'il assumerait une montée éventuelle aux extrêmes si l'offensive russe en venait à s'étendre au territoire d'un des membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Source, *Monde diplomatique*, avril 2022. La formule contient de fait, l'usage du nucléaire.

⁵⁶ Un inventaire *transversal* de l'ensemble des pratiques de résistance à la guerre est fondamental. Exemple, accorder effectivement (le principe existe déjà) l'asile aux déserteurs russes, ukrainiens et aussi syriens et d'autres pays en guerre ; les pratiques civiques d'accueil ; les interventions multiples pour limiter les pillages, les destructions dans les pays de départ, les mesures pour le climat, les luttes contre les pratiques du capitalisme libertarien, total-libéral etc. Un nouvel imaginaire *transversal* de ces pratiques multiples de résistance au niveau de la globalisation est en cours.

⁵⁷ Calmy-Rey Micheline, *Pour une neutralité active. De la Suisse à l'Europe*, éd. Savoir suisse, Lausanne, 2021.

⁵⁸ Cette question, impliquant entre autre la discussion des articles 8 et 10 de la Constitution fédérale impliquant un changement de la politique internationale de la Suisse fait l'objet d'un autre article.

⁵⁹ Parmi une littérature très abondante, voir notamment, les travaux des historiens Christian Ingrao, Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker et Henry Rousso qui ont notamment publié : *La violence de guerre, 1914-1945. Approches comparées des deux conflits mondiaux*, éd. Complexe en 2002. Voir aussi : Bruno Cabanes, Thomas Dodman, Hervé Mazurel, Gene Tempest, *Une histoire de la guerre. Du XIXe siècle à nos jours*, éd. Seuil, 2018.

⁶⁰ Simone Weil a écrit une interprétation philosophique de grande qualité sur la guerre de Troie dans l'Iliade avant son changement de position. Voir *L'Iliade ou le poème de la force*, Paris, éd. de l'éclat, Paris, éd. 2014. Sous-titre du livre, une phrase : « *La force... fait de l'homme une*

chose au sens le plus littéral, car elle en fait un cadavre. Il y avait quelqu'un, et, un instant plus tard, il n'y a personne » (couverture).

⁶¹ Voir notamment Badié Bertrand, *Repenser la sécurité internationale*, Paris, O. Jacob, 2022.

⁶² Seuls deux conflits armés entre Etats ont eu lieu en 2021, sur un total de conflits dans 39 Etats et l'expansion du complexe militaro-industriel (concept avancé dès 1914), Sources SIPRI.

⁶³ Voir les rapports du SIPRI, Stockholm International Peace Research Institute, sur la croissance du commerce des armes.

⁶⁴ Voir à ce propos par exemple, Elluin Aymeric, Fontenelle Sébastien, *Ventes d'armes : une honte française*, Paris, éd. Passager clandestin (Amnesty International), 2022.

⁶⁵ La possibilité a aussi été évoquée par J. Biden.

⁶⁶ Woolf Virginia, *Trois guinées*, Paris, 10-18. Andrew McNeillie (éd.), London, The Hogarth Press, 1987, dont le texte sur les trois guinées. Voir aussi, Alexandre SEURAT, "La guerre rendue présente par ses fantômes : Virginia Woolf, Erich Maria Remarque et Louis-Ferdinand Céline", in M. Finck, T. Victoroff, E. Zanin, P. Dethurens, G. Ducrey, Y.-M. Ergal, P. Werly (éd.), *Littérature et expériences croisées de la guerre, apports comparatistes. Actes du XXXIXe Congrès de la SFLGC*, URL : <https://sflgc.org/acte/alexandre-seurat-la-guerre-rendue-presente-par-ses-fantomes-virginia-woolf-erich-maria-remarque-et-louis-ferdinand-celine/>, page consultée le 05 Avril 2022. Aujourd'hui, voir l'Appel des féministes russes à s'opposer à toutes les guerres, <https://t.me/femagainstwar>. L'appel se trouve sous forme papier dans *Archipel*, no. 313, mars 2022.

⁶⁷ Rappelons aussi des chiffres sur la production d'armes dans les domaines civils et militaire (hors trafic) selon le SIPRI (en 2020 en milliards d'USD) : Etats-Unis, 77,8 ; Chine 252 ; Inde 72 ; Russie 61,7. Principaux exportateurs d'armes majeures (2016-20, part mondiale) : Etats-Unis 37%, Russie 20%, France 8,2%, Allemagne 5,5%, Royaume Uni, 3,3% etc., GRIP-SIPRI, Yearbook, Armaments, Disarmament, International Security, 2021/4 (avant la guerre d'Ukraine). Principaux importateurs d'armes (2016-2020, % part mondiale : Afrique 7,3 ; Amériques 5,4 ; Asie et Océanie 42 ; Europe 12 ; Moyen-Orient 33. Voir aussi, site Industrie de l'armement, Wikipedia.

⁶⁸ Voir par exemple, Arendt Hannah, *Qu'est-ce que la politique ?* Paris, éd. Seuil-poche, 1995.

⁶⁹ Voir Svelana Alexievitch, *La grande guerre patriotique* (la guerre n'a pas un visage de femme), les floués de la guerre d'Afghanistan, *Les cercueils de zing*, les victimes de Tchernobyl, *La Supplication*, etc..

⁷⁰ Pour ce qui concerne les Etats-Unis, à part l'épisode de septembre 2001 où ils ont été attaqués par les airs par des avions, ce sont les Etats-Unis qui ont bombardé des villes durant la deuxième guerre mondiale (Hiroshima et Nagasaki), puis de l'ambassade de Chine à Belgrade (1999), Kunduz en Afghanistan (2002, début des bombardements américains), au Soudan, à Bagdad, en Syrie. La Turquie s bombardé des positions kurdes dans l'est de la Turquie, en Irak, en Syrie (villages). La Chine n'a pas utilisé les bombardements de la population civile dans sa stratégie militaire.

⁷¹ Jusqu'au point, où la stratégie de « ligne rouge » à ne pas dépasser s'avère être un échec et qu'il faut définir les seuils de la résistance à la guerre autrement.

⁷² Boulgakov Mikhail, *Le maître et Marguerite*, poche.

⁷³ La Chine n'emploie pas non plus le mot guerre.

⁷⁴ En Europe, pris dans le débat sur l'OTAN, on oublierait la Chine, l'autre nouvel empire.

⁷⁵ Benveniste Emile, *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*, Paris, Minuit, 1969.

⁷⁶ En cachant les nombreuses incohérences, violations des droits de l'homme de Frontex, « Keller-Sutter torpille un référendum qui a l'énorme avantage de mettre enfin en lumière les

sombres agissements de l'agence européenne de surveillance des frontières et d'agir directement et efficacement contre la croissance exponentielle de Frontex et donc le réarmement aux frontières extérieures de Schengen », extrait du blog de SOSF du 8.2.2022 (www.sosf.ch)

⁷⁷ Caloz-Tschopp Marie-Claire, « Changer de logiciel civique », revue *Choisir*, Genève, 2021 (voir desexil.com)

⁷⁸ La Boétie, *Discours de la servitude volontaire*, XVI^e siècle, diverses éditions.

⁷⁹ <https://www.politico.eu/newsletter/brussels-playbook/trouble-at-frontex-ruble-roulette-jeppes-replacement/>; voir aussi, le fait que Frontex a maquillé des renvois illégaux de migrants en mère Egée. https://www.lemonde.fr/international/article/2022/04/27/refolements-en-mer-egée-les-recensements-errones-ou-mensongers-de-frontex_6123944_3210.html; voir aussi le dépôt de plainte de l'ONG allemande Sea-Watch, <https://www.infomigrants.net/fr/post/40143/long-allemande-seawatch-porte-plainte-contre-frontex?fbclid=IwAR3xZsQWPMHv9rVRG-u3vbFFtFwdZ1-2eC8zTsuFbh6TUuZUSYDgS05g2t4>

⁸⁰ C'est la recherche et la thèse d'un géographe, Simon Noori (voir plus bas).

⁸¹ En cachant les nombreuses incohérences, violations des droits de l'homme de Frontex, « Keller-Sutter torpille un référendum qui a l'énorme avantage de mettre enfin en lumière les sombres agissements de l'agence européenne de surveillance des frontières et d'agir directement et efficacement contre la croissance exponentielle de Frontex et donc le réarmement aux frontières extérieures de Schengen », extrait du blog de SOSF du 8.2.2022 (www.sosf.ch)

⁸² Rapport de Myriam Douo, Luisa Izuzquiza, Margarida Silva, du Corporate Europe Observatory, ONG spécialisée dans la lutte contre la corruption autour des institutions européennes. Source : Bulletin de SOS-ASILE VAUD no. 141, 2022.

⁸³ Voir un exemple, une base de donnée des migrants morts sur la route des Balkans, fournie par Migreurop : <https://4dtrail.wordpress.com/database/>

⁸⁴ Nina Fabrizi-Racine, « Frontex, nouvelle Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes : des données et des hommes », *La Revue des Droits de l'homme*, mars 2017. En ligne : Nina Fabrizi-Racine, "Frontex, nouvelle Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes : Des données et des hommes", *La Revue des droits de l'homme* [Online], Actualités Droits-Libertés, Online since 21 March 2017, connection on 23 March 2022. URL: <http://journals.openedition.org/revdh/3037>; DOI: <https://doi.org/10.4000/revdh.3037>; cet article, où l'auteur formule une thèse, a l'avantage de faire la recension des arguments juridiques.

⁸⁵ A propos des lobbys de l'industrie de la sécurité et de l'armement dans Frontex, voir le travail de Emanuela Barbiroglio, <https://voxeurop.eu/fr/frontex-les-lobbyistes-derrière-la-politique-migratoire-de-lue/>

⁸⁶ Voir les travaux de la sociologue Saskia Sassen, dans la sociologie de la globalisation qu'elle développe dans des recherches sur les cadres (empires, Etat, Etats-nations, villes), les nouveaux acteurs échappant aux Etats, sa méthode transversale, la « complexité et la brutalité dans l'économie globale ».

⁸⁷ Un fait étonne. Le long silence de la France à propos de Frontex. La France a beaucoup investi sur Frontex (présidence française) dans sa stratégie européenne de défense, et c'est un échec. Ce qui reste à analyser.

⁸⁸ Matthias Monroy, Activiste et rédacteur de la revue allemande, « Bürgerrechte&Polizei/CLIP, appuis de la Fondation Rosa Luxemburg (rosalux.de) ; Membre Humanistische Union. Rapports annuels sur les droits fondamentaux, dernier rapport 2021, ISBN 978-3-596-70622-8, 267

pages,; nombreux textes collectifs et individuels: ex. « Les nouvelles frontières de Fortress Europe », Humanistische Union », p. 79-88, 2015, site de l'auteur. +Textes sur le dite digit.so36.net (multilingue) : Der lange Weg zur Drohnenmacht, 2022 ; La Turquie se prépare pour le premier porte-avions au monde avec des drones, 2022 ; Filtrage des voyageurs : les Etats-Unis veulent interroger les bases de données d'empreintes digitales en Europe, 2022 ; Systèmes d'information Europol : pêcher le « lac des données » avec un nouveau filet, 2022 ; Modification du règlement SIS II. Europol coordonne les propositions de signalements émanant de pays tiers, 2002 ; Premier déploiement en bordure d'une zone de guerre : L'UE envoie Frontex en Moldavie, 2022 ; ADN, images faciales et empreintes digitales : les système de police biométriques allemands contiennent 10 millions de personnes, 2022 ; Demandes des Etats membres de l'UE : la Grèce doit moderniser ses frontières avec des hélicoptères, des drones et des chiens policiers, 2002 etc. ; Simon Noori (Simon Santowski) Université de Zurich, Département de géographie. Spécialité. Il étudie diverses pratiques, matérialités et rationalités de gouvernance des mouvements transfrontaliers, avec un accent particulier sur le régime des frontières européennes. Dans son doctorat il a retracé l'émergence socio-matérielle du *paquet européen Smart Borders* pour le contrôle biométrique des frontières, et d'autres travaux sur les zones frontalières contestées en Europe, telles que les luttes actuelles pour la liberté de mouvement en Méditerranée et les tentatives de stabilisation du régime frontalier européen après son effondrement en 2015. 3 publications : Noori, Simon (2021). Infrastructures suspectes : automatisation du contrôle des frontières et multiplication de la méfiance grâce aux portes électroniques biométriques. *Géopolitique*. Accès ouvert sur <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14650045.2021.1952183> ; Leese, Matthieu; Noori, Simon; Scheel, Stephen (2021). Les données comptent : la politique et les pratiques de la gestion numérique des frontières et des migrations. Introduction à un numéro spécial de *Géopolitique*. Accès ouvert sur <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14650045.2021.1940538> ; Noori, Simon (2020). Naviguer en mer Égée : smartphones, activisme transnational et via des in(ter)ventions politiques dans des zones frontalières maritimes contestées. *Journal d'études ethniques et migratoires*. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/1369183X.2020.1796265> .

⁸⁹ Voir à ce propos l'article de wikipedia sur les F 35, dont l'achat est débattu en Suisse en ce moment.

⁹⁰ Voir notamment à ce propos, Chaliand Gérard, *Des guérillas au reflux de l'Occident*, Paris, éd. Passés/Composés, 2020.

⁹¹ Voir les travaux de Saskia Sassen à ce propos par exemple. Rappelons qu'actuellement, plus de 50% de la population mondiale vit dans des villes de plus d'un million d'habitants.

⁹² On se rappelle les déclarations d'Hitler et aussi celles de Pinochet avec sa doctrine de la « sécurité nationale » et toutes les guerres de territoires des empires et aussi des Etats-nations.

⁹³ Les débats sur ces 3 auteurs sont recensés en philosophie politique, en science politique, dans les sciences sociales. Je ne reprends pas ici la richesse des débats, des critiques, je me centre sur des notions-clés que j'estime importants pour la compréhension de Frontex mis en contexte de la situation actuelle.

⁹⁴ Les féministes matérialistes considèrent que le sexisme s'articule aux rapports de classe, de race, en étant à la fois historique et transhistorique. Voir les travaux de Colette Guillaumin, Nicole Mathieu, Paola Tabet, notamment. Voir aussi les travaux de Silvia Federici et son dernier livre traduit en français, *Une guerre mondiale contre les femmes. Des chasses aux sorcières aux féminicide*, Paris, La Fabrique, 2021.

⁹⁵ Voir à Tosel André, *Kant révolutionnaire. Droit et politique*, Paris, PUF, 1992.

⁹⁶ Combien de temps a-t-il fallu pour que la France reconnaisse sa « guerre » impériale, coloniale avec l'Algérie ? Les massacres de Madagascar, les génocides des Herreros ont préfiguré les nouvelles formes de violence sans ligne rouge.

⁹⁷ Voir les travaux de Rigouste Mathieu, *L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, Paris, La découverte, 2009. Voir aussi les travaux sur le discours sécuritaire en France, Thuillier François, « Genèse du discours sécuritaire », *Le Monde diplomatique*, avril 2022 ; à cette analyse il faudrait ajouter les débats globalisés après l'attaque des tours aux Etats-Unis le 11 septembre 2001 et le débat sur le « terrorisme » qui complexifie l'approche sécuritaire. Voir aussi, Derrida Jacques, Habermas Jürgen, *Le « concept » du 11 septembre*, Paris, Galilée, 2004.

⁹⁸ Des juristes en Suisse ont souligné l'étrangeté historique d'un Département d'Etat défini par deux notions en tension (justice et police). La Suisse n'a pas de Cour constitutionnelle.

⁹⁹ Frontex : une exclusion automatique de Schengen ? Voir, Frontex. Décryptage. Les arguments « manipulateurs » du Conseil fédéral. Une exclusion automatique de Schengen ? », *Bulletin Vivre ensemble*, no. 187, avril 2022, p. 2. Pas évident. <https://asile.ch/2022/04/12/frontex-decryptage-1-une-exclusion-automatique-de-schengen/>

¹⁰⁰ Nordmann François, « Oui à Frontex : la contestation est devenue sans objet », *Le Temps*, 22 mars 2022.

¹⁰¹ « Je n'ai rien contre la décision de l'Union européenne, et de la Suisse, de créer des conditions particulièrement favorables à l'accueil des réfugiés d'Ukraine. Il est cependant inacceptable que cela ne s'applique pas aux personnes qui fuient d'autres guerres. Celles-ci, quand elles ne meurent pas noyées en Méditerranée ou de froid aux frontières de la Pologne, sont inexorablement refoulées ou finissent, ici, dans un bunker », Franco Cavalli, oncologue, ancien conseiller nationale tessinois, *Le Courrier*, 23 mars 2022 .

¹⁰² Titre de la leçon d'adieu à l'Université de Lausanne de Laurent Monnier : « L'apartheid a été notre passé, est notre présent, sera notre avenir », écrit Laurent Monnier dans un texte qui est un testament politique.

¹⁰³ Voir documents et articles dans le site desexil.com

¹⁰⁴ *Vivre Ensemble*, « Permis S. Vers une nouvelle protection pour toutes et tous ? », *Bulletin*, no. 187, Genève, avril 2022.

¹⁰⁵ [L'aide d'urgence n'est pas un droit : https://droit-de-rester.blogspot.com/](https://droit-de-rester.blogspot.com/)

¹⁰⁶ C'est le point de départ de ma thèse de doctorat écrite tout en élaborant une pratique et une réflexion sur les réfugiés, la résistance. Voir, Caloz-Tschopp Marie-Claire, *Les sans-Etat dans la philosophie de Hannah Arendt. Les humains superflus, le droit d'avoir des droits et la citoyenneté*, Lausanne, éd. Payot, 2000.

¹⁰⁷ Le débat est complexe. Très brièvement, pour saisir ce qu'Arendt formule sous la forme d'un phénomène qui l'a dérangée (Eichmann, grand criminel de guerre condamné pour crime contre l'humanité, « ne pensait pas »), un point de méthode s'impose : lire ensemble *Le procès d'Eichmann* et *la Vie de la pensée*.

¹⁰⁸ Arendt Hannah, « Du mensonge en politique. Réflexions sur les documents du Pentagone », in *Du mensonge à la violence*, Paris, éd. Calmann-Lévy, p. 7-53.

¹⁰⁹ A ce propos, un chercheur latino-américain a fourni un texte important de réflexion sur l'affaire Snowden. Voir VIÑAR Ulriksen Daniel, Montevideo, *Panoptique global contre les réseaux communautaires. Quelques notes à propos de Permanent Record, d'Edward Snowden*, novembre 2020. (desexil.com, partie IV).

¹¹⁰ Zuboff Shoshana, *L'âge du capitalisme de surveillance*, Paris (éd. française), éd. Zulma essais, 2019.

¹¹¹ Voir, quand il s'intéressait dans les années Berlusconi à démêler le vrai du faux, à reconnaître le fascisme, puis plus tard, les fake news, les falsifications, Eco Umberto, *Reconnaître le faux*. Paris, Grasset, 2022.

¹¹² Arendt Hannah, « Vérité et politique », *La crise de la culture*, p. 289-290.

¹¹³ Arendt Hannah, ouvrage *Crises of the Republic*, publié en 1969, puis traduit en français sous le titre, *Du mensonge à la violence*, Paris, éd. Calmann-Lévy 1972, ISBN 2-266-02882-0 p. 7-51, à propos des documents du Pentagone concernant la guerre du Vietnam.

¹¹⁴ L'essai d'Arendt commence ainsi : « L'objet de ces réflexions est un lieu commun. Il n'a jamais fait de doute pour personne que la vérité est la politique sont en assez mauvais termes, et nul, autant que je sache, n'a jamais compté la bonne foi au nombre des vertus politique. Les mensonges ont toujours été considérés comme des outils nécessaires et légitimes, non seulement du métier de politicien ou démagogue, mais aussi dans celui d'homme d'Etat. Pourquoi en est-il ainsi ? Et qu'est-ce que cela signifie quant à la nature et à la dignité du domaine politique d'une part, quant à la nature et à la dignité de la vérité et de la bonne fois d'autre part ? Est-il de l'essence même de la vérité d'être impuissante et de l'essence du pouvoir d'être trompeur ? ... », Arendt Hannah, « Vérité et politique », *La crise de la culture*, p. 289-290.

¹¹⁵ Paris, éd. Gallimard, 1972, p. 289-337.

¹¹⁶ De Beauvoir Simone, *Pour une morale de l'ambiguïté*, Paris, Gallimard, 1947.

¹¹⁷ Dans d'autres textes Arendt explore cette caractéristique du pouvoir d'agir qu'elle base sur la naissance. Elle est une philosophe de la naissance et non de la mort. Voir encore par exemple, Arendt Hannah, *Qu'est-ce que la politique ?* Paris, Seuil, éd. français 1995 et poche.

¹¹⁸ Deux publications de Séminaires sur Jose Bleger, sont en libre accès sur le site desexil.com.

¹¹⁹ Voir par exemple, Zajec Olivier, « La menace nucléaire », *Le Monde diplomatique*, avril 2022.

¹²⁰ Pas pour les mêmes raisons que Poutine qui oppose Lénine et Staline sur la question des nationalités.

¹²¹ Perocco Fabio (dir.), *Tortura e migrazioni*, Venise, Ed. Ca'Foscari, 2021.

¹²² Parmi les abondants commentaires, voir <https://www.forumrefugies.org/s-informer/positions/europe/774-pacte-europeen-sur-la-migration-et-l-asile-afin-de-garantir-un-nouveau-depart-et-d-eviter-de-reproduire-les-erreurs-passees-certains-elements-a-risque-doivent-etre-reconsideres-et-les-aspects-positifs-etendus>

¹²³ Pour ce document confidentiel de la Commission de l'UE, voir site desexil.com

¹²⁴ Une thèse de philosophie sur Hannah Arendt articulé à un travail de défense des droits de requérants déboutés et de construction du mouvement d'asile a permis de situer son œuvre dans la période historique (fin 19^e-20^e siècle) et de saisir la richesse de son travail. Voir Caloz-Tschopp Marie-Claire, *les sans-Etat dans la philosophie de Hannah Arendt*, Lausanne, éd. Payot, 2000.

¹²⁵ Face à la violence allant aux extrêmes, le classement du pouvoir par le biais des régimes politiques (science politique) montre ses limites.

¹²⁶ Balibar Etienne, *Violence et Civilité*, Paris, Galilée, 2010. Voir aussi, Balibar Etienne, « Reflections on Gewalt », *Historical Materialism*, vol. 17, 2009, p. 99-124 ; Engelschall Titus, Müller Elfriede, Stojakovic Krunoslav, *Revolutionäre Gewalt. Ein Dilemma*, Berlin, Mandelbaum, 2019.

¹²⁷ Voir sa conférence sur la violence à l'Université de Genève et celle d'Amnesty International pour lancer le travail (site desexil.com).

¹²⁸ Extrait d'un texte: Pour le texte complet, voir Caloz-Tschopp Marie-Claire, « Rosa Luxemburg, la découverte de l'effet boomerang de l'impérialisme et la liberté », in, Caloz-Tschopp Marie-Claire, Felli Romain, Chollet Antoine, Rosa Luxemburg. Antonio Gramsci actuels, Paris, éd. Kimé. 2018, p. 103-139. Texte accessible sur le site desexil.com

¹²⁹ Luxemburg Rosa, « critiques des critiques ou : ce que les épigones ont fait de la théorie marxiste », *Œuvres*, pp. 137-177, 1976a.

¹³⁰ Arendt Hannah, au début du volume 2 des *Origines du totalitarisme, L'impérialisme*, éd. *Points-essai, poche*, 1972.

¹³¹ Voir à ce propos, Chamayou Grégoire, *Les chasses à l'homme*, Paris, La Fabrique, 2010.

¹³² Voir à ce propos, Lindqvist Sven, *Exterminez toutes ces brutes*, Paris, éd. Le serpent à plumes, 1999.

¹³³ On retrouve cette philosophie d'aller-retour dans les politiques migratoires et plus particulièrement dans les politiques d'expulsions, alors que les mouvements de la migration sont bien plus complexes et impliquent le « droit de se mouvoir » (Caloz-Tschopp, 2016). Un tel droit, traduit dans les droits fondamentaux ne concerne que le droit de quitter son pays, mais pas d'entrer dans un autre pays.

¹³⁴ Benjamin Walter, *Œuvre 1 et 2*, Paris, Folio, 2000.

¹³⁵ On est frappé par les travaux de Simone Weil et d'Hannah Arendt qui reviennent à la guerre de Troie pour qualifier, après Luxemburg la deuxième guerre mondiale à la suite de la première.

¹³⁶ Ogilvie Bertrand, *L'homme jetable. Essai sur l'exterminisme et la violence extrême*, Paris, éd. Amsterdam, 2012.

¹³⁷ Engels F., préface à la brochure de S. Borkheim, *A l'intention des patriotards allemands de 1806-1807*, cité dans Lénine, *Paroles prophétiques*, Œuvres, t. 27, Moscou, éd. En langues étrangères, 1961, 526-527.

¹³⁸ Luxemburg Rosa, « Discours devant le tribunal de Francfort (1914) », in *Œuvres*, Paris, éd. Sociales, pp. 163-176, 1982b.

¹³⁹ La citation de R. Luxemburg est reprise, du Journal du Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA) de février 2019, sans préciser le texte exact de RL, mais on reconnaît bien sa plume.

¹⁴⁰ Citons par exemple, en France, <https://crem.univ-lorraine.fr/actualites/cornelius-castoriadis-centenaire-de-sa-naissance-et-notice-du-publicionnaire>

¹⁴¹ La connaissance de ce texte fondateur de Castoriadis, *La découverte de l'imagination*, a déterminé le choix de mon mémoire de philosophie et son œuvre m'a accompagné par la suite tout au long de mon travail. Son approche de l'autonomie, de la démocratie, m'a permis d'aborder la « démocratie », non tant comme *régime*, que comme *puissance d'imaginer, d'agir*. Voir notamment, Caloz-Tschopp Marie-Claire, « Jamais l'âme ne pense sans fantasma », 2019, *La liberté politique de se mouvoir. Desexil et création : philosophie de la fuite*, Paris, éd. Kimé, p. 429-461. Le texte se trouve en libre accès dans le site desexil.com

¹⁴² Signalons ici, le très important travail de David Curtis. curtis@msh-paris.fr; Cornelius Castoriadis Agora International Website : <https://www.agorainternational.org>

¹⁴³ Déclaration dans un long entretien de Christine Schraner Bergener, diplomate, à la tête du Secrétariat d'Etat suisse aux migrations depuis 2022, *Le Temps*, 2 avril 2022.

¹⁴⁴ Rancière Jacques, *La Méésentente*, Paris Galilée, 1995 ; *L'envers du consensus*, Paris, éd. La Fabrique, 2022.

¹⁴⁵ Initiative populaire fédérale « Contre le F-35 (stop F-35), 31.08.2021 (feuille fédérale). Au moment où des villes sont bombardées en Ukraine, en Syrie, rappelons que le F-35 en prove-

nance des Etats-Unis, en plus de son coût réel qui a augmenté de 70%, de ses problèmes techniques, est multirôle, dont notamment un rôle de bombardement. Il équipe l'OTAN.

¹⁴⁶ Arendt Hannah, *Qu'est-ce que la politique ?* Paris, éd. Seuil-poche, 1995.

¹⁴⁷ Rancière n'intègre pas l'économie, ni les contradictions, les luttes de classe dans l'Etat.

¹⁴⁸ Voir notamment, Deleix Martin, *Etienne Balibar. L'illimitation démocratique*, Paris, éd. Michalon, 2014.

¹⁴⁹ Bagchi Barnita (ed.), *The Politics of (Im)possible. Utopia and Dystopia Reconsidered*, New Delhi, Washington DC, ed. Sage, 2012, ISBN : 978-81-321-0734-7 (HB).

¹⁵⁰ Pour Shakespeare voir, Marientras Richard, *Shakespeare au XXIe siècle. Petite introduction aux tragédies*, Paris, Minuit, 2000.

¹⁵¹ Cette partie du texte est une reprise relue, de mon essai de 2019, *La liberté politique de se mouvoir...*

¹⁵² J'ai appris à faire attention à cette formule sur les dessins sur les murs, depuis qu'un jeune artiste, Martin Caloz l'a inscrit dans un de ses tableaux. Voir la couverture.

¹⁵³ Castoriadis Cornélius, « La polis grecque et la création de la démocratie », *Domaines de l'homme. Les carrefours du labyrinthe II*, Paris, Seuil, 1986 (1979) pp. 261-307.

¹⁵⁴ Voir à ce propos, « Une interrogation sans fin », entretien d'Emmanuel Terrée avec Castoriadis, *Domaines de l'homme. Les carrefours du labyrinthe II*, Paris, Seuil, 1986 (1979) pp. 241-261.

¹⁵⁵ L'histoire des galaxies est mouvement en expansion, l'espace s'étend, l'univers s'agrandit, grâce à la physique d'Einstein et d'autres chercheurs montre cela sur un autre plan.

¹⁵⁶ L'Etat, ses experts est l'instance qui institutionnalise les conflits de classe, écrit Rancière.

¹⁵⁷ Rancière Jacques, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.

¹⁵⁸ Castoriadis Cornélius, *Sujet et Vérité dans le monde social-historique, La création humaine 1*, Paris, Seuil, 2002, p. 406.

¹⁵⁹ On pense à la multiplication des recherches sur les compléments alimentaires pour freiner le vieillissement en intervenant sur les 8 causes biologiques, ce qui permet un prolongement de 5 ans ou plus si on combine la prise de produits. La perspective est une vie d'un siècle. Mais pour que les conditions financières, de marché soient réunies, il faudrait reclasser le vieillissement en conditions médicales : *passer du produit au médicament !* (Voir entretien de David Sinclair, *Bilan* 13.2.2019). Ce qui implique les politiques de la santé et l'accès de quelles populations à de tels « médicaments », sans parler des liens entre les besoins fondamentaux pour assurer la vie et le vieillissement de la grande majorité des populations de la planète bien en-dessous des seuils de pauvreté.

¹⁶⁰ Homère, *Odyssée*, XI479-521, Paris, Gallimard (trad. Victor Bérard), La Pléiade, 1955, p. 708.

¹⁶¹ Le retour d'Ulysse pour retrouver Pénélope et son fils dure 10 longues années, il est plein de périples. N'est-il pas difficile aussi à Ulysse de raconter à son retour, sa participation qu'il a tenté d'éviter sans succès, à une guerre d'anéantissement ? J'ai tenté de lire le retour d'Ulysse en posant cette question. Caloz-Tschopp M.C., « Imaginer, penser le desexil dans la violence de l'exil », Caloz-Tschopp M.C., Wagner V. (dir.), *Exil, desexil, postulats de départ, points aveugles de la recherche*, Paris, l'Harmattan, 2019.

¹⁶² Le débat relancé une nouvelle fois sur le colonialisme est vaste, complexe. Les sources, les paroles innombrables, pour certaines censurées, invisibilisées. Ce roman historique sur la colonisation italienne fasciste sous Mussolini, nous fait glisser dans l'immensité terrifiante de l'abîme colonial-impérial et l'ébranlement du vertige démocratique.

¹⁶³ Arendt Hannah, *L'impérialisme*, Paris, Points-essais, (1951), éd. française 1982, p. 292.

¹⁶⁴ Arendt Hannah, *Le système totalitaire*, Paris, Points-essais, (1951) 1972, p. 201.

¹⁶⁵ Freud S., *Conférences d'introduction à la psychanalyse (1916-1917)*, trad. F. Cambon, Paris, éd. Gallimard, pp. 363-364.

¹⁶⁶ Castoriadis C., « Préface, in *Les carrefours du labyrinthe*, 1978, pp. 7-8, Seuil, Paris.

¹⁶⁷ En regard de ce qui se passe en France, il apparaît important de distinguer la *république* (source, Rome) de la *démocratie* (source, Grèce). Ces deux expériences de l'histoire de longue durée sont différentes (références à deux expériences historiques – ville-Etat grecque et empire romain -, avec un contenu de l'imaginaire, du projet politique, des cadres politiques différents). Peut-être que des notions d'autoritarisme, de verticalité du pouvoir, qui traversent la vie politique française deviendraient-ils plus compréhensibles.

¹⁶⁸ Il précise : « Je dis que le chaos, c'est à la fois l'origine et le pouvoir de surgissement, ce que j'ai appelé la *vis formandi* : et c'est en même temps, l'insondable comme tel. Or je ne peux pas parler « d'autre » dans le chaos parce que l'autre n'existe que comme forme, et que la forme, c'est le cosmos. Le chaos est l'autre du cosmos – ou le cosmos est l'autre du chaos -, mais cela à un niveau si l'on veut total ou global. Le cosmos est l'autre du chaos et n'est pas l'autre du chaos puisque le chaos est précisément une *vis formandi*, c'est la puissance de donner forme, de faire surgir des formes, et que ces formes toutes ensemble, à tout instant, forment une superforme, qui est cosmos », Castoriadis Cornelius, « Fenêtre sur le chaos », *Le chaos*, écrit-il surgit ex-nihilo comme création, c'est le vide, la béance, le rien, l'abîme (158). *Fenêtre sur le Chaos*, Paris, Seuil, 2007, p. 157.

¹⁶⁹ Arendt Hannah, *La vie de l'esprit.1 La pensée*, Paris, PUF, 1981 (1971).

¹⁷⁰ Castoriadis Cornelius, « Fenêtre sur le chaos », *Fenêtre sur le Chaos*, Paris, Seuil, 2007, pp. 133-199 (lire les indications dans la postface).

¹⁷¹ Pour les faits, voir les documents sur ces sujets, dont le rapport Bergier, se trouve dans le site desexil.com

¹⁷² A ce propos, voir Caloz-Tschopp Marie-Claire, *L'évidence de l'asile*, Paris, L'Harmattan, 2016 (partie critique de l'humanitaire) et voir les propositions pour la réforme de l'ONU par Monique-Chemillier-Gendreau dans la liste des propositions dans la dernière partie du site (desexil.com)

¹⁷³ La réforme de l'ONU et en particulier celle du Conseil de Sécurité est demandé depuis longtemps (voir notamment les propositions de Monique-Chemillier-Gendreau, desexil.com, partie finale). Quadrature du cercle : comment lutter pour des réformes en ne s'alignant pas sur les forces qui veulent la disparition de l'ONU. Comment ne pas jeter l'enfant avec l'eau du bain ?

¹⁷⁴ Voir Caloz-Tschopp Marie-Claire, *Les étrangers aux frontières de l'Europe et le spectre des camps*, Paris, éd. La Dispute, 2004 ; *L'évidence de l'asile*, Paris, éd. L'Harmattan, 2016.

¹⁷⁵ A propos du racisme, j'ai le plaisir de citer, une ancienne collègue du Collège International de philosophie, Kisukidi Nadia Yala, entretien avec Josef Cofavreux (où elle présente ses deux derniers livres en collaboration), *Mediapart*, 9 avril 2022.

¹⁷⁶ <https://www.statewatch.org/news/2022/april/eu-counter-terror-shopping-list-sanctions-against-radical-rhetoric-intelligence-agencies-in-asylum-proceedings/>

¹⁷⁷ Voir à ce propos, Balibar Etienne, *Cosmopolitique. Des frontières à l'espèce humaine. Ecrits III*, Paris, éd. La Découverte, 2022.

¹⁷⁸ Le mot de **cosmo-politique** dont le pilier est l'hospitalité politique en revisitant, par un travail critique, la réflexion de Kant sur le fondement du droit international, a été formulé en France en lien au monde commun et aux conflits par Etienne Tassin, *Un monde commun : pour une cosmo-politique des conflits*, Paris, éd. du Seuil 2003. Il est repris ensuite par Lolive Jacques et Soubeyran Olivier (dir.), *L'Emergence des cosmopolitiques*, Paris, éd. La Découverte, 2007.

Pour ma part, je m'inscris dans le petit article de Kant et les critiques qui ont suivi, en parlant **d'hospitalité politique**, donc en ne réduisant pas l'hospitalité à une question morale, car elle est un **choix constituant** de société à chaque fois posé, débattu, construit par des luttes où s'expérimente ce que Arendt a formulé en termes de « droit d'avoir des droits », constituantes des rapports de pouvoir et des droits. Voir à ce propos Caloz-Tschopp Marie-Claire, *Les sans-État dans la philosophie d'Hannah Arendt. Les humains superflus, le droit d'avoir des droits et la citoyenneté*, Lausanne, éd. Payot, 2000 (thèse) et dans d'autres articles (voir le site desexil.com)¹⁷⁹ Szyborska Wislawa, *De la mort sans exagérer. Poèmes 1957-2009*, Paris, éd. Gallimard, 2018.

¹⁸⁰ On pense par exemple, aux spéculations des marchés financiers, aux guerres et leurs effets sur l'accès à l'eau, à la nourriture, aux médicaments et la faim, la maladie dans les lieux du monde les plus pauvres. Combien de morts dans cette guerre-là qui ne dit pas son nom ?